la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

TROTSKY A PARIS
pendant la première guerre mondiale
par A. Rosmer

SIX SEMAINES AUX U.S.A.
par R. Hagnauer

"Amis de la Liberté" ?
par G. Walusinski

Le Congrès de l'Alimentation F. O.
Impressions . . . . par M. Chambelland
Rapport économique . . . . par R. Le Rai

19e année. — No 344. — Nouvelle série No 43. OCTOBRE 1950. — Prix : 40 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 230 fr.
Un an .... 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 300 fr.
Un an .... 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 43 - OCTOBRE 1950

Trotsky à Paris pendant la première guerre mondiale .... A. ROSMER

« Amis de la liberté » ? : L'espoir des hommes libres est dans l'action syndicale .... G. WALUSINSKI

Mise au point .... J. DUPERRAY

Dans le bled marocain : Incroyable mais vécu...

Six semaines aux U.S.A. : Des réalités trop mouvantes pour que la pensée les fixe ! R. HAGNAUER

Les Allocations au service des cléricaux : L'assassinat de la Bastide de Beau-Soucy .... J.-A. CHILAND

Scènes de la vie soviétique .... J. ROUNAULT

Instituteurs en uniforme .... R. H.

Les croyances viennent-elles du Saint-Esprit ? .... VALLET-SANGLIER

Parmi nos lettres

Troisième camp ou communauté humaine. — Economie dirigée par les travailleurs et pour eux .... M. PIVERT

Munich 1938 et les pacifistes .... R. LAGRANGE

Notes d'économie et de politique

Puissance des étiquettes. — Une proposition : l'internationalisation des taxes spécifiques. — Mao Tse jugule l'inflation. — Egalité .... R. LOUZON

Renaissance du syndicalisme

Avec l'Alimentation Force Ouvrière .... M. CHAMBELLAND

Les industries de l'Alimentation .... LE RAI

Livres, revues et journaux

A. Ciliga : Dix ans derrière le rideau de fer .... J. REGANY

Les faits du mois

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

TROTSKY A PARIS PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

par A. ROSMER

C'est au début de la première guerre mondiale, et à l'occasion de la guerre, que nous entrâmes en contact avec plusieurs socialistes russes, notamment avec Trotsky. « Nous », c'était la rédaction de la **Vie Ouvrière,** revue syndicaliste fondée à Paris en 1909 par Pierre Monatte. Ce rapprochement qui allait devenir si solide et durable se produisit fortuitement ; il fut provoqué par la publication d'une lettre d'un socialiste russe à Gustave Hervé. S'il fut tout de suite aisé et se révéla dans les années qui suivirent résistant à toute épreuve, c'est qu'à la cause initiale accidentelle s'en ajoutèrent d'autres, celles-là fondamentales, qui, en tout état de cause, l'auraient promptement imposé.

Jusqu'au début de la guerre, il n'y avait eu, entre nous, nul contact. Syndicalistes révolutionnaires et socialistes des partis de la IIe Internationale suivaient deux voies différentes. Même les démonstrations communes organisées contre le danger de guerre quand la menace s'en précisait ne pouvaient faire disparaître les divergences qui les opposaient ; elles les atténuaient à peine. Les syndicalistes révolutionnaires poursuivaient leur activité et la réalisation de leurs objectifs, immédiats ou lointains, par l'action directe de leurs organisations ; ils ignoraient ou dénonçaient les opérations parlementaires du parti socialiste dont les dirigeants ne leur inspiraient nulle confiance. Sans doute les socialistes russes échappaient à cette condamnation globale et définitive, on les savait d'une autre trempe ; on ne pouvait nier qu'ils fussent révolutionnaires, et avec eux les divergences ne pouvaient être que de méthode ; ce n'est pas à eux qu'on aurait pu reprocher de se servir du socialisme pour faire carrière. Mais, à Paris, ils vivaient à part, entre eux, formant un ilot dans la grande ville. Même parmi les socialistes français, rares étaient ceux qui avaient connu Lénine, durant son séjour à Paris, et l'Ecole bolcheviste de Longjumeau. Ils avaient leurs journaux, leurs réunions, leurs terribles controverses, et il est à peine exagéré de dire que ce qu'on savait surtout d'eux c'est qu'ils étaient de rudes querelleurs, d'impitoyables polémistes.

AOUT 1914

L'effondrement de la IIe Internationale au 4 août 1914 fut pour eux ce que fut pour nous l'abdication de la C.G.T., incarnation du syndicalisme révolutionnaire. Chose qui aujourd'hui doit paraître singulière, peut-être incroyable : leurs partis, si différenciés par les discussions, réagirent semblablement, c'est-à-dire qu'ils se décomposèrent de la même façon ; le groupe bolcheviste de Paris ne résista pas mieux que les autres, mencheviks et socialistes révolutionnaires ; il y eut des « défensistes » dans les trois partis et, comme les Russes ne font rien à demi, la plupart des « défensistes » allèrent s'engager dans l'armée française. En face d'eux, les résistants des trois partis se sentirent sur la même base, unis par des conceptions désormais essentielles, déterminantes sur les origines et sur le sens de la guerre, sur la défense du socialisme et de l'Internationale. Ils disposaient d'une imprimerie ; ils décidèrent de publier un journal qui serait pour tous les socialistes fidèles un point de rassemblement. Leur position était celle des syndicalistes révolutionnaires qui dénonçaient l' « union sacrée » à laquelle la majorité de la direction de la C.G.T. s'était ralliée, et maintenaient contre elle l'internationalisme prolétarien. Les deux nouveaux groupements ainsi formés devaient se rejoindre ; un délai fut cependant nécessaire. Nous avions connu d'abord Martov, par sa lettre à Gustave Hervé, précisant la position des socialistes russes devant la guerre ; mais avec lui les rapports se bornèrent à un contact personnel, à des conversations particulières. Il fallut attendre Trotsky dont Martov annonçait la venue prochaine.

Trotsky arriva à Paris, seul, dans le courant de novembre 1914. Il prit une chambre à l'hôtel d'Odessa, à l'angle de la rue d'Odessa et du boulevard Edgar-Quinet, dans le voisinage de la gare Montparnasse. La guerre l'avait surpris à Vienne où il était devenu aussitôt un étranger indésirable, ennemi. Victor Adler avait facilité son départ, celui de sa femme et de ses deux garçons. La famille avait fait une première halte à Zurich, puis Trotsky était parti pour Paris, en éclaireur, car c'est là qu'il voulait se fixer. Il alla dès son arrivée à la rédaction du journal que publiaient les « résistants » ; son titre était alors **Naché Slovo** et il était quotidien, car les socialistes russes réalisèrent ce miracle de publier à Paris, pendant la guerre, un quotidien socialiste contre la guerre, et ils le publièrent « jusqu'au bout » se bornant à changer le titre quand le gouvernement français décidait de l'interdire.

Un des premiers effets de la participation de Trotsky à la vie du journal et du groupe fut la mise à l'ordre du jour de la question concernant la liaison à établir avec l'opposition française. Il fut lui-même désigné pour assurer cette liaison, en

---

(*) Article écrit pour le numéro spécial de la revue américaine **The New International,** consacré au dixième anniversaire de la mort de Léon Trotsky.

compagnie de Martov et d'un socialiste polonais, Lapinsky; tous trois devaient venir à notre local et participer à nos réunions du mardi soir. J'eus l'occasion de les voir souvent par la suite, mais nos rencontres ultérieures n'ont pas affaibli le souvenir très vif que je garde de la première soirée qui les vit arriver chez nous. C'était un événement; dans ce lugubre premier hiver de la guerre, devant l'effondrement des Internationales, les pensées étaient souvent sombres; nos réunions, limitées à nos seules forces, amputées par la mobilisation, étaient un inappréciable réconfort; mais celle-là revêtait un caractère exceptionnel : une rencontre amicale entre syndicalistes et socialistes, les uns et les autres très attachés à leurs doctrines respectives; il fallait la guerre pour qu'une telle chose fût possible.

LES REUNIONS DU QUAI JEMMAPES

Raymond Lefebvre, jeune écrivain socialiste que la guerre devait emporter, a évoqué si exactement ces réunions communes que je veux donner ici quelques extraits de son récit :

« Presque au coin de la rue Grange-aux-Belles et du quai Jemmapes, à Paris, s'ouvrait encore en 1914 une petite boutique grise, une Librairie du Travail... Cette boutique ferma le 2 août. Et pourtant, certains soirs d'automne, vers neuf heures, les policiers pouvaient constater qu'une vie furtive y brillait, que des conspirateurs, l'un après l'autre s'y glissaient. J'y ai plus d'une fois participé. On se bornait à tisonner tristement les restes refroidis de l'Internationale; à dresser d'une mémoire amère, la liste immense de ceux qui avaient failli; à entrevoir, avec une clairvoyance inutile, la longueur d'une lutte d'usure où seule serait vaincue la civilisation.

» Un orgueil sombre nous restait. L'orgueil de la fidélité à la foi, l'orgueil de résister au déferlement de la sottise, sous laquelle, Romain Rolland seul excepté, les fronts les plus puissants s'étaient vautrés.

» Rosmer, le poète Martinet, Trotsky, Guilbeaux, Merrheim, et deux ou trois autres dont j'ignore les noms, nous avons su, en plein Paris, être à la fois parmi les derniers Européens de la belle Europe intelligente que le monde venait de perdre à jamais, et les premiers hommes d'une Internationale future dont nous gardions la certitude. Nous formions la chaîne entre les deux siècles. Oui, ce sont là des souvenirs d'orgueil. »

Revenons à cette réunion où Trotsky, Martov et Lapinsky sont avec nous pour la première fois. Comme il était naturel, la conversation resta d'abord générale, passant d'un sujet à un autre. Parmi nos amis syndicalistes, quelques-uns, pas beaucoup, étaient encore hésitants. La réaction sentimentale provoquée chez eux par l'agression de l'Autriche semi-féodale contre la petite Serbie qu'avait accentuée encore la ruée allemande à travers la Belgique, les troublait, obscurcissant dans leur esprit les causes réelles et profondes de la guerre. Ils devaient s'éloigner de nous plus tard, mais ils étaient présents ce soir-là et l'un d'eux, lorsque la conversation s'engagea plus précisément sur la guerre, à un moment s'écria : « Mais enfin c'est tout de même l'Autriche qui s'est jetée lâchement sur la Serbie ! » Trotsky intervint alors; le journal libéral de Kiev, **Kievskaia Mysl**, auquel il collaborait, avait fait de lui un correspondant de guerre lors des deux guerres balkaniques; il se trouvait ainsi particulièrement bien armé pour répondre. Sur le ton amical qui était celui de la conversation depuis le début, il fit un exposé lumineux d'une situation qui n'était compliquée qu'en apparence; les peuples balkaniques qui s'étaient battus l'un contre l'autre étaient tous victimes des intrigues et des manœuvres diplomatiques des grandes puissances pour lesquelles ils n'étaient que pions sur l'échiquier européen; ni suffisance ni pédantisme dans l'expression : un camarade exceptionnellement bien informé traitait le sujet que les circonstances lui avaient permis de connaître à fond, dans son ensemble et dans ses caractéristiques régionales; la conclusion s'imposait d'elle-même sans qu'il fût besoin de la formuler, ne laissant nulle place au doute, encore moins à une contradiction sérieuse. Nous eûmes tous l'impression que notre groupe venait de faire une recrue remarquable; notre horizon s'élargissait; nos réunions allaient prendre une nouvelle vie; nous en éprouvions un grand contentement.

MARTOV ET TROTSKY

Cependant ces rencontres si heureusement commencées faillirent connaître une fin rapide. Martov était, dans son parti, une sorte de personnage officiel; il représentait la fraction menchéviste du Parti socialiste ouvrier russe au Bureau socialiste international — l'organisme permanent de la IIe Internationale. Or son parti avait été comme les autres brisé en trois tronçons par la guerre : une section défensiste — celle qui avait fourni les engagés volontaires; un centre oscillant, une gauche internationaliste. Précisément parce qu'il appartenait à cette dernière tendance, Martov estimait être tenu à une certaine prudence, à ne rien faire qui pût paraître engager arbitrairement le parti tout entier; le travail commun avec nous, qui n'appartenions à aucun parti socialiste, risquait de le mettre dans une situation difficile, autoriser des critiques de la part des dirigeants du parti socialiste français qui supportaient mal ses interventions; il n'était pas pour eux un camarade mais un gêneur. Trotsky était, lui, beaucoup plus libre de ses mouvements; il avait rompu avec les bolcheviks parce qu'il était hostile à leurs principes d'organisation, et avec les mencheviks parce qu'il condamnait leur politique; il était à la tête d'un groupe qui s'était constitué autour de la conception de la révolution permanente qu'il avait élaborée en partie avec Parvus. Très solidement marxiste, il n'était cependant pas de ces social-démocrates pour qui le syndicalisme révolutionnaire était une hérésie en tous points condamnable, et la grève générale n'était pas non plus pour l'effrayer car il en avait une, fameuse, à son actif, celle de 1905. Dans les discussions qui eurent lieu au groupe de **Naché Slovo**, il défendit chaudement la liaison établie et la possibilité d'un commun travail; son point de vue, auquel Martov se rallia sans trop de difficulté, l'emporta.

Dès qu'il se fut débrouillé dans le Paris de guerre — il connaissait déjà la ville y ayant fait à deux reprises de brefs séjours mais l'état de guerre avait créé des complications nouvelles — Trotsky se hâta de faire venir sa famille. Il avait trouvé une modeste pension dans le voisinage du parc Montsouris, en haut de la Glacière, à l'entrée de la rue de l'Amiral-Mouchez. Selon une légende tenace mais assez inoffensive — il s'en forgea d'infiniment plus graves — on le voit toujours à une table du Café de la Rotonde, parmi les joueurs d'échecs. Il y a ici une confusion; c'est Martov, bohème par goût et par habitude, qui était un habitué du café. Trotsky était, lui, tout le contraire d'un bohème et il n'aimait ni l'atmosphère ni les conversations de café : trop de temps perdu.

RENCONTRE AVEC UN ANARCHISTE BELGE

La pension de la rue de l'Amiral-Mouchez était un très simple immeuble de deux étages; les pen-

sionnaires n'étaient guère qu'une douzaine; l'homme et la femme qui la dirigeaient étaient une rare exception parmi les habituels mercantis; ils devinrent des amis, surtout des deux garçons; on continua de se fréquenter quand la famille eut trouvé un logement. J'y allais une fois par semaine, en général le dimanche. Une de nos soirées fut exceptionnellement mouvementée et je dois en parler avec quelque détail. Trotsky nous avait demandé, à Lapinsky et à moi, de venir dîner, et il avait insisté pour que nous venions de bonne heure. Nous eûmes tout de suite l'explication. « J'ai invité, nous dit-il, un anarchiste belge que j'ai rencontré il y a quelque temps par hasard; c'est un homme extrêmement sympathique qui, par impulsivité semble-t-il, a réagi violemment aux envahisseurs allemands; il a organisé contre eux des attentats dans la région de Liège et s'est enfui juste à temps pour éviter d'être pris; ses récits sont donc très intéressants et très instructifs; ils aident à comprendre la résistance belge dont le caractère violent et spontané a généralement surpris (1); en outre, ils aident aussi à comprendre comment et pourquoi des anarchistes ont été amenés à se comporter comme d'enragés patriotes. Inutile, naturellement, de discuter avec lui sur la guerre; ça ne mènerait à rien; il est d'un caractère vif et emporté, et surtout il n'est pas actuellement en état de discuter paisiblement avec des contradicteurs. » Nous fîmes serment, Lapinsky et moi, de nous comporter en gens du monde, experts dans l'art d'éviter les sujets explosifs.

Le dîner se passa parfaitement; le menu était simple même les soirs de gala et le vin ni les alcools ne risquaient de nous monter à la tête. Je connaissais notre partenaire bien que je ne l'eusse jamais rencontré au cours de mes voyages en Belgique; j'avais lu le récit de son activité parmi les anarchistes liégeois et ses écrits. C'était une figure sympathique de l'anarchisme belge, qui n'en manquait pas, le passage d'Elisée Reclus à l'Université nouvelle de Bruxelles avait laissé des traces profondes. Quand nous eûmes regagné la chambre de Trotsky, j'engageai la conversation en parlant de souvenirs et d'amis communs; Trotsky et Lapinsky intervenaient tour à tour; notre conversation se déroulait dans une agréable atmosphère de cordialité et on se réjouissait à la pensée que la soirée finirait aussi plaisamment qu'elle avait commencé, quand soudain notre partenaire éclata. Que s'était-il passé ? Nous ne réussîmes pas à élucider ce qui devait rester un mystère. Est-ce que sous nos mots ininflammables nos idées sur la guerre se cachaient mal ? En tout cas nous dûmes subir l'assaut de notre compagnon déchaîné : nous étions des germanophiles, des pleutres, c'est par lâcheté que nous étions contre la guerre, et la fidélité à l'internationalisme que nous affichions n'était qu'un prétexte commode pour masquer les vraies raisons... Il fallut bien répondre, mais le seul résultat fut que le ton se haussa au point de troubler la paisible maison. Nous étions tous mécontents.

VOYAGES EN FRANCE

Avant que sa famille vînt le rejoindre, Trotsky avait déjà organisé deux grands voyages en France. Son journal ne lui demandait pas d'aller au front et de suivre les armées; les correspondants de guerre accrédités ne voyaient d'ailleurs pas grand-chose; ils étaient réduits à délayer plus ou moins adroitement les communiqués officiels, et la guerre de tranchées marquait un temps d'arrêt dans les opérations spectaculaires. Ce qui était intéressant alors, c'était de parcourir le pays, d'interroger les gens, de converser avec eux pour déceler les sentiments vrais que les mensonges conventionnels dissimulaient sous un héroïsme de parade. Trotsky avait d'abord visité Marseille et la côte, poussant jusqu'à la frontière italienne, et projetant ensuite d'aller vers le Nord, il me demanda de l'accompagner, pensant que je pourrais l'aider dans les conversations avec les soldats anglais que nous allions rencontrer. Un de nos amis était alors à Boulogne; c'est là que nous décidâmes d'aller tout d'abord. Mobilisé au premier jour, il s'était trouvé depuis complètement isolé; il était avide de nouvelles, voulait savoir ce qui se passait à l'arrière, dans les états-majors socialiste et syndicaliste, et en fin de compte il apprit plus de nous que nous de lui; les mineurs de son escouade sortis indemnes des premiers combats n'aspiraient déjà qu'à la paix. Des Anglais, nous ne tirâmes pas grand-chose. Au cours de notre promenade à travers la ville, nous avions rencontré une compagnie de volontaires — l'Angleterre ne s'était pas encore résignée à la conscription. De place en place, un homme — un compère — les interpellait, criant : « Are you downhearted ? » et, bien entendu, tous répondaient : « No ! » Après la « soupe » nous en vîmes quelques-uns jouant dans la rue avec un ballon. Ils avaient l'air aussi peu soldats que possible et je ne pus m'empêcher de dire à mon compagnon : « Dommage qu'ils vont connaître à leur tour le militarisme et l'abrutissement de la vie de caserne. — Mais non, répliqua-t-il, c'est bien qu'ils y passent maintenant. » Nous en vîmes d'autres au café où nous étions allés finir la soirée avec notre ami; ils appartenaient à l'intendance et, pour eux, la guerre n'était pas trop dure; ils avaient déjà absorbé pas mal de bière; ils ne dirent que des banalités.

Le lendemain nous pûmes aller jusqu'à Calais, alors point extrême de la zone accessible aux civils. Il y avait eu du brouillard tout le jour et quand nous y arrivâmes, il faisait complètement nuit; nous eûmes grand-peine à nous loger dans un hôtel. Nous nous étions rapprochés du front, mais il n'y avait d'aucune façon, rien à y voir; beaucoup d'habitants étaient partis vers l'intérieur; la ville était morte. Nous allâmes aux bureaux du journal local dans l'espoir d'y trouver quelqu'un dont on pourrait tirer quelque information authentique sur l'état d'esprit dans une région proche du front. Nous n'y rencontrâmes qu'un pauvre type, symbole de la misère des petits journaux de province encore aggravée par les conditions faites par la guerre à la presse : censure et bourrage de crânes obligatoire. Nos questions l'étonnèrent; l'idée qu'il pût nous dire quelque chose d'intéressant, à nous qui venions de Paris, provoquait chez lui une stupeur qu'il ne cherchait pas à dissimuler : « Vous en savez plus que nous », se bornait-il à répéter. Mais quant à la menace, à la possibilité d'une poussée allemande, il se crut obligé de faire le fanfaron : « Les « boches » ne nous font pas peur, nous ne craignons ni leurs canons ni leurs avions. »

MENSONGES DE GUERRE

Dans le train qui nous ramenait à Paris, nous eûmes pour un temps devant nous un jeune soldat belge; il s'affairait dans des notes, devant des croquis et des cartes, levait la tête, nous regar-

(1) Se trouvant dans les bureaux de l'**Humanité** le soir de l'assassinat de Jaurès, Merrheim y avait rencontré le socialiste belge Camille Huysmans, député et secrétaire du Bureau permanent de la IIe Internationale : « Que ferez-vous, lui demanda-t-il, si les Allemands foncent à travers la Belgique ? » Appuyant ses paroles d'un geste descriptif, Huysmans répondit : « Un petit couloir pour les laisser passer. »

dait ; il était visible qu'il était impatient d'engager la conversation. A nos premiers mots, il répondit en nous contant son histoire. Il appartenait à l'artillerie ; sa batterie ayant été mise à mal par les Allemands, il était envoyé à l'arrière, au repos jusqu'à nouvel ordre. Prenant un de ses croquis, il nous dit : « Voilà où était notre pièce quand nous fûmes attaqués. Un premier obus tomba assez loin derrière elle ; un second resta en avant, mais le troisième atteignit en plein son but : nous avions été trahis ! » Cette substitution soudaine du mensonge conventionnel commode à l'évidente et simple réalité nous fit croire un instant que nous avions affaire à un humoriste. Mais pas du tout ; notre bon Belge était bien sérieux car pour nous édifier sur la « trahison », il nous énuméra plusieurs exploits du même genre qu'il avait entendu raconter par des camarades envoyés comme lui à l'arrière. La guerre fait éclore spontanément le mensonge étant elle-même un grand mensonge : elle ne peut se présenter pour ce qu'elle est.

LES OPPOSANTS MOBILISES

Au début de 1915, des changements se produisirent dans nos deux groupes. Une revision des exemptés et des auxiliaires permit d'envoyer aux armées les oppositionnels les plus connus. Monatte fut bientôt mobilisé ; mon tour vint deux mois plus tard. Chez nos amis russes, il y eut rupture entre Martov et le groupe **Naché Slovo**. La guerre, en se prolongeant beaucoup plus que les experts ne l'avaient prévu et qu'on l'avait fait croire aux soldats, provoquait d'importantes transformations dans l'état d'esprit des mobilisés aussi bien que dans celui des hommes et des femmes à l'arrière ; le mécontentement devint très vif ; le besoin d'agir, de faire quelque chose éliminait progressivement la passivité confiante d'union sacrée du début. Martov se sentit dépassé, non pas tant peut-être en ce qui le concernait personnellement que pour le centre et en fait la majorité de son parti ; des controverses assez vives le mirent aux prises avec Trotsky, en particulier, en suite de quoi il décida d'aller se fixer en Suisse. Un nouveau venu prit sa place dans la délégation de **Naché Slovo** : c'était Dridzo-Losovsky. A l'encontre de ses camarades, il avait été mêlé d'assez près au mouvement syndical français, ayant été secrétaire d'un syndicat d'un type tout à fait exceptionnel, celui des casquettiers dont tous les membres étaient juifs. Nos réunions avaient lieu maintenant assez souvent chez lui ; sa femme était dentiste et son cabinet était bien assez grand pour que nous y soyons à l'aise.

La vie parisienne de Trotsky était désormais bien réglée. Le matin, il lisait les journaux. Journaliste, aimant comme il l'a raconté dans son autobiographie, sentir l'odeur de l'encre d'imprimerie, des épreuves encore humides, il s'était facilement orienté parmi la presse parisienne, si différente cependant de celle à laquelle il était accoutumé à Vienne. Les journaux français étaient à l'époque d'une indigence extrême ; la censure ne leur laissait guère que la liberté de broder sur les communiqués officiels ; presque tous étaient ainsi, forme et fond, fabriqués sur le même modèle. Pour cette raison, Trotsky avait trouvé intéressante **l'Action française** des néo-royalistes maurrassiens ; à côté des bouffonneries pas toujours inoffensives de Léon Daudet, la hargne pédante de Maurras s'étalait en colonnes massives tandis que Louis Dimier découpait chaque matin l'Allemagne en morceaux — les tronçons du serpent — avant de quitter la maison et d'en révéler les secrets ; elle gardait une incontestable originalité due pour une part à la campagne acharnée qu'elle menait alors contre Clemenceau, ce qui lui valait un régime de faveur des censeurs. Il vit bien vite cependant ce qu'il y avait réellement derrière cette originalité de façade. « Mais ces interminables articles de Maurras, c'est toujours la même chose, dit-il, et la fameuse verve de Daudet n'est sans doute amusante qu'en temps de paix. »

Vers onze heures il quittait la maison pour se rendre à l'imprimerie de **Naché Slovo** où les rédacteurs se retrouvaient pour la discussion et la préparation du journal. Par leurs liaisons avec leurs camarades émigrés en Suisse, en Angleterre, en Scandinavie, en Amérique, ils pouvaient rassembler en ces temps de disette une information exceptionnelle qui leur permettait de mieux comprendre et d'interpréter plus exactement les événements de chaque jour ; les commentaires s'accompagnaient de discussions et d'études importantes que le censeur traitait avec un certain respect, estimant sans doute que ce journal, confiné à un petit cercle d'émigrés était sans danger pour le moral des Français. L'après-midi et le soir, Trotsky écrivait ou participait à des débats qu'organisaient les divers groupements russes ; il excellait à animer ces réunions. Mais il trouvait toujours le temps de s'occuper des travaux scolaires des deux garçons qui, ayant eu à peine le temps de se mettre au français, fréquentaient une école russe du boulevard Blanqui.

DESTIN D'UNE BROCHURE

Au cours de mes visites, il m'initia à la vie des partis russes, aux vives controverses qui les agitaient. Il les avait alimentées pour sa part par la publication d'une importante brochure écrite à Zurich durant son court séjour et parue là-bas en allemand sous le titre : **Der Krieg und die Internationale**. Cette brochure eut un destin singulier ; au début de 1915, le gouvernement allemand en ordonna la saisie ; le tribunal qui eut à en juger prononça contre l'auteur une condamnation pour crime de lèse-majesté. Elle devait reparaître trois ans plus tard, à New-York, en anglais, sous un nouveau titre : **The Bolsheviki and World Peace** ; un éditeur entreprenant en avait fait un livre — la substance ne manquait pas pour cela — pour lequel Lincoln Steffens écrivit une introduction. Jugeant assez exactement la position de Trotsky à l'égard de la guerre, il écrivait : « Ni pro-allemand, ni pro-alliés, ni même pro-russe, ni patriote du tout, il est le défenseur d'une classe, le prolétariat, la classe ouvrière de tous les pays, pour atteindre le but final, la société sans classes. » Mais le plus étonnant est que le livre intéressa vivement un autre homme, un personnage beaucoup plus important dans la société américaine d'alors que Lincoln Steffens, le président Woodrow Wilson, dont l'ambition fut toujours d'arbitrer le conflit ; pour la paix qu'il entendait réaliser, il se heurtait au mauvais vouloir des hommes d'Etat de l'Entente ; or, s'il ne pouvait, bien entendu, approuver l'entier contenu du livre, il retrouvait dans le programme de paix établi par l'auteur plusieurs points du sien. Il commenta le livre, le recommanda, lui fit un succès. Trotsky ne devait connaître cette intéressante aventure que dix ans plus tard, mais il en fut informé par l'éditeur lui-même, Charles Boni, quand celui-ci lui rendit visite à Prinkipo.

Mes visites à la pension de la rue de l'Amiral-Mouchez cessèrent au mois de mai quand je fus mobilisé et expédié en province. Au début d'août je pus profiter d'une disposition réglementaire pour revenir à Paris, où j'arrivai juste à temps pour participer à la dernière réunion où devait être discutée et précisée l'attitude de nos délégués à la conférence internationale qui devait se réunir bientôt en Suisse. Par Merrheim, j'appris ce qui s'était passé en mon absence à la direction de la C.G.T..

et Trotsky me narra dans le détail les travaux préparatoires de la Conférence. Un député socialiste italien, Morgari, était venu à Paris, mandaté par son parti, pour sonder les chefs du parti socialiste et obtenir d'eux une participation à la conférence ; en même temps, il devait poser la question d'une conférence internationale au Bureau de la IIᵉ Internationale qui, selon son parti, avait déjà trop tardé à convoquer les représentants de ses sections. Il n'avait eu aucun succès auprès des dirigeants du parti français, et pas davantage auprès de ceux de la IIᵉ Internationale. Vandervelde l'avait éconduit brutalement, se vantant même d'empêcher toute tentative de rassemblement socialiste international.

ZIMMERWALD

Pour la participation de la France à la conférence, il était évident qu'il faudrait se contenter de groupes d'opposition qu'on s'efforcerait de rendre aussi représentatifs que possible. Des conférences du parti socialiste et de la C.G.T. avaient eu lieu ; on ne pouvait plus prétendre ignorer que des oppositions existaient ; la plus importante parmi les organisations syndicales était la Fédération des Métaux, et dans l'ensemble elles représentaient déjà le tiers de l'effectif confédéral d'après le vote à la conférence, et, en réalité, beaucoup plus. Au parti socialiste, une des fédérations départementales des plus solides, celle de la Haute-Vienne, avait tenu à se différencier publiquement de l'attitude de **l'Humanité** et de la direction du parti. Par l'intermédiaire de Morgari, des contacts s'établirent entre le groupe russe de **Naché Slovo**, l'opposition syndicaliste et les socialistes de la Haute-Vienne. Plusieurs réunions communes avaient eu lieu ; elles étaient restées sans résultats positifs. Les députés minoritaires étaient satisfaits de la forme d'opposition, modérée et inoffensive, qu'ils avaient adoptée ; ils craignaient avant tout de faire un geste qui eût permis de les accuser de mettre en péril l'unité du parti ; les arguments pressants des socialistes russes, qui auraient dû être pour eux décisifs, ne purent les faire avancer d'un pas vers une attitude conséquente ; durant toute la guerre, et après, ils n'allèrent jamais plus loin que Kautsky. On ne gagna donc rien de ce côté, et comme il fallait avant tout garder le secret de l'entreprise, on décida de se contenter, pour la représentation française, de deux délégués absolument sûrs : Merrheim, secrétaire de la Fédération des Métaux, et Bourderon, vieux militant du parti socialiste, qui était, de surcroît, secrétaire d'une Fédération syndicale, celle du Tonneau.

Cette dernière réunion, à laquelle je pouvais par chance participer, était, volontairement, peu nombreuse. Merrheim et Bourderon étaient là, et, du côté russe, Trotsky et Losovsky. La résolution sur laquelle s'était groupée la minorité syndicaliste à la Conférence nationale du 15 août était très nette dans son opposition à la guerre, sa dénonciation de l'union sacrée, dans la revendication des principes du syndicalisme révolutionnaire ; elle restait vague quant à l'action spécifique à entreprendre. Trotsky, et même Losovsky, toujours très modéré cependant, insistaient pour qu'on la complétât par un programme d'action suffisamment précis. Mais Merrheim et Bourderon répondaient invariablement qu'ils se considéraient comme liés par leur propre résolution et n'avaient pas le droit de la modifier. En réalité, fort prudents l'un et l'autre, ils entendaient se réserver une pleine liberté de mouvement. Quelques jours plus tard Merrheim, Bourderon et Trotsky partaient pour la Suisse.

Le secret avait été bien gardé. De brefs échos parurent dans les journaux quand la Conférence était déjà terminée. Trotsky m'avisa de son retour, me donnant rendez-vous à l'imprimerie de **Naché Slovo**. Sa famille venait de s'installer à Sèvres dans la petite maison qu'un ami, le peintre René Parece, s'absentant pour plusieurs mois, avait mise à sa disposition. Un long après-midi et une partie de la soirée furent nécessaires pour épuiser le compte rendu de la conférence. Trotsky en avait suivi de près tous les développements et incidents ; il connaissait personnellement la vingtaine d'hommes qui s'étaient trouvés rassemblés dans l'auberge alpestre de Zimmerwald ; et c'est lui qui fut chargé de rédiger le texte sur lequel l'accord unanime pouvait se faire. Il était en mesure de faire le meilleur et le plus complet des rapports. Je dois me borner ici à souligner les deux points saillants des débats qui furent, par moment, fort vifs. Lénine voulait que les députés présents s'engagent à voter dès leur retour contre les crédits de guerre, et il harcelait sans merci Ledebour qui refusait de prendre un engagement définitif, et il bousculait les Italiens qui, n'ayant pas encore renoncé à l'espoir de gagner Bernstein et Kautsky et de remettre en marche avec eux la machinerie de la IIᵉ Internationale, ne voulaient absolument pas entendre parler d'une nouvelle Internationale.

« LE PREMIER PAS »

Bien que fâché de n'avoir pu faire triompher son point de vue, Lénine donna son approbation au manifeste adopté à l'issue de la conférence et, avec lui, le signèrent ceux qui avaient appuyé sa thèse, formant la gauche de la conférence. Il intitula l'article où il analysait les débats et les raisons de son attitude « Le premier pas ». La Conférence de Zimmerwald, telle qu'elle fut, est un des événements importants de la première guerre mondiale, peut-être le plus décisif, car ce « premier pas » en commandait inévitablement d'autres. Elle marque le réveil du mouvement ouvrier et socialiste ; les oppositions éparses qui s'étaient jusqu'alors plus ou moins ignorées l'une l'autre purent se joindre ; on sait désormais qu'on n'est pas seul, qu'on a des camarades en France et dans tous les pays ; on a la certitude que l'internationalisme prolétarien trahi ou bafoué n'a pas été anéanti dans la conscience ouvrière ; il est vivant et il triomphera. Car la confiance renaît et avec elle le besoin d'agir. Des groupements nouveaux se forment où se rencontrent : des socialistes, des syndicalistes, des anarchistes, préfigurant la composition de la nouvelle Internationale qui doit sortir de la guerre. En France, où les ouvriers ont été particulièrement exploités, des grèves éclatent ; profitant des circonstances, les patrons ont imposé des « salaires de guerre » ; les ouvrières des maisons de haute couture entrent les premières dans la lutte sous le mot d'ordre : « A bas les salaires de guerre ! » Les patrons doivent céder. Puis, fait infiniment plus important encore, l'agitation gagna les usines de munitions. Les procédés de fabrication spéciaux, notamment des obus, comportaient l'emploi de manœuvres et de manœuvres spécialisés et les patrons firent appel à la main-d'œuvre féminine qu'ils exploitèrent sans merci ; le travail était payé aux pièces, on poussait à la production mais dès qu'un certain salaire était atteint, les patrons réduisaient le taux de base de la rémunération, de sorte que les ouvrières s'épuisaient physiquement chaque jour davantage pour ne toucher que le même maigre salaire. Une grève se déclencha dans une usine de la banlieue parisienne ; soutenue par les syndicats et par un mouvement de solidarité auquel participèrent les groupements d'opposition, les ouvrières triomphèrent des résistances et des menaces gouvernementales et patronales. Les premières sections syndicales d'ouvrières surgirent.

A Paris, en suite de réunions à la Bourse du Travail où Merrheim et Bourderon exposèrent les travaux et les conclusions de la Conférence de Zimmerwald, fut alors constitué le Comité pour la reprise des relations internationales ; l'opposition disposa désormais d'un centre d'information et d'action ; le comité publia des brochures et des tracts, et bien qu'il ne disposât que de faibles moyens matériels, sa seule existence inquiéta les directions socialiste et syndicale qui se hâtèrent de le désavouer et de le dénoncer. Un mouvement analogue se développa dans tous les pays ; le bulletin publié par la commission socialiste internationale créée par la Conférence de Zimmerwald put bientôt publier une liste de vingt-cinq organisations approuvant le manifeste, et, en conséquence, la commission décida de convoquer une nouvelle conférence qui pourrait déjà se réunir dès fin avril.

KIENTHAL

Tout était désormais plus clair, mais cette fois notre participation directe à la rencontre internationale s'avérait impossible. Le gouvernement avait été accusé de faiblesse et sévèrement critiqué par tous les guerriers de l'arrière ; il refusa de délivrer des passeports à tous ceux qui auraient pu nous représenter. Le groupe de **Naché Slovo,** ne pouvant lui non plus envoyer un des siens, nous proposa de préparer pour la conférence une déclaration et un manifeste communs qui seraient publiés dans le Bulletin d'avant-conférence et assureraient ainsi notre participation. Trotsky fut chargé de rédiger ces textes et quand ils furent prêts, il me demanda d'aller les discuter avec lui. La déclaration préliminaire posait cette fois nettement les questions ; les événements des cinq mois écoulés avaient pleinement confirmé les vues exprimées à Zimmerwald ; il fallait maintenant avancer plus résolument dans la voie tracée ; le problème de la défense nationale devait être tranché de manière catégorique, sans préoccupation des situations militaire ou diplomatique existantes ; l'accent était mis sur une lutte révolutionnaire intensifiée de la classe ouvrière contre le capitalisme, car c'est seulement par elle que la conception de la paix formulée à Zimmerwald pourrait être réalisée. Nos textes parurent dans le numéro trois du Bulletin de la commission, le 29 février 1916, pour discussion. Bien qu'approuvant dans tout ce qu'il avait d'essentiel le projet établi par Trotsky, je lui demandai une modification, la suppression de passages concernant les « centristes » (leur leader en France était Jean Longuet). Zimmerwald avait eu aussi cette conséquence de les pousser à s'organiser parce qu'ils voulaient à tout prix s'en différencier et, en même temps, retenir sur leur position prudente le plus possible de socialistes prêts à s'y rallier. Trotsky les attaquait, dénonçait leur attitude ambiguë et peureuse ; cela n'était pas pour me choquer, bien au contraire, j'en aurais plutôt ajouté ; nous les connaissions bien et n'avions à leur égard aucune illusion. Mais nous leur interdisions toujours si brutalement toute intrusion dans les questions et l'action syndicales que nous considérions naturel, en revanche, de ne pas nous immiscer dans leurs dissentiments intérieurs. Trotsky n'était pas très content d'amputer ainsi son texte, mais dans notre travail commun il se montra toujours très compréhensif, défendant comme il savait le faire ses idées, mais prêt néanmoins aux conciliations nécessaires. Les textes purent ainsi paraître sous la double signature : **Naché Slovo-Vie Ouvrière.**

Il y eut cependant trois Français à cette seconde conférence qui se réunit également en Suisse, à Kienthal, du 24 au 30 avril 1916 ; trois députés, Alex. Blanc, Raffin-Dugens et Pierre Brizon, qui firent le voyage dans le plus grand secret ; ils n'avaient pas de contact avec le comité pour la reprise des relations internationales et ne cherchaient pas à en avoir ; ils voulaient conduire leur opposition à leur manière, craignaient de se lier à des éléments plus décidés et conséquents. Ils étaient tous trois instituteurs ; Brizon, enseignant dans une école primaire supérieure, était le plus capable et c'est lui qui fut leur porte-parole à la conférence. C'était un homme impulsif, inégal, capricieux ; il pouvait être à l'occasion absolument insupportable — ce qui précisément arriva dès les premières réunions de la conférence où il se montra sous ses côtés déplaisants et provoqua des incidents gênants. Mais avec lui, l'affaire finit mieux qu'elle n'avait commencé : ce fut à lui que fut confiée la rédaction du manifeste, et, rentré en France, il fit plus qu'on ne s'y attendait, votant, à la première occasion, contre les crédits de guerre, suivi seulement par les deux pèlerins de Kienthal, défiant les cris, les injures et les menaces de la quasi-totalité de la Chambre. Il utilisa dès lors fréquemment la tribune parlementaire en y lisant les articles de journaux que la censure avait interdits et qui devaient paraître au **Journal Officiel,** dans le compte rendu des débats. Le comité pour la reprise des relations internationales les réimprimait aussitôt sous forme de tracts qui nourrissaient et élargissaient sa propagande.

PREMIER HEURT AVEC MERRHEIM

L'opposition devenait plus forte, plus consciente, plus agressive tandis que la situation des gouvernements des pays belligérants s'aggravait : en ce début de 1916, elle apparaissait sans issue ; la lassitude se généralisait ; les privations devenaient plus dures et on était d'autant moins disposés à les accepter qu'on n'avait plus d'illusions sur l'issue de la guerre. Tentant d'obtenir une décision, l'Allemagne avait déclenché une terrible offensive contre Verdun ; elle y usait ses forces mais elle usait aussi celles de la France. Selon la coutume les forcenés du patriotisme parlaient de trahison, fabriquaient des romans-feuilletons, des récits mélodramatiques pour accaparer l'attention des populations et les tromper. Chaque matin, ils demandaient au gouvernement de sévir contre les défaitistes.

J'étais alors à Paris et j'avais repris mes visites à Trotsky et aux siens, dans le logement des Gobelins où la famille était venue s'installer quand il avait fallu quitter la maison de Sèvres. Un soir, je trouvai Trotsky triste et préoccupé. Il participait régulièrement aux réunions du comité pour la reprise des relations internationales ; ses interventions y étaient remarquées, d'autant plus qu'elles exprimaient les sentiments de la grande majorité des membres, désireux comme l'était Trotsky de montrer plus d'audace dans la réalisation d'actions préparées. A cet effet, il avait insisté à la dernière réunion du comité sur la nécessité de créer un organe spécial, de publier au moins un bulletin qui établirait une liaison entre Paris et le reste du pays. Cette proposition avait déplu à Merrheim qui l'avait aussitôt combattue, et, emporté par l'irritation, il avait reproché à Trotsky de « manquer de tact ». Trotsky n'avait pas répondu sur l'heure à cette surprenante accusation ; il n'avait pas voulu aggraver un incident où il était certain que Merrheim n'aurait pas eu le beau rôle. Quelle signification y pouvait-on trouver ? Sinon que Trotsky, étant « étranger » était tenu à plus de réserve que les autres membres du comité, devait s'abstenir d'initiatives et se contenter d'approuver. Mais précisément parce qu'il était « étranger », Trotsky était plus exposé qu'un autre, et les événements allaient bientôt le montrer.

SEMBAT ET RENAUDEL DENONCENT. LE GOUVERNEMENT « AGIT ».

Au Conseil national du parti socialiste réuni le 7 août, les majoritaires avaient dénoncé l'opposition en des termes nouveaux. Le ministre Sembat avait déclaré : « J'estime que la majorité a le devoir de réagir contre la propagande que la minorité organise avec une inlassable activité. Il ne faut pas laisser se prolonger cette sorte de corruption de l'esprit public en général et de l'esprit socialiste en particulier. » Et lui faisant aussitôt écho, l'homme qui faisait alors figure de leader du parti, Renaudel, affirma : « J'ai dans mes poches des lettres de soldats qui m'écrivent. « On « nous envoie des écrits qui nous donnent le ca- « fard, disent-ils ; et ce n'est pas le moment. » Les journaux réactionnaires, c'est-à-dire l'ensemble de la presse de Paris et de province, reprirent aussitôt ces paroles, y ajoutant la conclusion qu'elles comportaient mais que les deux « socialistes » n'avaient pas osé formuler ouvertement dans une conférence de leur parti : Le gouvernement doit museler les corrupteurs de l'esprit public. C'était l'appel à la répression et sa préparation. Trotsky devait en être la première victime.

Effrayée du chiffre croissant de ses pertes en hommes, la France avait décidé de faire appel à la Russie et à son « inépuisable réservoir » pour qu'elle envoie des contingents de soldats russes combattre sur le front français. L'opération devait se révéler désastreuse, et peu après les premiers débarquements un grave incident surgit. Des soldats russes cantonnés à Marseille se mutinèrent ; leur colonel, n'ayant pas réussi à les apaiser par son éloquence, frappa l'un d'eux, lequel riposta et le tua. D'après les premiers récits l'explication de cette tragique affaire parut simple ; les soldats russes étaient soumis à une discipline sévère, interdiction absolue leur était faite d'aller se promener en ville, régime d'autant plus intolérable qu'ils pouvaient voir d'autres soldats de toute couleur : Anglais, Hindous, Noirs, circuler librement hors des heures de service. L'irritation, s'ajoutant au dépaysement, suffisait bien pour expliquer la bagarre. Cependant des signes inquiétants apparurent ; l'instruction avait révélé, dirent les journaux, que le meurtrier possédait des numéros de **Naché Slovo**. L'affaire prenait dès lors une autre tournure ; des journalistes russes qui s'en occupèrent particulièrement établirent qu'un rôle actif avait été joué par un agent provocateur. On se souvint alors de divers écrits ; Gustave Hervé, étant encore membre de la commission administrative du parti socialiste, avait demandé, dès 1915, au ministre Malvy de jeter hors de France tous les réfugiés russes coupables d'internationalisme révolutionnaire. D'autre part, le professeur Durkheim, président de la commission nommée par le gouvernement pour s'occuper des réfugiés russes, avait informé leur représentant de la prochaine interdiction de **Naché Slovo** et de l'expulsion de ses rédacteurs. L'heure de l'application était venue : le 15 septembre 1916, le gouvernement supprimait **Naché Slovo** ; le 16 septembre, il faisait signifier à Trotsky un arrêté d'expulsion.

La veille du jour fixé pour l'expulsion, j'allai rue Oudry. A ma surprise, Trotsky m'accueillit en souriant : « Je ne pars pas », dit-il. Des députés socialistes minoritaires étaient intervenus auprès de Briand, alors président du Conseil, lui avaient rappelé qu'aucun gouvernement français n'avait jusqu'alors consenti à livrer au tsar un révolutionnaire russe réfugié en France. Briand se défendit d'un semblable projet ; il accorda un délai pour qu'on eût le temps de trouver un pays qui consentît à recevoir Trotsky. Quand il m'eut donné ces explications, Trotsky ajouta que ses amis de **Naché Slovo** qui avaient organisé une soirée d'adieux avaient décidé de ne pas la décommander ; on ne pouvait se faire d'illusions sur l'issue de l'affaire ; ce n'était que partie remise. Natalia se joignit alors à nous, et nous partîmes vers la cantine russe de la rue Broca où devait avoir lieu le banquet, un menu russe où seul le thé était abondant. Bien qu'on n'eût guère de raison de se réjouir, la bonne humeur se maintint de bout en bout, et si tard dans la nuit que je dus partir avant la fin ; les révolutionnaires russes présents ce soir-là étaient tous passés par de dures épreuves, et la plus lourde menace paraissait maintenant écartée.

Si on avait eu des illusions elles auraient été tôt dissipées. Trotsky fut dès ce moment soumis à une surveillance policière rigoureuse. Des policiers vinrent s'installer dans une boutique vacante au débouché de la rue Oudry d'où aucun mouvement de Trotsky ne pouvait leur échapper. Cependant Trotsky réussit un jour à se jouer d'eux. Il était convoqué pour midi à la préfecture de police, et comme la filature lui était insupportable, il quitta la maison avant le lever du jour, décidé à errer toute la matinée dans la ville. A midi tapant, comme il approchait du bureau du commissaire, il eut le temps d'apercevoir le visage tourmenté du policier, inquiet de l'avoir laissé échapper. Peu après cet intermède, l'ordre arriva, cette fois définitif et d'expulsion immédiate. Ce jour-là, quand je me présentai rue Oudry, je ne trouvai que Natalia et les deux garçons qui se préparaient à partir pour l'Espagne ; deux nouveaux policiers, ceux-là d'un échelon plus haut, s'étaient présentés dès le matin.

L'ADIEU A JULES GUESDE

Quand Trotsky comprit que la mesure d'expulsion était définitive, il prépara une lettre destinée à Jules Guesde. Pour les socialistes russes, Sembat était un amateur, un dilettante que le jeu socialiste amusait ; mais Jules Guesde avait été un pionnier, il avait connu Marx ; jusqu'à la guerre il avait gardé à leurs yeux tant de prestige qu'ils restaient tous plus ou moins « guesdistes ». C'est donc à lui que Trotsky voulut « exprimer quelques pensées qui ne vous serviront probablement à rien, à vous, mais qui pourront du moins servir contre vous ». Puis, après avoir rapporté en détail « l'affaire de Marseille », prétexte pour la répression, il écrivait :

« Au début de la guerre, lorsque les promesses généreuses étaient distribuées à pleines mains, votre plus proche compagnon, Sembat, avait fait entrevoir aux journalistes russes l'influence la plus bienfaisante des démocraties alliées sur le régime intérieur de la Russie. C'était d'ailleurs l'argument suprême par lequel les socialistes gouvernementaux de France et de Belgique essayaient avec persévérance mais sans succès de réconcilier les révolutionnaires russes avec le tsar.

» Vingt-six mois d'une collaboration militaire constante, de la communion des généralissimes, des diplomates, des parlementaires, des visites de Viviani et de Thomas à Tsarskoïé Selo, en un mot vingt-six mois d' « influence » ininterrompue des démocraties occidentales sur le tsarisme ont fortifié dans notre pays la réaction la plus arrogante, adoucie seulement par le chaos administratif, et ont en même temps extrêmement rapproché le régime intérieur de l'Angleterre et de la France de celui de la Russie. Les promesses généreuses de M. Sembat valent comme on voit moins cher que son charbon. Le sort malheureux du droit d'asile n'apparaît ainsi que comme un symptôme éclatant de la domination soldatesque et policière aussi bien en deçà qu'au delà de la Manche.

» ...Est-il possible pour un socialiste honnête de ne pas lutter contre vous ? Vous avez transformé le parti socialiste en un chœur docile accompa-

gnant les coryphées du brigandage capitaliste à l'époque où la société bourgeoise — dont vous, Jules Guesde, étiez jadis un ennemi mortel — a dévoilé jusqu'au fond sa véritable nature. Des événements préparés par toute une période de pillage mondial, dont nous avons maintes fois prédit les conséquences, de tout le sang versé, de toutes les souffrances, de tous les malheurs, de tous les crimes, de toute la rapacité et la félonie des gouvernants, vous, Jules Guesde, vous ne tirez pour le prolétariat français que ce seul et unique enseignement : à savoir que Guillaume II et François-Joseph sont des criminels qui, contrairement à Nicolas II et à M. Poincaré, ne respectent pas les règles du droit international !

» ...Le socialisme de Babeuf, de Saint-Simon, de Fourier, de Blanqui, de la Commune, de Jaurès et de Jules Guesde — oui, de Jules Guesde aussi — trouva enfin son Albert Thomas pour délibérer avec Romanov sur les moyens les plus sûrs de s'emparer de Constantinople ; son Marcel Sembat pour promener son je-m'en-fichisme de dilettante au-dessus des cadavres et des ruines de la civilisation française ; et son Jules Guesde pour suivre, lui aussi, le char du triomphateur Briand.

» Et vous avez cru, vous avez espéré que le prolétariat français qui, dans cette guerre sans idée et sans issue, est saigné à blanc par le crime des classes dirigeantes, supporterait silencieusement jusqu'au bout ce pacte honteux passé entre le socialisme officiel et ses pires ennemis ? Vous vous êtes trompé. Une opposition surgit. En dépit de l'état de siège et des fureurs du nationalisme qui, sous des formes diverses, royaliste, radical ou socialiste, conserve sa substance capitaliste toujours la même, l'opposition révolutionnaire avance pas à pas et gagne chaque jour du terrain.

» **Naché Slovo**, journal que vous avez étranglé, vivait et respirait dans l'atmosphère du socialisme français qui se réveillait. Arraché du sol russe par la volonté de la contre-révolution triomphante grâce au concours de la Bourse française — que vous, Jules Guesde, servez actuellement — le groupe de **Naché Slovo** était heureux de refléter, même aussi incomplètement que nous le permettait votre censure, la voix de la section française de la nouvelle Internationale, surgissant au milieu des horreurs de la guerre fratricide.

» ...Vous vous consolez peut-être en pensant que nous sommes peu nombreux ! Cependant nous sommes bien plus nombreux que ne le croient les policiers de tous les rangs. Ils ne s'aperçoivent pas, dans leur myopie professionnelle, de cet esprit de révolte qui se lève de tous les foyers de souffrances, se répand à travers la France et toute l'Europe, dans les faubourgs ouvriers et les campagnes, les ateliers et les tranchées.

» ...Descendez, Jules Guesde, de votre automobile militaire, sortez de la cage où l'Etat capitaliste vous a enfermé et regardez un peu autour de vous. Peut-être le destin aura une dernière fois pitié de votre triste vieillesse et pourrez-vous percevoir le bruit sourd des événements qui s'approchent. Nous les attendons ; nous les appelons ; nous les préparons. Le sort de la France serait trop affreux si le calvaire de ses masses ouvrières ne conduisait pas à une grande revanche, **notre** revanche, où il n'y aura pas place pour vous, Jules Guesde, ni pour les vôtres.

» Expulsé par vous, je quitte la France avec une foi profonde en notre triomphe. Par-dessus votre tête, j'envoie un salut fraternel au prolétariat français qui s'éveille aux grandes destinées. Sans vous et contre vous, Vive la France socialiste ! »

TEMOIGNAGE

De l'influence que Trotsky exerça en France hors des milieux russes, pendant les deux premières années de la première guerre mondiale, je ne puis donner meilleur témoignage qu'en reproduisant ici quelques passages d'une adresse signée, au moment où, accusés par Kérensky et ses ministres socialistes d'être des agents du Kaiser, Lénine dut se cacher en Finlande tandis que Trotsky était arrêté et emprisonné, par des militants et des organisations appartenant aux milieux anarchistes et syndicalistes parmi lesquels : Hubert et Barthe, du syndicat des Terrassiers, Péricat, du Comité de Défense syndicaliste ; Decouzon, du syndicat des Produits chimiques ; Millerat, secrétaire du syndicat de l'Habillement ; Beauvais, pour le syndicat de la Céramique ; Vauloup, pour le syndicat des Monteurs électriciens ; Barion, pour la Jeunesse socialiste du XIII[e] ; le Comité d'entente des Jeunesses syndicalistes de la Seine ; Gontier, du syndicat des Briqueteurs ; Barday, pour le groupe d'action des Cochers-Chauffeurs ; Thuillier et Broutchoux, militants syndicalistes.

« Nous n'avons pas attendu le triomphe de la Révolution russe pour affirmer à Lénine et à Trotsky et aux autres camarades maximalistes notre sympathie pour protester contre les calomnies dont toute la presse les abreuvait et tout particulièrement **l'Humanité**, par la voix de Renaudel, et la **Bataille**, par celle de Cornélissen. Ces hommes sont certes de grands criminels ; ils ne jouent pas la comédie socialiste ; ils ont écrit en socialistes, ils ont parlé en socialistes, ils agissent en socialistes. Leur sincérité extrême fait apparaître aux yeux des masses socialistes ou socialisantes de France et d'ailleurs le socialisme à l'eau de rose, l'hypocrisie et le mensonge. Les masques tombent.

» ...Des calomnies, le prolétariat révolutionnaire français ne sera pas dupe. Nous savons ce que sont et ce que valent les hommes qu'on outrage. Nombre d'entre eux, tel Trotsky, ont vécu parmi nous. Nous avons pu admirer leur courage, leur abnégation, leur désintéressement.

» ...Le crime de ces hommes est d'être restés fidèles à leurs idées, à leurs convictions, à ce programme d'action internationaliste et socialiste que d'autres avaient acclamé avec eux à Zimmerwald et à Kienthal, et qui maintenant sévissent contre eux.

» ...Ils n'ont pas pensé que le changement du personnel gouvernemental de mars 1917 était une raison suffisante pour abandonner ces idées et ce programme. Ils ont voulu que la Révolution russe en soit la réalisation : paix imposée par les travailleurs, émancipation de la classe ouvrière. »

Décrivant quatre ans plus tard les débuts de l'opposition en France, Amédée Dunois écrivait (**Bulletin communiste**, 3 mars 1921) :

« Nous connûmes Trotsky. Il venait d'arriver à Paris. Nous étouffions. Trotsky nous apporta l'air excitant du large ; il nous apprit que partout les protestations étaient légion, que la trahison n'affectait que les états-majors, et que, le socialisme étant demeuré vivant, il s'agissait surtout de reconstituer l'Internationale. »

S'il y a dans ces lignes quelque exagération en ce qui concerne les propos prêtés à Trotsky au sujet des opposants du début qui, nulle part, n'étaient légion, il n'y en a pas dans l'évocation de la force neuve que Trotsky nous apporta, à notre groupe en particulier, et au mouvement ouvrier français en général. Son ascendant parmi les révolutionnaires alla grandissant à mesure que par ses écrits et son action on apprenait à le connaître et à mesure aussi que nous étions instruits de son rôle dans le socialisme russe, dans la Révolution de 1905, de son audacieuse évasion des toundras glacées de l'Arctique où le tsarisme avait voulu le confiner, toutes choses dont d'ailleurs il ne parlait que lorsqu'on l'interrogeait.

A. R.

« AMIS DE LA LIBERTÉ » ?

L'ESPOIR DES HOMMES LIBRES est dans l'action syndicale

Le congrès de Berlin « *pour la liberté de la culture* » a été diversement commenté par les journaux et les revues. Cela m'amène non pas à corriger les premières impressions que je donnais ici en juillet mais à les compléter. Tout naturellement se trouveront ainsi posées quelques questions peut-être essentielles à propos de l'organisation des « *Amis de la Liberté* » qui entend prolonger l'action du Congrès International de juin.

L'ambiguïté des buts du congrès était évidente. D'un côté, des hommes libres dont il n'est pas possible de nier la sincérité des convictions entendaient profiter de cette rencontre pour s'interroger sans détour sur l'avenir de la culture.

De l'autre, des hommes politiques plus soucieux d'exploiter la célébrité de certains participants, le renom d'écrivains en vogue pour organiser une manifestation publicitaire aux portes du secteur soviétique de Berlin. Quoi qu'en puissent penser ceux qui, dans la guerre froide, font profession de neutralité, le principe d'une telle manifestation ne me paraît pas condamnable. Car doit-on éternellement se taire si les fanatiques déshonorent le verbe ou doit-on parler pour sauver les mots qui le méritent ? N'est-ce pas aussi redonner courage à ceux qui dans la nuit désespèrent que de leur crier qu'il y a toujours quelque chose à défendre ?

Si j'insiste sur cette justification de la tenue du congrès à Berlin même sous organisation américaine — ce que tout le monde appelle manifestation de guerre froide — c'est pour ne plus attacher d'importance aux objections du genre de celles faites par les rédacteurs d'*Esprit* (septembre 1950) auxquels Louis Pauwels a si justement répondu dans *Combat*. Je n'ajoute que ceci : citant le *New York Herald* du 24 juin : « Le Congrès est financièrement soutenu par le gouvernement des Etats-Unis ». *Esprit* conclut : « Que pouvait signifier dans ces conditions la sauvegarde de la liberté de la culture ? » Je prétends pouvoir répondre simplement à cette question par l'énoncé d'un fait : que les rédacteurs d'*Esprit* ouvrent un annuaire des téléphones de New-York et parmi toutes les adresses de libraires qu'ils notent celui qui peut abonner n'importe quel citoyen américain à n'importe quelle publication russe actuelle, ou qu'ils demandent à un voyageur de leur rapporter un numéro de *Littérature soviétique* acheté dans un kiosque de Broadway. Et qu'ils relisent la « *Lettre aux Irlandais* » où Shelley écrivait : « *La liberté de la presse est placée comme une sentinelle pour nous donner l'alarme quand on veut porter atteinte à nos libertés* ». Là où il n'y a plus de sentinelle, n'entendent-ils plus de cris d'alarme ?

N'attachons toutefois pas une trop grande importance aux réactions des rédacteurs d'*Esprit*. Il y en eut de pires et tous les congressistes de Berlin devaient s'y attendre. Cela paraît tellement inévitable qu'il est peut-être inutile de le regretter. Certains furent déçus pourtant que ces conséquences secondaires ne soient pas largement compensées par l'enrichissement d'une discussion libre et approfondie, d'une confrontation courageuse des divergences qui opposent les hommes libres les uns aux autres et les opposent le plus dangereusement à l'organisation destructrice du fanatisme totalitaire.

Ce sont ceux-là, des hommes comme Silone, comme Farrell, qui peuvent regretter que les organisateurs du congrès aient eu trop exclusivement souci de l'effet immédiat et limité de la réunion Cette limitation volontaire n'est pas qu'une impression personnelle rendue particulièrement sensible par l'insuffisance des traductions (cela fait du bien à l'amour-propre national qui sommeille en chacun de nous de savoir une bonne fois que le français n'est plus une langue internationale). Mais tout de même cette négligence dans un détail essentiel d'organisation est révélatrice. Comment discuter à fond si l'on se comprend mal ?

Oh, il faut être indulgent ! La faute n'est pas toute aux organisateurs mais aussi aux participants. On n'est pas écrivain sans être un peu homme célèbre, c'est-à-dire un homme qui se trompe comme disait Valéry qui connaissait un bout de la question ! Comment ne pas croire qu'on a beaucoup à dire ? Il y eut évidemment trop d'interventions-discours qui empêchèrent la discussion plutôt qu'ils ne la stimulèrent. Alors on est bien forcé de penser que tout le monde ne souhaitait pas cette discussion.

C'est bien ce qui déconcerte, aujourd'hui, où le manifeste du congrès est envoyé à certaines personnes accompagné d'une lettre invitant à le signer et à rallier l'organisation des « Amis de la Liberté ». Car il faut clairement s'entendre sur les buts et sur les moyens.

S'agit-il de défendre ce qui existe, en Occident ? Telle phrase des premiers « Cahiers des Amis de la Liberté » le laisse penser : « *La liberté que nous défendons aujourd'hui est tenue pour acquise mais ne peut être appréciée à sa juste valeur par les masses, sauf quand elles en sont privées.* » Si l'on part de cette idée que les « masses » (?!) n'ont pas conscience des libertés acquises et qu'il ne s'agit que de défendre celles-ci on n'ira pas loin. On est même arrivé, avant que de partir, et tout ce bruit n'aura été qu'un bruit de plus dans le concert médiocre de l'anticommunisme banal. Banal et surtout : faux et inefficace.

Ramener tout l'anticommunisme soit à l'antislavisme de M. Mauriac, soit à l'antisocialisme des lecteurs de M. Mauriac et de M. Raymond Aron c'est entretenir la funeste illusion qu'il y a quelque chose de commun entre le communisme et le système totalitaire de la dictature stalinienne.

Le congrès de Berlin a bien dit, à la fin de son manifeste : « *La défense de la liberté, la défense de l'esprit exigent de nous des solutions neuves et constructives aux problèmes de notre temps.* » Ce qu'une première rédaction disait peut-être mieux encore : « *La défense de la culture impose la création d'une culture* ». Sous sa forme contradictoire l'expression traduit bien le drame de ce temps : on sent, si l'on est libre et si l'on aime la liberté, qu'il faut défendre les valeurs qui justifient cette liberté. Mais on sent, si l'on aime la justice, que beaucoup des valeurs qui justifiaient cette liberté se sont corrompues dans les mains de certains pouvoirs, dont celui de l'argent. Croit-on que les ouvriers d'Europe défendront volontiers les privilèges de ceux qui les exploitent, même si l'exploitation qu'ils subissent vaut mieux que la tyrannie qu'ils ne connaissent malgré tout qu'indirectement ? Je sais bien qu'il y a là un fâcheux manque d'imagination ; mais qu'ils manqueraient aus-

si de sagesse à consentir seuls des sacrifices que les privilégiés eux ne savent consentir que si on les y force.

La difficulté est sans doute qu'il faut tout faire en même temps. Mais il s'agit, qu'on m'excuse de me répéter, d'une seule lutte : contre les privilégiés de ce pays et d'ailleurs car il n'y a pas que ceux de notre pays qui nous exploitent. L'accord est facile, sur ce terrain, avec nos camarades syndicalistes d'autres pays et renforce cette idée que l'action de la C.I.S.L. est l'espoir des hommes libres.

Si l'on sort de l'action syndicale, si l'on veut envisager une action sur un autre plan, il faut bien dire lequel. Et ce n'est pas facile. Qui recrutera-t-on dans ces « Amis de la Liberté » ? Je ne crois pas que ce soit faire preuve d'un sectarisme exagéré que refuser l'action commune avec les défenseurs des privilèges de notre capitalisme qui n'ont jamais consenti la moindre concession et dont toute l'histoire nous dit qu'ils n'ont jamais eu qu'une foi : la mauvaise.

Et puis, comment fonctionnera cette organisation ? Il faut des moyens matériels de vivre et je sais bien que beaucoup d'intellectuels n'ont pas, sur ce chapitre, une sensibilité excessive. Nous savons tous aussi que l'habitude se prend de vivre, à ce sujet, dans l'illusion. Mais pour le propos des « Amis de la Liberté », il se nierait s'il en passait par ces pratiques.

Alors, que reste-t-il ? Eh bien ! toujours la même nécessité de prendre clairement conscience des raisons de l'antistalinisme sans oublier les raisons qui aujourd'hui comme hier justifient l'opposition irréductible à l'injustice sociale. Ce qui manque toujours c'est le groupe plus nombreux d'hommes libres conscients de multiples devoirs qui les assaillent de toutes parts pour défendre cette liberté et surtout pour l'étendre. Est-il nécessaire pour cela de créer des organismes hybrides dont la première tâche sera de se définir et qui, selon toute vraisemblance, y perdront le plus clair de leur temps, ou bien l'outil n'est-il pas là, le syndicat, qu'il s'agit d'aiguiser, de faire vivre, d'utiliser ? Est-ce qu'aujourd'hui plus qu'hier les travailleurs peuvent faire confiance à d'autres qu'eux-mêmes ?

G. WALUSINSKI.

NON ! JE NE SUIS NI PARLEMENTARISTE NI A LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU PARTI POLITIQUE !

Je pense que si notre camarade Regany considère favorablement « l'utilisation de l'arme électorale » *ou* « la représentation des syndiqués au parlement », *il ne m'attribue pas les mêmes idées, qu'il a certes le droit de défendre dans la* R.P. *comme il aurait celui de les défendre au sein d'une ligue de partisans syndicalistes. Si sur ces idées-là il a cru lire dans mes articles que j'étais d'accord avec lui, je ne peux, pour ne pas rabâcher, que le reporter à ces articles en lui demandant... de les lire. Je répète en toute cordialité que je n'ai préconisé qu'une ligue pour recréer la « démocratie syndicale » et utiliser « l'arme de cette seule démocratie ». J'ai préconisé une ligue* non pour exiger la représentation *au parlement des syndiqués, des syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires mais pour* reconquérir leur représentation *dans le Mouvement Syndical lui-même.*

L'ambition, hélas ! paradoxale de rendre le Syndicalisme à ses partisans et par là aux syndiqués est un programme suffisamment difficile pour une « ligue de partisans syndicalistes ».

Jean DUPERRAY.

Parmi nos LETTRES

Dans une lettre à Roger Hagnauer, le camarade Marceau Pivert apporte sa contribution au débat sur la guerre, qui passionne la « R.P. », et à celui sur le dirigisme qu'il défend aussi âprement que le combat Louzon. Voici cette lettre :

Troisième camp ou communauté humaine

Je n'ai pas besoin de te redire combien j'apprécie la qualité de la « libre discussion » dans les colonnes de la « R. P. ». C'est au point qu'à chaque numéro, j'ai, sur tel ou tel article, le désir d'apporter ma contribution. Je ne l'ai pas fait parce qu'au fond, je me sens d'accord avec les grandes lignes de l'orientation de la revue... et qu'il ne me paraît pas très approprié de sembler couper les cheveux en quatre dans un des milieux ouvriers qui est demeuré à mon sens le plus sain, à travers toutes les vicissitudes de notre époque.

En particulier, j'ai maintes fois développé ailleurs une thèse que N. Faucier expose très sobrement dans le dernier numéro ; je crois que la nouvelle internationale syndicale libre a un rôle essentiel à jouer ; et si je compare, à dix ans de distance, la maturité des organisations syndicales américaines, j'y vois réconfort et espoir : en 1939-40, je me suis bien rendu compte que l'action directe de boycott contre le fascisme international n'était pas comprise : les marins américains transportaient du pétrole aux Canaries où Franco le livrait aux Italiens pour Hitler ; et au cours du mois qui a précédé l'agression de Mussolini contre la France, 50.000 T. de minerai de fer américain ont été livrées par les marins américains aux fascistes italiens ; de sorte que j'ai pu écrire à cette époque que le « coup de poignard » mussolinien dans le dos de la France, selon l'expression de Roosevelt, avait été possible en raison de l'inexistence tragique de toute solidarité prolétarienne, ou même simplement démocratique ; le poignard était en acier américain...

Aujourd'hui, on commence à boycotter des fourrures soviétiques ou des chargements argentins, sur décision syndicale... Faucier a raison : c'est seulement dans cette direction, et non pas en se jetant tête baissée dans le dispositif militaire opposé à la menace stalinienne, qu'on trouvera une possibilité d'échapper à l'étau broyeur des impérialismes antagonistes. Je n'insiste pas ; je t'enverrai la modeste revue que je publie (Correspondance Socialiste Internationale) pour t'informer sur nos suggestions internationalistes. Je souligne seulement que le rôle des syndicats, là comme ailleurs, est fondamental ; ce que nous avons constamment appelé le «Troisième camp», c'est celui des victimes conscientes, et qui refusent enfin de se laisser embrigader au service d'intérêts qui ne sont pas ceux de la Communauté humaine... Je livre seulement aux camarades les deux suggestions suivantes :

1) Dénonciation et rupture de toute relation avec les Etats et les organisations qui appuient, justifient, encouragent une agression et refusent l'arbitrage international ; Revendication, par les syndicalistes, de participer à l'enquête en vue de déterminer l'agresseur par investigation directe auprès des travailleurs organisés. Tout pays, toute organisation qui accepte cette intervention active et indépendante, des représentants de la classe ouvrière internationale est habilité à utiliser sur ses produits, ses marchandises, ses moyens de transports, un label syndical international qui sanctionne la nature démocratique et pacifiste de ses dirigeants. Pour tous les autres, boycott, et mise au ban de la communauté internationale.

2) Désarmement général, simultané et contrôlé. Formule vague si l'on s'en tient aux affirmations hypocrites de la plupart des gouvernants, à commencer par Staline, qui n'a pas cessé de surarmer depuis 1945... Mais précisons :

a) les syndicats participeront au contrôle international ;

b) le niveau d'armement, à partir duquel il faudra

limiter et réduire, sera calculé très simplement : pour chaque pays, il suffira de diviser le total des dépenses militaires (contrôlées !) par le nombre d'habitants (par exemple pour l'année 1949), puis de faire la même opération pour le monde entier : ceux qui sont déjà au-dessus de la moyenne devront diminuer progressivement leur effort militaire ; les autres pourront rejoindre la moyenne, après quoi, la diminution simultanée sera entreprise.

Je sais bien quels seront les obstacles, mais voilà le moyen pour une classe ouvrière internationalement intéressée à la paix de mettre chacun au pied du mur, et de n'accorder sa collaboration circonstancielle et contractuelle qu'à ceux des gouvernements qui jouent franc jeu avec leur prolétariat organisé.

Economie dirigée par les travailleurs et pour eux

J'ai hésité aussi à chercher querelle à Louzon. La plupart des analyses économiques qu'il nous propose sont correctes, et cependant, il y a encore un peu de confusion dans son explication relative au « dirigisme »... Dire que le dirigisme est l'organisation de l'exploitation des travailleurs... c'est trop simpliste. Le dirigisme de qui ? et en vue de quoi ? Au même moment, Michel Salmon publie dans Franc-Tireur une excellente enquête où il est prouvé que « Le plan Dalton a fait reculer la misère »... Voilà au moins un dirigisme qui apporte un démenti au sous-titre. Louzon croit-il que nous en sommes toujours aux lois économiques du capitalisme libéral ? Croit-il que la sacro-sainte loi de « l'offre et de la demande » suffit aujourd'hui à déterminer les conditions du retour à la position d'équilibre ? Quelle erreur ! Est-ce que la seule considération du prix de vente intervient aujourd'hui dans le volume de l'offre ou de la demande ? Comment est déterminé ce prix ? Des blindés nord-coréens traversent le 38e parallèle et voilà le prix du caoutchouc qui augmente de 105 p. 100. Staline achète toute la laine disponible sur le marché mondial ; il se moque bien du prix. Les usines de caoutchouc synthétique, qui produisent plus que les hévéas, ont été financées par d'énormes investissements de l'Etat américain... Nous sortons à peine de l'économie de guerre, dans laquelle la question des prix ne joue plus, et nous y voilà retournés en l'espace d'un matin...

Bref, il y a une certaine attitude utopique dans la croyance, à laquelle se réfère Louzon, que la liberté économique est encore possible... Je ne veux pas développer le rôle des monopoles dans la fixation des prix ; je constate que le gouvernement américain (ou britannique) n'ignore pas ces féodalités modernes, et qu'il intervient. Faut-il blâmer cette intervention ? Comment les prix agricoles américains ont-ils été maintenus ? Faut-il blâmer Truman, qui a dû sa réélection en partie à ce « dirigisme » ? Et joindre nos résistances à celles des grands gangsters qui dominent le marché ? Non, sans doute. Alors il faut imaginer une certaine intervention socialiste, et, pour cela, accroître l'influence des travailleurs dans le fonctionnement de l'économie. Pas seulement au gouvernement, mais surtout à l'échelon de l'entreprise et de la grande branche industrielle ; si les travailleurs syndiqués ne s'occupent pas de ces problèmes (exemple : pool acier-charbon européen), nous assisterons à l'adaptation du régime capitaliste s'organisant d'une manière plus disciplinée pour conserver la direction des phénomènes économiques : ce sont les travailleurs qui feront les frais.

Louzon ne pousse pas assez loin son exemple des soufrières de Sicile (ou des mines non rentables, etc.). Les ouvriers réclament des salaires plus élevés ? Bien. Les patrons ferment les mines. Et puis on laisse ainsi chacun recommencer sa vie ailleurs. « Il faut leur venir en aide »... Qui ? Le capitalisme libéral connaît ces chômeurs et ces familles ; ce sont les victimes nécessaires de son système. Si nous sommes socialistes, ce n'est pas seulement en vue de corriger, par des bureaux de bienfaisance les tares du régime capitaliste ; c'est pour organiser autrement et mieux et assurer à chaque homme le fruit intégral de son travail. Comment y parvenir s'il n'y a pas une conception générale de l'organisation économique qui dirige les phénomènes inévitables d'adaptation constante des techniques ? Est-ce que Louzon considère comme « normale » la possibilité, pour un capitaliste, de disposer de sa fortune comme il l'entend, au risque d'aggraver les conditions d'existence des esclaves modernes ? S'il lui plaît d'investir sa fortune dans la fabrication des appareils de télévision, alors qu'il y a des taudis à remplacer par des immeubles modernes c'est « normal » pour lui, qui va à la recherche du taux de profit maximum. Cependant, les socialistes anglais ont « dirigé » ailleurs une partie des investissements... Est-ce que cela ne démontre pas qu'il y a tout de même quelque chose à faire, même en ce monde chaotique et désordonné où l'on attendrait en vain les « réflexes » économiques naturels au libéralisme ? Si notre capitaliste fabrique des lampes à filaments de tungstène et bloque la fabrication des lampes à sels luminescents et lumière froide qui consomment moitié moins d'énergie, est-ce aussi normal ? Nous sommes toujours dans un régime à dominante capitaliste ; mais certains aspects de ce régime menacent l'intérêt commun en obligeant à des gaspillages et des inégalités insupportables... Voilà peut-être ce qu'il y a de nouveau.

Je ne doute pas qu'en allant au bout de cette discussion nous ne retrouvions finalement les mêmes conclusions, les mêmes perspectives : tant que les travailleurs organisés ne seront pas économiquement et politiquement capables de diriger eux-mêmes les forces productrices, et en prenant pour fin suprême le bien-être et la liberté, il y aura antagonisme irréductible entre les classes, et on s'enfoncera dans la barbarie.

Mais, pour atteindre ce but, les travailleurs syndiqués doivent s'attaquer à la connaissance des mécanismes nouveaux par lesquels les successives révolutions techniques aboutissent au renforcement de leur exploitation ; il ne suffit plus de « laisser faire », il leur faut intervenir. La rapidité des transformations dans le domaine technique crée les conditions d'une intervention collective en vue de garantir la sécurité de l'emploi et le maintien d'un certain niveau de vie; c'est ce que signifie la revendication du « plein emploi » ; mais à condition de comprendre ce « plein emploi », dans les conditions de rendement maximum, à travers des machines et une organisation modernes; et ceci nous conduit tout droit à une conception dirigiste (disons mieux : socialiste) de la planification et des investissements... C'est ici que j'ai quelque crainte en ce qui concerne la conclusion pratique à laquelle aboutit exactement Louzon, et que je sollicite ses précisions : est-ce que les syndicats de mineurs et de la métallurgie de toute l'Europe doivent, ou ne doivent pas, se présenter devant l'opinion, et devant les gouvernements capitalistes avec un plan d'organisation, de gestion directe, d'utilisation des industries-clés européennes ? Est-ce que, pour cette bataille de classe, il vaut la peine de se mobiliser et de revendiquer « tout le pouvoir aux syndicats » ? Est-ce que, en prévision de la fermeture des mines non rentables, nous saurons exiger une caisse de compensation et de réadaptation qui garantira la sécurité de tous ?... Ou bien, laisserons-nous les corporatistes et les staliniens se réfugier, comme les Vendéens de 1793, dans leur coquille nationaliste, conservatrice, réactionnaire ?... en attendant une dictature dirigiste ?

Je suis si peu disposé à cette sorte de défaite que je crois, au contraire, à la possibilité de renaissance du mouvement ouvrier autour de ce mot d'ordre : L'économie dirigée par les travailleurs et pour eux... Et non plus pour faire la guerre, mais pour la rendre impossible.

Utopie pour utopie... l'avenir nous partagera, mon cher Louzon.

Munich 1938 et les pacifistes

D'une autre lettre à R. Hagnauer au sujet de son article : « Le rassemblement des pacifistes est-il encore possible ? » (*R.P.* août 1950), ces réflexions de R. Lagrange :

C'est ton papier dans la R.P. d'août dernier qui me décide à t'écrire, et plus particulièrement le passage sous-titré : Munich 1938... châtiment des démocraties. L'argumentation que tu présentes m'est familière et elle me rappelle assez précisément celle que développait alors le Comtié de vigilance des Intellectuels antifascistes — dernière manière — sous l'influence d'Emery et de quelques autres.

En ce qui me concerne, j'étais beaucoup plus près

de la position définie par Bergery dans La Flèche affirmant la nécessité d'engager une discussion sur le problème général de la paix, en liant le problème particulier des Sudètes à celui de Dantzig et aux autres, sans oublier celui essentiel du désarmement et du retour de l'Allemagne à la S.D.N., mais affirmant aussi la nécessité d'allier la force à la justice qui veut, selon le mot de Pascal, que la justice sans la force n'est que faiblesse et la force sans la justice que tyrannie.

M'en voudras-tu si je te confie que déjà en 1938 j'étais profondément inquiété par ce qu'on appelait « l'esprit munichois », dans la mesure où mes contacts fraternels avec les hommes et les milieux partisans de Munich m'avaient convaincu que ces milieux et ces hommes n'envisageaient, dans aucun cas, « l'esprit de résistance » devant la force non appuyée par la justice ou peut-être camouflée derrière elle ? C'est en fonction même de cette conscience acquise que je me suis abstenu lors du vote en assemblée générale du Syndicat départemental des Instituteurs de Saône-et-Loire.

J'ai encore en mémoire l'aveu que tu faisais en assemblée générale du Syndicat national des Instituteurs de Saône-et-Loire en 1939, je crois, en disant, à l'intention des partisans de la paix à tout prix sans doute, parmi lesquels je te rangeais — excuse-moi si je fais erreur : « Nous n'avons pas changé, tout au plus s'agit-il — car l'esprit de capitulation un an après Munich trouvait de moins en moins d'adeptes dans l'opinion publique — d'une adaptation de notre attitude passée aux circonstances actuelles. »

Comme Romain Rolland — en faisant abstraction de la crainte que je viens de formuler — je pouvais accepter Munich à condition que ce soit « une fin », et non une méthode de règlement des différends internationaux dans l'équivoque où nous laissions grignoter les positions stratégiques, parce que sur certains problèmes particuliers la raison était contre nous, quittes à le regretter le lendemain quand la volonté de conquête s'étalerait sans masque, sans compter qu'en agissant ainsi nous éveillions la méfiance soviétique à laquelle une histoire encore récente fournissait de solides fondements.

Mais il y a plus et comme je viens de l'écrire je crois que légitimement on pouvait se demander si l'accent mis par la propagande hitlérienne sur la justesse de la cause de l'Allemagne n'était pas un simple paravent.

Car était-ce objectif comme le faisaient les milieux munichois d'ignorer systématiquement ce bréviaire de haine antifrançaise qu'était « Mein Kampf » ?

Et même en admettant que justice et militaires — il fallait d'ailleurs compter avec l'attitude anglaise, et sur la question de l'attitude des militaires il semble me rappeler la solennelle protestation du général représentant le gouvernement français en Tchécoslovaquie — parlaient le même langage en 1938, pouvait-on soutenir les mêmes thèses en 1939 au moment de Dantzig ? Je ne le pense pas. Car l'astuce hitlérienne était éventée : toute la Tchécoslovaquie, et non plus seulement les Sudètes — je te rappelle d'ailleurs que le règlement de Munich, si mes renseignements sont exacts, accordait à Hitler des communes purement tchèques — était avalée.

Pouvait-on alors encore parler de « juste cause » et ignorer systématiquement la réalité ? Pouvait- on à propos de Dantzig recourir aux arguments que tu reprends dans ton papier ? — arguments convaincants s'ils ne s'étaient alliés à une mauvaise foi patente du côté de Hitler. Enfin l'Allemagne — bien sûr ce n'était pas celle de Hitler — n'avait-elle pas conclu un traité de non-agression avec la Pologne, encore en vigueur en 1939 ?

Personnellement, enfin, je n'avais aucun goût pour la méthode digne d'un « charcutier » qui consiste à disposer de millions d'individus sans consultation des intéressés, et il aurait été bon alors de rappeler que 16 ans auparavant le partage de la Haute-Silésie entre l'Allemagne et la Pologne s'était réalisé suivant une recommandation de la S.D.N. après un plébiscite libre.

Excuse-moi d'être incomplet tout en étant trop long mais en terminant je veux te soumettre l'appréciation de M. R. Coulondre, ambassadeur de France, dans son livre De Staline à Hitler, souvenirs de deux ambassades (1936-39), telle que la traduit — puisque je n'ai pas encore lu le bouquin — M. A. Latreille dans le Monde du 21 août dernier : « Dans la série des erreurs et des fautes qui allaient mener les Franco-Britanniques à Munich, M. Coulondre estime que le tournant fatal se situe au printemps de 1938. A ce moment il était évident que la Tchécoslovaquie tournée par l'Anschluss (pouvait-on aussi oublier cela encore ! — c'est moi qui ajoute), attirerait les convoitises du Fuhrer. Or l'U.R.S.S. redoutait par-dessus tout la disparition de ce bastion de l'Europe centrale, le dernier sur la route d'Allemagne vers les plaines du Sud-Est. Si la France et l'Angleterre étaient allées à son devant, la Russie se serait prêtée à une prise de position formelle. Hitler n'ayant pas encore engagé son prestige et mesurant les difficultés d'une opération que les Allemands redoutaient, et pour laquelle l'armée s'estimait insuffisamment prête, aurait dû suspendre sa marche. On aurait évité Munich. »

DANS LE BLED MAROCAIN

Incroyable mais vécu...

Que diriez-vous, cher lecteur, si un jour le chef de votre municipalité mettait toutes les familles dans l'obligation d'acheter une voiture automobile munie des accessoires nécessaires jusques y compris des housses brodées d'or, sous peine de faire trois mois de prison ?

Que diriez-vous si seulement il vous obligeait à acquérir une bicyclette pour vous rendre aux fêtes qu'il se propose d'organiser dans les différents quartiers de la ville ?

Vous estimeriez que Monsieur le Maire dépasse les bornes de l'extravagance et vous aviseriez d'urgence le commissariat le plus proche pour l'emmeners vers un asile d'aliénés.

Ainsi, pour vous, la question peut être réglée par un simple coup de téléphone. Pour des centaines de milliers de fellahs, son dénouement exige de laborieux et coûteux efforts. Non pas parce que le téléphone leur fait défaut, mais parce que l'ordre établi exige que les fous vivent au milieu des hommes sains d'esprit.

Imaginez qu'à l'époque où nous vivons, c'est-à-dire en cette saison d'été 1950, il existe à travers le bled marocain un grand nombre de chefs qui peuvent avoir les caprices les plus extravagants vis-à-vis de leurs administrés, sans encourir le moindre blâme.

Dans plusieurs tribus marocaines, pour ne pas dire dans toutes les tribus, chaque « tente » est tenue d'acheter sous peine d'aller en prison, un beau cheval de selle avec son harnachement brodé d'or et de le garder pour les jours de cérémonie (fêtes religieuses, visite du Résident).

La monture revient ainsi aux environs du tiers de ce que coûterait une 4 chevaux Renault !

Un seul moyen est efficace si l'on veut bénéficier d'une dispense : faire suer le burnous encore et verser au Caïd 25.000 francs si l'on est soumis au tarif de la Chaouia (1).

Dans la Doukkala (1) la redevance est sensiblement égale. Et surtout il ne faut pas songer à jouer le malin ! Car un contribuable, qui était las de l'entretien de sa monture et qui ne voulait surtout pas faire les frais d'une selle d'apparat, crut pouvoir se tirer d'affaire en offrant gracieusement le cheval au Caïd.

— Merci, fit celui-ci, j'accepte volontiers le cheval, mais je ne suis pas disposé à le nourrir.

— Je m'en charge, répliqua le fellah, « honteux et confus » tout en portant la main à sa chéchia.

(1) Division territoriale.

Des réalités trop mouvantes pour que la pensée les fixe !

Vous souvenez-vous de ces fameuses délégations « ouvrières » en U.R.S.S. qui après trois semaines de promenades « dirigées » rapportaient aux masses françaises une image haute en couleurs de la « patrie socialiste » ? J'y songeais, il y a huit ans, en lisant dans **l'Atelier** — organe des hitlériens de langue française — des comptes rendus de promenades aussi savamment dirigées de délégations tout aussi « ouvrières » dans le pays de « la force par la joie » ou de la « joie par la force ». Et le rapprochement s'imposait d'autant plus que certains — tel le fameux Teulade — jouèrent dans les deux cas le rôle de commis voyageur pour « camelote totalitaire ».

J'évoquais ces deux souvenirs, à Washington, le mois dernier, tandis qu'un journaliste américain demandait à notre délégation intersyndicale aux U.S.A. des impressions sur la vie américaine.

La netteté brutale par laquelle certains d'entre nous repoussèrent toute tentative d'utiliser à des fins de propagande des conclusions que nous n'avions pas encore formulées — que nous ne voulions pas formuler avant sérieuses délibérations — ne provoqua chez notre interlocuteur ni surprise ni émotion. Et nul parmi les représentants de l'administration et des syndicats américains ne parut blessé ou seulement gêné par cette réserve. Représentants mandatés de la C.G.T.-F.O., de la C.F.T.C., de la C.G.C., nous étions partis avec la mission d'étudier l'éducation ouvrière aux U.S.A. Non seulement on nous fournit une documentation abondante et riche sur le sujet. Non seulement on nous mit directement en contact avec les hommes, les femmes, les organisations, les groupements, dont l'activité se développe dans le domaine que nous voulions connaître. Mais encore on répondit avec la plus grande aisance aux questions que nous posions librement, on provoqua nos observations et nos suggestions, on n'attendit même pas nos interrogations indiscrètes, pour nous montrer « le mauvais côté des choses », « l'envers de la gloire », les réalités sordides, misérables, anachroniques qui jettent une ombre encore épaisse — quoiqu'elle s'affaiblisse chaque jour — sur de prodigieuses réalisations. Si cette sincérité spontanée, cette volonté de n'imposer aucun jugement de valeur, ce souci d'information objective, apparaissent comme une sorte de propagande indirecte, convenons que celle-ci a au moins le mérite de ne pas outrager des esprits libres.

CLARTES SUR QUELQUES PROBLEMES ESSENTIELS

Le sujet de la mission : **l'éducation ouvrière** appellera évidemment d'imposants développements. Nous pouvons affirmer qu'en six semaines nous en avons saisi l'essentiel. Il serait absurde cependant de prétendre tirer de ce voyage un jugement — même sommaire — sur les U.S.A. et particulièrement sur le mouvement ouvrier. D'abord parce que nous n'avons pas eu la possibilité de vivre de près la vie des familles ouvrières. Ensuite parce que nous n'avons pas eu le loisir d'entendre les leaders du syndicalisme américain (sauf Green, le président de l'American Federation of Labor, par accident). Ni Murray, le président du C.I.O., ni John Lewis des Mineurs, ni Walter Reuther de l'Automobile, ni Dubinsky de la Confection pour dames. Enfin parce que nous avons à peine pénétré dans le Sud et n'avons pas dépassé à l'Ouest les limites de la région des grands lacs.

Cependant le sujet de notre étude dominait les spécialisations techniques et touchait à l'essence même du mouvement ouvrier. Nous avons pu discuter avec ceux et celles que leur fonction particulière élève au-dessus de la politique strictement actuelle, et nous mêler aux militants de base, à ceux qui ne se transforment en « étudiants » que pendant les week-ends, après leurs quarante heures de travail à l'usine. Et comme la civilisation américaine se développe sous le signe de « **l'espace** » presque illimité, nos déplacements, sans nous mener au delà de l'Est et du « Middle-West », furent assez importants en distances parcourues pour que nous puissions entrevoir la multiplicité de la civilisation américaine. Une semaine dans « la **School for workers** » (école d'été pour travailleurs) de l'Université de Madison dans le Wisconsin, ou au camp communautaire du C.I.O. de Pottstown dans le Pennsylvania, trois jours avec les syndicalistes de Milwaukee dans le Wisconsin (la capitale mondiale de la bière) ou avec ceux de Louisville dans le Kentucky, une semaine au camp du C.I.O. du Michigan à Port-Huron, trois jours dans la vallée du Tennessee, les trois dernières semaines à Chicago, Washington et New-York... cela ne suffit pas pour écrire un ouvrage savant sur le destin futur des U.S.A., cela suffit pour tendre une curiosité passionnée vers une société et une classe ouvrière dont l'évolution, assez méconnue, aux accidents et aux fins imprévisibles, oriente l'avenir immédiat de l'humanité.

Je ne peux, aujourd'hui, qu'inscrire les « têtes de chapitres », les titres des développements auxquels je pense. Outre **l'éducation ouvrière, la description du syndicalisme américain,** notons : **la lutte contre la discrimination raciale et religieuse, l'expérience de la « Tennessee Vallee Authority »** — cette victoire prodigieuse de la technique sur la nature — **les aspects économiques et sociaux de certains Etats et de certaines villes, la législation du travail aux U.S.A., l'Université et l'école aux U.S.A.,** etc...

Mais déjà, quelques observations émergent du fouillis de mes souvenirs, de mes notes, de ma documentation. Quelqu'un — qui fut et demeure l'un de nos guides les plus sûrs — me disait la veille de mon départ : « Ne reviens pas américanisé ! » Qu'il se rassure. Je suis trop vieux — et comme je le regrette ! — pour m'adapter à un rythme dont grinceraient mes articulations et saigneraient mes narines. Qu'il se rassure d'autant

plus qu'on ne s'américanise pas de l'extérieur... comme on se russifie ou « s'entitise ». C'est puérilité que prétendre adopter les idées américaines... car il n'y a pas d'idées américaines. **Il y a la vie américaine.** Il faut vivre l'expérience pour qu'elle exerce sur soi une influence déterminante. Cet empirisme — que d'aucuns méprisent — m'est apparu comme la plus éclatante expression de la liberté, la vraie liberté, celle qui est pouvoir réel et non droit formel.

Il s'agit bien de techniques ! Rien ne m'a paru extraordinaire dans les constructions et les machines américaines. Compte tenu de la différence de dimensions et de masses, tout me paraît applicable sur le sol de notre vieille Europe. Seulement là-bas, tout — **le meilleur comme le pire** — semble l'œuvre des hommes, de tous les hommes. On a l'impression que les habitudes sociales, les idéologies, les bureaucraties (politiques ou syndicales) ne tiennent pas ou ne tiendront pas longtemps contre l'effort humain. Ici on « pense » bien au-delà de ce qu'on réalise, de ce qu'on peut ou veut réaliser. Là-bas on ne pense que ce que l'on peut réaliser. Et même on réalise bien au delà de ce qu'on pense.

QUELQUES CLICHES A DETRUIRE

Aussi convient-il d'accueillir avec réserve et suspicion tous les jugements portés sur le peuple américain par des gens — même savants et honnêtes — qui prétendent « fixer » une opinion. Même fondée lorsqu'elle est conçue, celle-ci date lorsqu'elle est formulée. Nous avons assisté, à Chicago, lors de la Fête du Travail du 4 septembre, à l'apothéose de Samuel Gompers le fondateur de l'American Federation of Labor. Le lendemain, nous entendions des responsables de syndicats de l'A.F.L. blâmer le « corporatisme » gompériste. Ce n'était pas contradiction interne, mais plutôt succession dans les réactions. Ce que l'on a pu dire de la question noire, en des ouvrages récents, vieillit singulièrement, lorsqu'on apprend que la population noire de Chicago a doublé en un an, qu'un quartier du vieil Harlem est bouleversé par la toute dernière immigration porto-ricaine, lorsqu'on constate le prodigieux effort d'adaptation des Noirs et des Porto-Ricains accompli depuis quelques mois par des éducateurs new-yorkais.

C'est le mouvement dont il faut chercher le sens et le rythme, en partant d'un passé souvent ignoré — et non l'état qu'il faut décrire. Juger le syndicalisme américain par ses leaders est aussi puéril que définir la politique américaine par la traduction de quelques propos actuels de ministres ou de généraux. C'est un film qui se déroule et non des clichés que l'on conserve dans un album.

Ainsi vous prétendrez connaître les U.S.A. à travers New-York... et New-York à travers une petite partie de Broadway. Tels ces Américains qui limitent Paris et même la France à la place Pigalle et aux grands boulevards !

Vous insisterez sur le « conformisme » américain. S'il s'agit de cette « standardisation » de la vie moderne par la publicité, le cinéma, la radio... le phénomène n'est pas spécifiquement américain. Mais une presse presque entièrement soumise aux grandes compagnies capitalistes a soutenu en vain la candidature de Dewey contre celle de Truman. Et en avril 1949, Ford a dépensé 300.000 dollars pour diffuser tous les arguments contre une grève... votée en fin de compte par 90 % de ses ouvriers.

Nous avons rencontré à Madison, à Milwaukee, à Chicago, à Washington des militants qui sans doute soutenaient presque tous des techniques syndicales — que le succès justifie — mais tous, par des voies différentes et quelquefois avec un esprit différent. A l'Université de Madison nous avons entendu un publiciste soutenir sur la loi Taft-Hartley des thèses opposées à celles des organisateurs de la « School for workers ». Ceux-ci cependant l'avaient invité délibérément afin de provoquer les réactions des étudiants et d'alimenter la controverse. On souhaiterait un tel conformisme chez quelques-uns de nos professeurs d'université et de nos « sur-penseurs » socialistes ou syndicaux.

UNE HUMANITE MULTIPLE

Conformiste, le militant américain serait-il également naïf et brutal, sa cordialité ne serait-elle qu'un « bon-garçonnisme » bruyant et superficiel, sa confiance en soi se mesurerait-elle au poids de ses dollars, le secrétaire de syndicat ne serait-il qu'un « manager » ou un businessman, une sorte d'Isidore Lechat ouvrier ? Je n'invente rien. Ces clichés-là circulent même parmi nos amis.

Quelques figures caractéristiques déchirent cette imagerie d'Epinal. Celle d'Ulriksson, le directeur adjoint de l'Université de Madison, dont la jovialité rayonnante — digne de certains héros bienfaisants de Dickens — éclate lors des « récréations », comme dans ses causeries familières — d'où sont exclues les circonlocutions sorbonnardes — sur la « School for workers », les tendances du gouvernement, la loi Taft-Hartley (il nous apprendra qu'ancien ouvrier, frappé pour faits de grève, il a conquis ses grades universitaires à la force du poignet). Celle de John P. Nichols, l'un des animateurs des syndicats de Milwaukee dont la jeunesse nous entraînera, sans une heure de détente, des locaux des unions de l'automobile du C.I.O. (1) et de l'A.F.L., dans la cantine d'une usine en grève, dans une usine d'automobiles, dans la plus grande brasserie du monde, dans la bibliothèque municipale, dans les bureaux des services sociaux, au comité contre la discrimination. En passant, il nous parlera des « bonzes » syndicaux, avec une franchise qui inquiéterait Daniel Guérin lui-même. Celle de Brender Sexton, le directeur adjoint de l'Education ouvrière de l'Union de l'Automobile du Michigan, qui provoquera les critiques les plus acerbes des étudiants américains et français et y répondra avec une bonhomie malicieuse. Celle de Frank Mac Callister, le directeur de la division d'Education ouvrière du collège Roosevelt de Chicago — au clair et charmant sourire — qui organisera admirablement notre séjour en sa ville, nous présentera sans doute à son président : Green, mais nous fera entendre les militants les moins orthodoxes, nous promènera dans la riche avenue Michigan, mais dirigera aussi une visite dans « le quartier des taudis ». Celle de Léon Desprez que sa culture française n'éloigne pas des réalités américaines, qui a préféré la mission de « labor attorney » à celle infiniment plus lucrative d'avocat des compagnies. Celle de George Guernsey, le directeur adjoint de l'Education au C.I.O., dont l'infirmité (suite de poliomyélite infantile) renforce encore l'énergie dominatrice, l'atrophie de ses membres inférieurs, mettant en relief une tête vigoureuse dont le regard fouille en votre

(1) C.I.O. signifie Congress of Industrial Organisations. Nous en donnons plus loin l'explication. N'oublions pas qu'il existe hors des deux confédérations, des fédérations indépendantes puissantes. Celle des Mineurs est connue. Nous avons pris contact avec les dirigeants de la Fédération des machinistes (c'est-à-dire des mécaniciens des machines) qui groupe plus de 500.000 adhérents, a signé 10.000 contrats collectifs avec 255 groupes industriels.

Il s'agit là d'une organisation vieille de 60 ans, riche des souvenirs et des traditions des « Chevaliers du travail » qui s'est toujours placée à l'avant-garde de l'A.F.L. dont elle s'est séparée en 1945.

arrière-pensée, dont le rire rayonnant souligne l'approbation, dont les rides accentuées symbolisent l'inquiétude créatrice. Celle de l'adorable Brownie Lee Jones (2) dont les yeux, sous sa chevelure grise, brillent d'une jeunesse invincible, fervente éducatrice des plus humbles, incurable hérétique qui nous évoquera, sur le ton de l'émotion et du défi, le souvenir de son père vieil anarchiste des I.W.W... J'en passe et des meilleurs. Deux heures d'entretien avec George Delaney, directeur des Relations internationales de l'A.F.L., et Michael Ross, qui occupe le même poste au C.I.O., nous apprendront plus sur les tendances des deux grandes organisations que tous les ouvrages de ce cher Daniel Guérin — et nulle précaution diplomatique ne nous cachera l'opposition entre les Anglais et les Américains sur le problème des nationalisations — les divergences entre l'A.F.L. et le C.I.O. sur le problème chinois (celle-là nettement hostile à la reconnaissance de Mao Tsé Toung).

Il suffit de dessiner ces figures pour écarter l'image de « l'homme d'affaires » syndical qui, le cigare au bec et les pieds sur la table, tend des instructions et des dollars. Encore ce tableau serait-il beaucoup plus riche si nous y placions quelques-uns des militants de base, des éducateurs ouvriers entendus au cours de notre voyage. Offrons simplement, aux redoutables révolutionnaires d'**Esprit** et des **Temps modernes**, l'exemple de cette petite Bernice Fischer, représentante de l'Union des Grands Magasins (C.I.O.), qui vint nous voir à Chicago, à la sortie de la prison où l'avait menée un « piquet de grève » interdit par la loi Taft-Hartley, et qui nous quitta vite pour retourner au piquet de grève. Elle nous avait appris que la moitié des grévistes étaient porto-ricains, que la grève était soutenue financièrement par les employés des magasins noirs et sabotée par le syndicat communiste — et nous avait laissé, comme viatique, cette formule qui nous est familière : « **On apprend beaucoup par l'action directe !...** »

Nos hôtes ne nous offrirent point de ces réceptions pompeuses dignes des caïds colonisés de l'Intourist. Ils nous accueillirent simplement en camarades et par quelques délicates attentions à l'heure des séparations nous marquèrent leur satisfaction de notre rencontre. Au président de la délégation, Callister demanda négligemment le nom de son vin préféré. Le lendemain, dans la salle d'attente de l'aéroport de Chicago, il arriva avec sa secrétaire portant deux bouteilles de Bordeaux dénichées dans l'arrière-cave du 25e magasin prospecté, et... vingt petits gobelets de carton. Du balcon de l'aéroport de Washington, notre envol fut salué par Guernsey debout sur ses béquilles, sa femme et ses quatre délicieux bambins... Rien d'officiel dans ces gestes d'amitié. Rien d'officiel dans cette réception que nous offrit Desprez dans sa maison où nous rencontrâmes d'éminents non conformistes européens, victimes des régimes totalitaires, que le « labor attorney » de Chicago et sa femme — professeur de sciences sociales — avaient rassemblés ce soir-là, en notre honneur. Parmi eux Jerzy Gliksman dont la **R.P.** a publié quelques pages du livre « **Dites-le à l'Occident !** », sur les camps de concentration staliniens.

Je ne cite ces détails que pour répondre à ceux qui ne voient les Américains qu'à travers des types standardisés et une grossière propagande.

---

(2) Directrice d'école dans le Sud. Encore un cliché à faire sauter : celui de la femme américaine, oisive, riche, jouant à la « star » Parmi les responsables chargés de nous documenter ou de nous guider, je compte 18 militantes aussi éloignées physiquement et moralement du type « star de cinéma » que du type « suffragette desséchée et osseuse ». La majorité des femmes américaines sont des travailleuses salariées.

A Port-Huron nous assistâmes à un film « **The quiet one** », où un enfant noir, prive d'affection, erre misérablement dans les rues de sa triste ville jusqu'à ce que la rencontre d'un éducateur noir lui ait redonné confiance en la vie. Les rudes travailleurs des usines de Detroit, qui composaient le public, discutèrent avec émotion du climat moral et social dans lequel grandissait l'enfant. Et ce furent des blancs qui posèrent la question raciale aggravant la misère et l'isolement des petits « coloured men ». Et ce fut Brender Sexton, l'agitateur de l'Union automobile (comme il s'intitule trop modestement), qui nous le commenta en ces termes : « **Ce film a contribué à créer l'atmosphère morale du camp. Il touche l'être humain et l'on y prononce le mot « amour ». Il souligne l'aspect racial d'un problème économique insoluble dans notre régime actuel.** »

A New-York, Mark Starr, le directeur des Recherches de **la Fédération des Vêtements pour dames** — dont l'effort éducatif étonne par son ampleur et sa qualité — nous présenta un film d'histoire syndicale, « **Avec ses mains** », qui bouleversa les plus blasés d'entre nous, par sa résonance humaine. Propagande qui pourrait nous inspirer !

Citerai-je un dernier fait ? A Washington une allusion de Delaney, le représentant de l'A.F.L., à l'aide des syndicats américains aux travailleurs français, provoqua une question insidieuse du délégué de la C.G.C. Sans doute celui-ci espérait-il une réponse gênante pour les militants de F.O. C'est qu'on peut être « un cadre » et lire scrupuleusement la prose stalinienne. Il s'agissait bien d'alimenter de sordides polémiques. « **Nous qui n'avions pas souffert directement de la guerre,** dit simplement Delaney, **nous avons considéré comme un devoir impérieux de venir en aide aux travailleurs d'Europe et à leurs enfants.** » Je pouvais apporter mon témoignage. Dans les colis reçus par nos petits de Sèvres — victimes de la guerre et des persécutions — il y avait des cadeaux spontanément offerts par telle institutrice de New-York, tel docteur de Philadelphie, tel ouvrier du Michigan, tel fermier de Californie. N'avions-nous pas rencontré à Madison un jeune étudiant quaker et pacifiste qui avait appris le français en travaillant bénévolement dans un chantier du Service civil international à St-Nazaire ? Œuvre de solidarité internationale, de fraternité humaine dont les beaux esprits, les doctrinaires et les politiciens sentent mal l'éternelle grandeur. Vraiment on ne rougit pas d'appartenir au parti... américain de ces gens-là !

NOS CONTACTS AVEC LES GRANDES ORGANISATIONS SYNDICALES

Mais ces militants syndicalistes — dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont rien de l'homme d'affaires, du fonctionnaire, du personnage officiel et dont les caractères humains donc variés sont nettement tranchés — à quelle organisation appartiennent-ils, que peut-on dire de leur formation, de leurs tendances, de leur action ?

Une première observation — favorable à nos yeux — c'est qu'ils échappent à toute classification, que l'organisation ne détermine pas la tendance, qu'il faut quelque subtilité dans l'analyse pour déceler leur origine, que leur efficience n'est pas fonction de leur âge (les vieux semblent rares... à première vue. Mais si vous voyez un jeune homme dont les tempes grisonnent à peine marcher toute une journée à la cadence du pas de chasseur et si vous apprenez qu'il a un fils de 25 ans, vous en conclurez que le Coca-Cola est aussi tonique que le vin de Bordeaux). Donc là encore, méfions-nous des idées générales !

A Wisconsin nous avons rencontré deux groupes de l'A.F.L. : des membres de l'Enseignement, des

employés des administrations publiques. Si l'on s'en tient à la distinction généralement admise : syndicats de métiers à l'A.F.L. ; syndicats d'industrie au C.I.O. — elle s'applique difficilement aux corporations représentées (nous avons l'habitude en France de considérer un service public comme une industrie, mais pour qu'un syndicat d'enseignement soit vraiment un syndicat d'industrie, il devrait comprendre avec les professeurs et les instituteurs, les garçons de laboratoire, les agents de lycée et les femmes de service). L'explication est plus simple. Ces organisations sont probablement antérieures à la constitution du C.I.O. (1935).

Mais la distinction s'écroule à Milwaukee, où la première personne rencontrée, Francis Henson, se présente comme directeur de l'Education de l'U.A.W.-A.F.L., c'est-à-dire de l'Union des Travailleurs de l'Automobile de l'A.F.L. Le piquant de l'histoire, c'est que le C.I.O., né formellement d'une scission de l'A.F.L., a vu son Union de l'Automobile (où les communistes jouaient un rôle important) « scissionnée » à son tour et l'union dissidente rejoindre l'A.F.L. Tant pis pour les « cartésiens » (!?) français diffuseurs de formules rationnelles et générales. Car ces syndicats en affirmant leur anticommunisme par une scission organique ne se sont pas alignés sur la position « gompériste ». Aujourd'hui les deux Unions du C.I.O. et de l'A.F.L. ont même structure, mêmes tendances et même programme. L'important syndicat de la Brasserie de Milwaukee appartient au C.I.O.

Le camp de Port-Huron dans le Michigan dépend de l'Union du C.I.O. de l'Etat ; dans leur grande majorité (90 %), les étudiants appartenaient aux syndicats de l'Automobile — quelques-uns aux syndicats de l'Acier.

Dans la vallée du Tennessee, nous n'avons rencontré que des militants de l'A.F.L. Et c'est là seulement que nous avons vu persister à la base le vieil esprit conservateur de l'A.F.L. Ce qui s'explique encore par la nécessité de recruter surtout des ouvriers hautement qualifiés pour le succès de l'entreprise.

A Chicago, au collège Roosevelt (direction du Travail), les militants A.F.L. dominaient. Mais nous entendîmes des représentants de l'Union de l'Acier, de l'Union des Grands Magasins, des Services communautaires du C.I.O.

A Washington notre temps fut équitablement réparti entre les deux grandes confédérations. A New-York la classification arbitraire des doctrinaires s'écroule complètement. Les deux grandes unions du Vêtement et de la Confection qui dominent dans la cité monstrueuse se distinguent par le sexe... des clients et l'affiliation confédérale. Les travailleurs du vêtement pour dames sont à l'A.F.L. — ceux du vêtement pour hommes au C.I.O. Et cependant c'est au milieu des premiers que nous avons retrouvé notre « climat syndicaliste ».

LES CARACTERES DES DEUX GRANDES CONFEDERATIONS

On commence à être renseigné en France sur les deux grandes confédérations : l'A.F.L. et le C.I.O. L'histoire de la scission a été racontée avec plus ou moins de précision et d'exactitude. L'Institut Supérieur Ouvrier a publié en 1939 une brochure d'Albert Guigui sur le « **Mouvement ouvrier au Etats-Unis** » que l'on relira avec profit, car elle explique fort bien l'évolution qui a abouti à la formation du C.I.O.

Seulement Guigui a certainement dépassé ses conclusions vieilles de douze ans. Il est possible aujourd'hui, alors que la violence des polémiques d'autrefois n'intervient plus dans le débat, alors que les deux organisations mènent de concert leur politique internationale et paraissent s'accorder sur les buts à atteindre nationalement, de tenter une interprétation de la scission basée essentiellement sur les opinions des militants et des observations du mouvement, rencontrés au cours de notre voyage.

Il convient d'abord d'éclairer le terme « scission » — qui chez nous sonne d'autant plus douloureusement qu'il a toujours annoncé — et toujours avec quelque retard — une période de décadence et d'affaiblissement. Au contraire, aux Etats-Unis, s'il y a eu rupture au sommet, il n'y a pas eu déchirure à la base. La formation du C.I.O. a conclu par un succès durable le long effort d'organisation du prolétariat industriel, contrarié par l'esprit conservateur de l'A.F.L. et marqué par de nombreux échecs — le plus sensible étant celui des I.W.W. (Industrial Workers of the World — les Travailleurs Industriels du Monde) qui illumina le mouvement ouvrier américain de 1896 à 1914.

Officiellement le C.I.O. se constitua d'abord comme un comité au sein de l'A.F.L. (Committee for Industrial Organisation) avec les représentants des Fédérations des **Mineurs**, des **Typographes**, de l'**Habillement**, du **Textile**, du **Pétrole**, des **Chapeliers** et des **Fondeurs**. Ce ne fut qu'après leur suspension par le Comité exécutif de l'A.F.L. qu'une convention réunie à Pittsburg en 1938 décida la transformation du comité en une confédération indépendante sous le titre de **Congress of Industrial Organizations.** Mais en règle générale la séparation s'effectua sur les frontières des Fédérations, sans entamer celles-ci. Et la puissance du C.I.O. s'établit principalement sur les Mineurs et sur les travailleurs de l'Automobile et de l'Acier, groupés hors de l'A.F.L. et dont les Unions représentent encore au sein du C.I.O. (que Lewis a abandonné) (3) les deux plus grandes forces du syndicalisme américain.

Tandis que le C.I.O. bénéficiait d'un recrutement d'une vitesse vertigineuse, la perte d'effectifs de l'A.F.L. était rapidement compensée par les gains dus à la politique Roosevelt et à la reconnaissance du droit syndical. On donnait trois millions et demi de membres à l'A.F.L., avant la scission. Celle-ci l'aurait privée d'un million d'adhérents. Et l'on accordait quatre millions de membres au C.I.O., dès les premiers mois de son existence. On évalue approximativement aujourd'hui à 7 et 6 millions les forces respectives de l'A.F.L. et du C.I.O.

La distinction fondamentale subsiste aujourd'hui. A l'A.F.L., les fédérations se forment autour de l'**outil** ; au C.I.O. autour du **produit** de l'industrie. C'est toujours vrai dans les grandes lignes, quoiqu'il existe des syndicats de métier au C.I.O. et des syndicats d'industrie à l'A.F.L.

Tout n'est d'ailleurs pas d'inspiration conservatrice ou même réactionnaire dans les arguments des militants de l'A.F.L. Outre la défense du métier qualifié que l'on aurait tort de négliger et qui assure la dignité de l'ouvrier à notre époque de rationalisation industrielle — on fait valoir l'avantage d'une défense des intérêts corporatifs plus souple et plus « efficiente » lorsque tous « les bâtiments du convoi ne s'alignent pas sur le plus lent ». A Washington, on nous en donne deux exemples.

Pour obtenir de relever le niveau des salaires dans l'Habillement, on a lancé dans la grève la

---

(3) Sur John Lewis que l'on a comparé à Napoléon et à Robespierre, citons une boutade d'un militant du C.I.O. à qui l'on demandait quelle était l'importance de l'éducation ouvrière au sein de la Fédération des mineurs : « Lewis pense que les mineurs n'ont pas besoin d'éducation puisqu'ils **ont** Lewis — et que lui n'a pas besoin d'éducation, puisqu'il **est** Lewis ! »

catégorie professionnellement la plus qualifiée, celle des coupeurs. Les avantages obtenus dans ce métier essentiel se sont étendus successivement dans toute l'industrie. La même méthode a permis de relever les salaires de tous les travailleurs des fédérations de métiers du Bâtiment à un niveau supérieur à celui des autres industries — alors que dans la plupart des pays européens, c'est le contraire que l'on observe. Mais ces constatations n'infirment pas la thèse des fondateurs du C.I.O. : que sans l'organisation des syndicats d'industrie, les travailleurs des usines d'automobiles et des aciéries demeureraient soumis à l'arbitraire patronal.

Ce qui est également remarquable — et provoque quelque analogie avec l'expérience française du Rassemblement populaire — c'est que l'essor syndical est lié historiquement à l'expérience Roosevelt, sans que l'on puisse distinguer nettement lequel des deux facteurs a déterminé l'autre. Il n'est pas niable que la grande crise de 1929-1930 a changé le cours de la politique américaine. Pour la première fois, dans l'histoire, le président élu en 1932 intervenait directement et lourdement dans la vie économique et sociale des U.S.A. Que ses conseillers syndicaux aient inspiré ses « Codes industriels », voilà qui n'est pas contestable. Mais il a compris aussi qu'il ne réussirait à réduire les Grandes Compagnies hostiles qu'en les privant de ce moyen féodal de puissance, constitué par les « Company Unions », les syndicats de maisons d'initiative patronale.

D'où le « **Wagner Act** » (la loi Wagner) (voté en 1935) qui interdit en fait la création de ces organisations jaunes, interdit le renvoi des militants syndicalistes et des syndiqués ; décide que si 30 % des ouvriers d'une entreprise réclament le droit de se syndiquer, un referendum doit être organisé pour déterminer l'affiliation syndicale de la majorité — le syndicat choisi étant seul habilité pour traiter avec la direction de l'entreprise et conclure une convention collective. L'institution du « **closed-shop** » qui interdit l'embauchage des non-syndiqués ou de « **l'union-shop** » qui oblige au bout de trois mois l'ouvrier à se syndiquer, a créé dans un grand nombre d'entreprises un véritable monopole syndical — dont évidemment le C.I.O. groupant l'ensemble des ouvriers a plus largement profité que l'A.F.L. réduite aux syndicats de métiers qualifiés. On comprend fort bien les réserves de la direction de l'A.F.L. — sinon de la totalité de ses syndicats — à l'égard du « Wagner Act » et son hostilité même, dans les premières années, au **Bureau des Relations industrielles** de Washington, chargé de reconnaitre la « représentativité » des syndicats. On comprend aussi que les législateurs qui ont proposé et voté la loi Taft-Hartley — dont nous reparlerons — se soient justifiés par la défense du syndiqué individuel contre l'omnipotence des bureaux syndicaux. Cependant le « Wagner Act » est dans la tradition américaine de « loyauté », dans l'élaboration, la conclusion et le respect des contrats. Pour que la convention collective soit valable, il importe que les signataires ouvriers représentent incontestablement la majorité de leurs mandants qui les ont choisis par un vote personnel et secret.

Mais l'opposition de certains à de telles dispositions s'inspire également d'une autre tradition américaine : celle de la méfiance à l'égard de l'Etat. Dira-t-on comme certains intellectuels gompéristes, dont la « logique » mutile la réalité pour simplifier la pensée, que la politique Roosevelt, aboutissant à l'intégration des syndicats dans l'appareil de l'Etat, marque la première étape sur la voie du totalitarisme ?

La répugnance des dirigeants du C.I.O. pour les plans, la centralisation, le dirigisme favorise la solution de cette contradiction. Et le contrôle de la base au C.I.O. est certainement mieux assuré qu'à l'A.F.L.

Il semble qu'aujourd'hui ce monopole syndical réduit — sans la supprimer — la compétition dans les entreprises entre les diverses organisations. On s'oppose quelquefois lors du choix par élection. C'est ainsi que nous avons vu le syndicat des camionneurs de New-York disputer à la Fédération des « Machinistes » (voir note) des ouvriers chargés de la réparation des camions. Mais on accepte en général les résultats du vote.

La distinction entre l'A.F.L. et le C.I.O. se caractérise encore par le débat sur le neutralisme syndical. La théorie de Samuel Gompers entendait limiter strictement l'activité des syndicats à la défense corporative, à l'amélioration des conditions de travail. Favorisé par les initiatives de Roosevelt, le C.I.O. se devait, au départ, d'intervenir dans la lutte politique. Il semble donc que le vieux syndicalisme français se retrouve plutôt dans l'esprit de celle-là que de celui-ci. Ce ne serait là qu'une vue rétrospective — car l'A.F.L. prend aujourd'hui position dans la compétition purement politique. Nous aurons à rechercher les caractères de cette tendance américaine qui s'apparente beaucoup plus au chartisme et au travaillisme anglais qu'au système « social-démocrate » de liaison entre le mouvement économique et le mouvement politique. Mais encore une fois, regardons à la base. Je provoquerai quelques sourires en retrouvant la pensée de Pelloutier dans les initiatives des militants du C.I.O. Il s'agit d'affirmer le droit des syndicats et donc de la classe ouvrière dans toute l'organisation de la communauté. Relève ainsi de la compétence syndicale tout ce qui concerne l'habitation, l'hygiène, la santé publique, l'enseignement, les loisirs, même la vie familiale — tout ce qui demeurait jusqu'en ces derniers temps l'œuvre des institutions privées, charitables, en général confessionnelles. On éduque des militants pour qu'ils soient capables de mener ces multiples tâches. On s'efforce de développer en dehors des « locals » ou syndicats d'entreprises, des Unions intersyndicales de cité, de district, de countie et d'Etat. Et l'A.F.L. s'engage aujourd'hui dans la même voie. Rencontre dans la réalisation concrète de l'empirisme américain et de l'idéalisme révolutionnaire du fondateur des Bourses du Travail.

VERS L'UNITE SYNDICALE ?

La méfiance de l'A.F.L. à l'égard du C.I.O. se justifiait également par l'influence communiste au sein de celui-ci. On n'ignore pas que la « purge » du C.I.O. paraît aujourd'hui à peu près achevée. Mais les généreux « danseurs de corde » de... « l'entre deux blocs » s'égarent lorsqu'ils attribuent cette nécessaire opération à l'action de « Wall Street » et à la « dictature » de Murray. C'est encore l'expérience vécue à la base qui en a déterminé le déclenchement. A Milwaukee, les « meneurs » doivent jeter leur autorité dans la balance pour éviter que les syndiqués du rang se débarrassent par l'exclusion ou même la défenestration des agents staliniens. Quelles mœurs... madame ma chère ! Que voulez-vous, nobles observateurs neutres et objectifs ! Ces gens simples ont vu et entendu les communistes prêcher la grève jusqu'en juin 1941 — poursuivre férocement les grévistes de 1941 à 1944 — réclamer en 1942 l'interdiction légale des grèves pendant cinq ans — puis engager de nouvelles grèves politiques depuis 1946... Dans l'entreprise Allis-Chalmer (fabrique de turbines électriques et de tracteurs) le « local » contrôlé par les staliniens décide en 1940 une grève sans aucune consultation des ouvriers. En avril 1946 il provoque une grève qui dure **onze mois.** Et le local tombe de 7.000 à 184 membres.

William Murray — président du C.I.O. — se signalerait par son intolérance à l'égard des staliniens. Possible ! Mais s'il purge brutalement c'est qu'il doit garder dans la bouche des relents de philtre moscovite. A la fin de la guerre, le président de la Fédération de l'Acier, influencé par les théories de Varga sur l'imminence de la crise américaine, craignant une baisse catastrophique au moins aussi forte que celle de 1930, signe avec les compagnies un contrat qui lui lie les mains pendant deux ans. Pendant cette période, tous les autres syndicats du C.I.O. ont obtenu, par la grève, des augmentations de salaires d'un demi-dollar par heure, en moyenne. La crise ne s'est pas produite. Varga « oriente » toujours ses statistiques. Mais Murray a compris... Et les travailleurs américains, qui détestent les « déguisements », ne veulent plus servir de masse de manœuvre à la cinquième colonne.

L'unité syndicale est-elle aujourd'hui en voie de réalisation ? Là encore, il ne faut pas se contenter avec les pourparlers au sommet.

Au camp de Port-Huron, nous avons assisté à un débat sur cette question. C'étaient des militants de base qui intervenaient avec une totale liberté dans les propos, exprimant leur volonté d'unité, non seulement entre le C.I.O. et l'A.F.L. mais avec les Fédérations indépendantes et en particulier avec les Mineurs et John Lewis. Ils ne furent pas toujours tendres pour les dirigeants, quelques-uns assez sévères pour le conservatisme de l'A.F.L.

Mais l'accord sur la politique générale étant réalisé, l'unité organique — évidemment gênée par le particularisme des états-majors — se heurte surtout à la querelle des « compétences », c'est-à-dire à la vieille opposition entre fédérations de métier et fédérations d'industrie. On finira certainement — comme en France — par trouver des formules souples, favorisant l'évolution naturelle. Ce n'est pas là le plus urgent des problèmes. Car la scission ne gêne guère le recrutement syndical et les « Confédérations » n'exercent qu'une autorité limitée sur les fédérations internes.

Il est toujours difficile de donner des précisions chiffrées quant aux effectifs syndicaux. Sur 152 millions d'habitants, on compterait 65 millions d'ouvriers et 30 millions d'employés. Or l'effectif total des syndiqués à l'A.F.L., au C.I.O., dans les Fédérations indépendantes atteindrait à peine 19 millions soit le tiers de la population ouvrière et le cinquième du total de la population de salariés urbains. Mais ces données générales ne signifient pas grand-chose — car il ne faut pas oublier que le recrutement syndical est très faible, presque nul, dans les immenses territoires de l'Ouest et du Sud dont le processus d'industrialisation s'engage à un rythme rapide. A Milwaukee, à Detroit, à Chicago, les ouvriers de la Brasserie, de l'Automobile, de l'Acier sont syndiqués à 85, 90, 98 %. A New-York les ouvriers de la Confection pour Dames sont syndiqués à 95 %. Le rapport diminue notablement chez les travailleurs « à col blanc »...

Il nous reste à évoquer les traditions encore vivantes de ce syndicalisme américain, à en déceler les origines multiples, à en caractériser les tendances, à en définir les objectifs... Nous nous garderons de l'apologie béate — d'autant plus absurde que la rapidité du mouvement bouscule les observations. Mais nous laisserons à d'autres ce ton irritant de condescendance indulgente ou méprisante. Notre histoire ouvrière offre d'admirables exemples vivants que nous ne cessons pas d'évoquer dans les colonnes de la **R.P.** Et nous ne rougissons pas de notre fidélité à l'esprit des pionniers syndicalistes. Notre Université peut se glorifier de traditions libérales qui — au cours du dix-neuvième siècle en particulier — opposaient les plus généreux de ses professeurs et de ses étudiants à l'arbitraire, à l'intolérance et à l'exploitation de l'homme. Mais syndicalistes et universitaires d'aujourd'hui, nous ne sommes guère qualifiés pour nous poser en censeurs. Même lorsque nous avons disposé de moyens matériels à la mesure de notre pays, nous avons laissé la classe ouvrière se perdre dans une cohue sans âme, nous avons laissé piller notre héritage par « les mains sales » des agents du totalitarisme et des « intellectuels en uniforme ». Et si nos amis américains — qui respectent plus qu'on ne le croit le syndicalisme français et la culture française — avaient quelque inclination pour l'ironie cruelle, ils souriraient méchamment de ces « cartésiens français », qui défendent la classe ouvrière aux côtés des apologistes du régime des camps de concentration, qui défendent l'esprit laïque, de concert avec les soutiens de régimes totalitaires, qui applaudissent Maurice Thorez glorifiant Descartes, après une génuflexion devant le portrait de Staline !

Roger HAGNAUER.

P.S. — Il s'engage en ce moment à l'occasion de ces missions une campagne pour la « productivité » qui était probablement prévue, avant la mise en route. Que l'on compare la technique française à la technique américaine, c'est normal, quoiqu'un peu humiliant pour nous. Que l'on engage dans cette affaire la responsabilité des organisations syndicales françaises et américaines, c'est une autre histoire, qui appellera quelques éclaircissements. Quant à notre mission, tout ce que l'on peut dire ou écrire actuellement à son sujet n'a pas été discuté par la délégation F.O. et ne peut donc nous engager, ni collectivement ni individuellement.

On me demande ce que l'on pense là-bas des mesures prises contre les communistes. Je sais que les militants syndicalistes du C.I.O. les condamnent, qu'ils qualifient cette politique d'hystérie nationaliste. Et si décidés qu'ils soient à la résistance au totalitarisme stalinien, ils n'entendent pas compromettre ce qu'il faut défendre pour en assurer la défense. Et ils disent, comme nous, que ce ne sont pas les communistes — qui savent dissimuler — qui seront les principales victimes de cette « hystérie ».

S'il est vrai que l'on refuse à Daniel Guérin le visa d'entrée aux Etats-Unis — on commet là aussi une erreur monumentale certainement plus nuisible au prestige des U.S.A. que tout ce que Guérin pourrait écrire. Là encore, il faut accepter tous les risques de la liberté. Les syndicalistes américains le comprendront certainement.

Quoi qu'il en soit, on peut sourire, lorsque le journal de M. Jacques Duboin accuse les Américains de vouloir dominer le monde et les compare aux hitlériens. Nous avons entendu là-bas avec joie des militants conscients de leurs responsabilités internationales. D'autres préféreraient sans doute une nouvelle cure « d'isolationnisme », qui permettrait à Staline d'accomplir ses desseins impérialistes... D'autres... dont M. Duboin et ses lieutenants, qui après avoir dénoncé les Américains, affirment que 500 millions d'hommes construisent... « le socialisme », 500 millions d'hommes qui sont dans leur grande majorité les vassaux et les esclaves de Staline. Si c'est là la préfiguration du « règne de l'abondance »... merci, nous avons compris ! Les militants américains ne cachent pas les injustices et les misères qui assombrissent leur civilisation. Mais le plus misérable des travailleurs noirs des U.S.A. connaît une liberté et une sécurité dont ne rêve même plus l'un de ceux qui « construisent le socialisme » (?!) comme d'autres, il y a 5.000 ans, portaient les pierres des Pyramides. — **R. H.**

SCÈNES DE LA VIE SOVIÉTIQUE

La justice des « Natchalniks » ou l'escroquerie aux salaires

Sous le titre : « Une histoire bizarre », la *Gazette littéraire* de Moscou, du 8 août 1950, publie ce qui suit :

Le demandeur, au point de vue juridique, a droit au respect. C'est lui qui s'adresse au tribunal. C'est sur sa demande instante qu'une affaire commence, que les témoins sont convoqués, que l'on fixe les séances du tribunal et que l'on prononce le jugement...

Il arrive pourtant qu'après le commencement d'une affaire judiciaire, le demandeur soit rejeté dans l'ombre, que l'affaire qu'il a commencée se développe ensuite par inertie et que le demandeur soit précisément l'élément le plus superflu. L'essentiel était le départ de l'affaire.

En l'occurrence, il s'agit d'un procès provoqué par — il faut bien le lire — un demandeur peu ordinaire, à savoir une brigade ouvrière de trente et une personnes.

Au mois de juin 1949, dans le second secteur du tribunal du peuple de la ville de Kountsévo (banlieue de Moscou, N. du tr.) *fut inscrit au registre des affaires en cours un nouveau dossier intitulé :* « Procès n° 22880 introduit par une brigade d'ouvriers contre la Fabrique de brosses du « Raïprokombinate » (*entreprises industrielles étatisées combinées du rayon,* N. du tr.) *de Kountsévo.*

Le juge populaire, le camarade Opochniane, après avoir pris connaissance de la plainte, après avoir contrôlé les commandes confiées aux ouvriers et les paiements faits à ceux-ci, accepta cette plainte.

Le 12 août 1949, au tribunal du peuple de Kountsévo (second secteur), il y avait vraiment beaucoup de monde : trente et un demandeurs s'étaient présentés. Mais le défendeur étant absent, l'affaire fut renvoyée à l'audience du 20 août.

On perdait ainsi trente et une journées de travail.

Le 20 août, le défendeur resta toujours absent. Les trente et un demandeurs entendirent debout la nouvelle décision du tribunal : le procès est renvoyé à l'audience du 27 août.

Une fois de plus, trente et une journées de travail perdues.

Systématiquement le défendeur restait absent. Il ne s'agissait que d'une affaire civile et le directeur de la fabrique de brosses avait donc choisi cette « méthode » très simple pour faire traîner les choses : le temps guérit tout...

Les séances se succédaient ; chaque fois trente et un demandeurs défilaient en rangs serrés devant le tribunal (ce qui équivalait chaque fois à la perte d'un mois de travail, y compris les jours fériés !). Le juge et le jurés populaires étaient présents, mais comme toujours un seul homme manquait : le défendeur. Et l'on ajournait l'affaire... à septembre, à octobre.

Le 29 octobre 1949, le tribunal prononça enfin le jugement suivant : « La brigade des ouvriers a accompli une série de travaux ; ces travaux ont été remis et acceptés ; il y a à ce sujet des constatations dans les dossiers : toutefois, tous les paiements n'ont pas été effectués. Par conséquent : Exiger que la fabrique de brosses paye au profit de la brigade des ouvriers... »

Mais c'est alors que le défendeur manifesta une ardeur bizarre. Absent pendant six mois, sans donner le moindre signe de vie, il courut immédiatement au tribunal régional ; et celui-ci, conformément à la requête du directeur, prononça le 6 décembre la sentence suivante :

« Abroger le jugement du tribunal populaire et remettre l'affaire au tribunal populaire du sixième secteur du rayon de Kountsévo, pour examen du fond. »

Il se trouvait, en effet, que le tribunal populaire avait établi son jugement en l'absence du défendeur... Quant au fait que le défendeur ne voulait pas se défendre, qu'il évitait les responsabilités, là-dessus pas un mot. Ainsi, il fallait de nouveau commencer par le commencement. Bien entendu, le sixième secteur du tribunal populaire de Kountsévo ne vit pas le défendeur qui, une fois de plus, ne se présenta pas.

Le 17 février 1950, la salle des audiences était bondée. Les trente et un demandeurs étaient là. Inutile de vous dire que le défendeur était encore absent.

Le 15 avril, grande animation au tribunal populaire (sixième secteur). Trente et un demandeurs... seul manquait le défendeur...

Enfin, le 4 mai la coupe déborde. Le camarade Bélachkine, juge populaire du sixième secteur, en a assez et décide de punir le directeur. Motif : malgré les invitations réitérées n'a pas présenté au tribunal les documents des experts ; payera une amende de 50 roubles ! Quant au procès ? Renvoyé au 4 juin 1950. Là-dessus se clôt la première année de l'affaire n° 22880.

Avec la deuxième année, le procès prend une allure tout à fait inattendue. Le juge Bélachkine, voulant aller « au-devant » des désirs des demandeurs, établit la sentence suivante : « Les demandeurs ayant des doutes — quant à la durée de l'affaire — pensent qu'on aurait soi-disant toléré des délais dans l'examen de ce procès » (ils sont bien drôles, les demandeurs d'aujourd'hui ! Une année à peine vient de s'écouler et voici qu'ils se mettent déjà à douter ! E.S.). Aussi, faut-il renvoyer l'affaire au sixième secteur du rayon Kievsky de la ville de Moscou.

Vous avez bien lu — au sixième secteur du rayon Kievsky de Moscou ! Mais pourquoi pas, direz-vous, au second secteur de Komsomolsk-sur-Amour ? C'est là le secret personnel du juge Bélachkine.

Mais alors, que se produisit-il ? Comme il était à prévoir, il fut statué comme suit : étant donné que ni le demandeur (trente et une personnes) ni le défendeur (le directeur seul) ne résident sur le territoire du rayon Kievsky, le dossier de l'affaire est renvoyé au précédent tribunal. Bélachkine reçut le boomerang, mais sans hésiter, il renvoya, à son tour, l'affaire, le 19 juin, au ministère de la Justice de la République socialiste fédérative des soviets de Russie en demandant catégoriquement « que le tribunal populaire du rayon de Kievsky soit obligé d'examiner l'affaire ». Serait-ce tout ? Nullement. Le 27 juin, l'affaire revint du ministère de la Justice de la République socialiste fédérative des soviets de Russie avec la remarque que ce procès n'avait pas à être examiné dans le tribunal populaire du rayon de Moscou. Bélachkine attrapa le boomerang et, de nouveau, d'un mouvement adroit, il renvoya l'affaire au 4 juillet devant le tribunal régional à qui il demandait de déterminer le tribunal populaire compétent. Quel tribunal ? Avec le temps nous l'apprendrons peut-être bien. Il

y a encore probablement à Kountsévo un premier secteur du tribunal populaire, un troisième, un quatrième, un cinquième. Il ne manque pas de monde pour entendre les procès !

En attendant, le directeur de la fabrique de brosses a cédé sa place à un remplaçant, ses mains solides ont passé le relais. Le dossier a grandi au point de comprendre à présent 117 pages. Quant aux demandeurs (31 personnes) ils continuent de défiler d'une allure martiale d'un tribunal à l'autre...

...Nous avons raconté l'histoire bizarre d'un ou plutôt de 31 demandeurs. Mais des cas pareils se produisent. Il y a des retards et des renvois intolérables, inutiles de procès. D'ailleurs, pas seulement à Kountsévo.

Cette histoire devrait se suffire à elle-même. En fait, elle montre simplement que la justice « stalinienne » n'est pas plus expéditive que la justice capitaliste. Toutefois, il y a une différence. La même affaire eût reçu une solution infiniment plus rapide en France devant un tribunal de prud'hommes. L'ouvrier français est donc mieux défendu que l'ouvrier soviétique. Il y a autre chose encore. A aucun moment il n'est question d'un syndicat quelconque. On sait bien que selon la définition de Lénine, le syndicat est la courroie de transmission des ordres gouvernementaux. Tout de même, pour se faire payer un salaire dû par le patron « Etat », ne pourrait-on pas, ne fût-ce que pour la forme, prendre la défense de ceux qui sont injustement lésés ?

Je ne sais pas si le camarade Serebrov, de la *Gazette littéraire*, a été une fois dans sa vie ouvrier manuel dans son pays. A en juger d'après son article, je ne crois pas me tromper en disant qu'il ne connait rien à la situation ouvrière en U.R.S.S., sinon il aurait su que le cas de ses trente et un ouvriers peut être multiplié des dizaines de millions de fois. Chaque directeur, chaque natchalnik paie à ses ouvriers moins que le salaire prévu. Ce fut le cas de mon ami Vassia et de tous les autres camarades que j'ai connus dans le Donbass. Mais aucun d'eux ne songeait à faire un procès sachant qu'il n'y a de justice en U.R.S.S. que pour la classe des privilégiés, pour les natchalniks.

Et voilà pourquoi je trouve des circonstances atténuantes pour le juge Bélachkine. Il est payé par les natchalniks. Il hésite avant de les condamner sachant que cela ne servirait à rien. La petite amende de 50 roubles n'a-t-elle pas été levée sans retard par une instance supérieure ? Etant donné cette situation, il fait ce que font tous ses pairs : il renvoie à tour de bras, en attendant le jour où les trente et un plaignants auront renoncé à poursuivre.

Mais ceux-là, je les connais bien aussi et je sais qu'ils ne se font pas la moindre illusion sur l'issue de leur affaire. Pourquoi donc insistent-ils de la sorte ? Eh bien ! je veux vous trahir leur secret dans l'espoir que le M.V.D. ne l'apprendra pas : ils veulent tout bonnement obtenir de cette manière des jours de repos supplémentaires. La discipline de travail du temps de paix est dure. Un jour d'absence « non motivée » leur coûterait un an de prison ou cinq ans de camp, infligés « administrativement » dans les quarante-huit heures. Grâce au juge Bélachkine, ils peuvent se reposer pour le bon motif un jour tous les deux mois. Et comme Serebrov nous le confirme, ils en profitent chaque fois tous les trente et un. Ils ne songent pas un instant à déléguer trois ou quatre de leurs camarades afin de ne pas perdre une journée de travail. Et voilà pourquoi je ne crois point qu'ils en veuillent tellement au juge Bélachkine. Chacun se défend de son mieux.

Jean ROUNAULT.

Instituteurs en uniforme

Franc-Tireur du 27-9-50 a publié les instructions du Dr Eichlepp, directeur de l'éducation populaire de Saxe-Anhalt, aux instituteurs de l'Allemagne de l'Est, telles qu'elles ont paru dans le Deutsche Lehrer Zeitung *(organe officiel du syndicat libre de l'Enseignement, du 1er-9-1949) :*

1) La transformation de l'instruction publique en zone soviétique doit se faire selon une orientation purement orientale. C'est pourquoi la pédagogie de l'Union Soviétique doit être déterminante dans les écoles de la zone soviétique.

2) La conception matérialiste du monde doit être à la base de tout travail scolaire.

3) Le concept « héroïsme » doit recevoir un contenu tout à fait nouveau. Nos soldats ne sont pas des héros, car ils n'ont pas lutté pour la défense de leur patrie. Toutes les guerres allemandes ont été des guerres de pillage. C'est pourquoi les soldats tombés au cours de cette guerre ne peuvent être honorés en héros. Par contre, les soldats et généraux soviétiques sont des héros dans le sens le plus vrai du mot, car ils ont défendu leur patrie sournoisement attaquée. C'est dans ce sens qu'il y a lieu d'orienter l'enseignement de l'Histoire.

4) Parler de liberté est un non-sens. Aucun homme n'est libre.

5) Chaque maître est obligatoirement un être politique.

6) Le droit de direction en matière politique relève du parti communiste. Lui seul y a droit. Les autres partis doivent le suivre.

7) Chaque maître doit être, en premier lieu et essentiellement, un fonctionnaire du parti. Il doit, par suite, manifester son activité dans le domaine politique. Le maître doit être jugé d'après le degré d'intensité de son activité politique. Un nouveau maître actif au point de vue politique a une valeur supérieure à celle de quatre maîtres anciens de valeur professionnelle éprouvée.

8) L'activité politique du maître est déterminante pour sa nomination à un poste.

9) Chaque maître doit soutenir de toutes ses forces le travail de la « Jeunesse allemande libre ». C'est de lui-même qu'il doit mettre ses services à la disposition du mouvement de la Jeunesse allemande libre.

10) Du degré d'intensité de l'activité politique du maître dépendra à l'avenir également son traitement. Il y aura trois échelles de traitement.

11) Bien que d'origine religieuse, l'école s'est détachée de l'Eglise au cours de son évolution, pour se dépouiller à l'heure actuelle de tout caractère religieux. L'école est maintenant entièrement au service de l'Etat et de sa politique. Les cours d'instruction religieuse peuvent encore être donnés dans les locaux scolaires, mais c'est une question de temps pour que cet état de choses soit modifié.

Le congrès de la Fédération autonome de l'Education nationale se tiendra le 11 novembre. Ne s'y trouvera-t-il pas quelqu'un pour demander aux staliniens présents leur opinion sur ces consignes ? Si leur authenticité est prouvée, voudront-ils les condamner formellement ? Sinon, l'unité avec ces néo-nazis justifie-t-elle la rupture avec le syndicalisme ouvrier libre ?. — **R. H.**

Les Allocations au service des cléricaux

L'ASSASSINAT DE LA BASTIDE DE BEAU-SOUCY

Ce n'est pas un roman-feuilleton. Ce n'est pas non plus, à proprement parler, un crime crapuleux. C'est tout simplement un drame de la haine dont l'acte final a été préparé de longue main. Tout, dans les moindres détails, révèle une froide préméditation. L'admirable maison d'enfants connue sous le nom de « Bastide de Beau-Soucy » et qui comptait des amis sur les cinq continents, a été lâchement assassinée. Comme toujours, lorsqu'il s'agit d'un crime, une question se pose : à qui celui-ci a-t-il profité ? La réponse est nette, catégorique : la Bastide a été assassinée par les cléricaux qui ont mis la main sur la Caisse des Allocations familiales de la région parisienne.

Voyons les faits.

La Bastide de Beau-Soucy était une maison d'enfants fondée en 1944 par l'Entraide française. Elle occupait un château désaffecté, en partie en ruines, à Fontenay-les-Briis (Seine-et-Oise). Elle abritait, bon an, mal an, 60 à 80 enfants, victimes de la guerre pour la plupart, ou de pauvres gosses pudiquement appelés « cas sociaux » : enfants d'alcooliques, ou de parents malades, ou encore victimes de la crise du logement (familles vivant à cinq ou six dans une chambre d'hôtel). En 1948, l'Entraide fut dissoute et la Bastide passa (pour son malheur) sous la « protection » de la Caisse des Allocations familiales de la région parisienne. Le château de Fontenay-les-Briis fut évacué, et la colonie se transplanta avec son matériel dans un château plus confortable — et plus solide — à Bures-sur-Yvette, à une douzaine de kilomètres de son ancienne résidence.

« L'ECOLE BUISSONNIERE »

C'est ici que commence le drame. Mais pour le comprendre, il nous faut parler des méthodes d'éducation en honneur à la Bastide. Ceux de nos lecteurs qui ont vu le film *L'Ecole buissonnière,* avec Bernard Blier, nous comprendront aisément.

La Bastide était dirigée par deux instituteurs, Jacques et Simone Lacapère, appliquant avec succès les nouvelles méthodes pédagogiques. Ils étaient secondés par une équipe de moniteurs et monitrices. Le grand principe de la Bastide, c'était la mixité — sauf aux dortoirs — et une confiante camaraderie non seulement entre garçons et filles, mais aussi entre enfants et éducateurs. Les enfants étaient, en principe, répartis par âge, mais cela n'était pas une règle absolue. C'est ainsi qu'un gosse de douze ans n'avait, au point de vue orthographe, que les connaissances d'un gosse de dix ans. On ne faisait pas de lui un cancre, toujours à la traîne, en l'obligeant à suivre ses camarades de douze ans ; on le mettait, logiquement, avec des gamins de dix ans. Le même garçon était normal en calcul, on le laissait avec les gosses de son âge, 12-13 ans. Une fillette de 14 ans était d'une grande faiblesse de constitution. On ne la laissait pas courir après le ballon avec les « grands » où elle aurait été constamment « semée », mais elle jouait avec des camarades de sa force. Tel autre gamin, costaud de dix ans, était, pour le jeu, incorporé dans une équipe de grands. Chaque enfant choisissait librement son atelier : modelage, imprimerie, couture, etc. Les activités au grand air et les compétitions sportives étaient particulièrement en honneur. Nous nous étendrons plus longuement, plus loin, sur toutes ces questions. En gros, nous dirons tout de suite que nos amis Lacapère et leur équipe de moniteurs et monitrices laissaient aux enfants le plus de liberté possible, faisant appel à leur sentiment de responsabilité collective, à leur sens de la camaraderie, à leur esprit civique, les laissant juger par eux-mêmes sainement, en dehors de tout esprit grégaire.

Cela, les cléricaux et leurs honteux complices de la rue Viala ne le leur ont pas pardonné. Nous allons le démontrer.

⁂

En juin 1949, une vieille demoiselle, Mlle P..., assistante sociale, visitait la Bastide, non sans être allée, auparavant, se documenter... au couvent voisin. Ce détail situe immédiatement la personne et ses méthodes. Elle est restée à la Bastide moins de 30 minutes. Cela lui a suffi pour rédiger un rapport dans le sens souhaité par ces bons messieurs de la rue Viala.

FERMONS LES PORTES... ET OUVRONS L'ŒIL

Dès que la Bastide fut prise en charge par les A.F., en 1949, Lacapère et ses collaborateurs furent l'objet de mille tracasseries, brimades et mesquineries. Tout fut fait pour les dégoûter, pour les avoir « à la fatigue ». On s'avisa soudain que la Bastide, déjà pourvue d'un économe, avait besoin d'un « gestionnaire ». On lui imposa, pour cet office mal défini, un certain M. Dorléans, qui avait, paraît-il, été employé de garage, et qui, croit-on, avait dirigé une soupe populaire et s'était occupé du Moulin-Vert de l'abbé Viollet. La première chose que fit M. Dorléans fut de changer toutes les serrures et de fermer à double tour les armoires et les portes.

Cela semble un détail puéril. Nous répondrons qu'avant lui, une porte, à la Bastide, **n'était jamais fermée à clef.** Les clefs restaient toujours fixées aux armoires. Cela était voulu expressément par les éducateurs. Si, d'aventure, un gosse chapardait du sucre ou des confitures, on réunissait les « compagnons », et on entamait gentiment une causerie sur la responsabilité de chacun et la nécessité de respecter et de préserver le bien collectif. Cette leçon portait à coup sûr. En verrouillant les portes, M. Dorléans faussait un système d'éducation.

Nous disions plus haut que la fonction de M. Dorléans, à la Bastide, était mal définie. Nous avions tort. On ne devait pas tarder à s'apercevoir que la fonction exacte de ce monsieur était de fournir un rapport quotidien à ses maîtres. Il était là pour superviser la direction de la Bastide, non pas avec des yeux de pédagogue, mais avec ceux de directeur de soupe populaire.

« LA PEDAGOGIE, J'M'EN FOUS ! »

Le rapport quotidien de M. Dorléans parvenait, rue Viala, entre les mains de M. Séris, chef du service « Etudes et réalisations », auquel la Bastide était administrativement rattachée. Cet homme, que les amis de la Bastide considèrent comme l'un des principaux fossoyeurs de Beau-Soucy, était jadis inspecteur, après avoir été démarcheur du service des Gens de maison des Allocations familiales de la rue de Liège. Il est vraisemblable que M. Séris assimilait de bonne foi les instituteurs à des gens de maison. A Lacapère, qui se permettait un jour de lui faire une réflexion, M. Séris répondit, superbe : « La pédagogie, j'm'en fous ! » Cette sublime apostrophe nous fait penser à cet autre génie qui s'écriait pendant la Révolution : « La République n'a pas besoin de savants. »

Or, tenez-vous bien, c'est sur le rapport de M. Séris que le conseil d'administration a liquidé la Bastide. Ce rapport, rédigé par un homme qui se f... ouvertement de la pédagogie, met en cause... les méthodes pédagogiques des éducateurs de la Bastide ! Avant de répondre à cet argument majeur, nous voulons poser une question préalable : ces messieurs des A.F. étaient-ils qualifiés et compétents pour s'occuper des problèmes pédagogiques ? Ou bien, ce qui semble plus vraisemblable, devaient-ils se soucier uniquement des questions matérielles ? Il semble bien qu'ils aient outrepassé leurs droits et se soient mêlés de ce qui ne les regardait pas. Mais revenons au rapport. Celui-ci reproche des carreaux cassés, la vie en commun des garçons et filles (nous avons dit que seuls les dortoirs n'étaient pas mixtes), le tutoiement des moniteurs par les enfants. Nous avons interrogé Mme Lacapère à ce sujet. Elle nous a répondu que le tutoiement n'était pas obligatoire, que seuls tutoyaient ceux qui le voulaient bien, et que les enfants, après quelques jours passés à la Bastide, sentaient spontanément le besoin du tutoiement affectueux. Cela est tellement vrai, c'est que, en un an, jamais les enfants n'ont éprouvé le besoin de tutoyer leur gestionnaire, M. Dorléans. La sympathie est une chose qui ne se commande pas...

Donc, M. Séris, qui se f... de la pédagogie, a néanmoins critiqué les méthodes de la Bastide. Répondons-lui qu'en 1948, quatre enfants ont été présentés au certificat d'études ; tous quatre ont été reçus. En 1949 et en 1950, trois présentés, trois reçus. Soit, trois années de suite, 100 % des candidats présentés ont été reçus. Que voulez-vous de plus, Monsieur Séris ? Toutefois, si vous n'êtes pas convaincu, cher monsieur, j'ai à votre disposition un argument irréfragable : c'est un extrait du rapport de M. Royer, inspecteur de l'enseignement primaire de Seine-et-Oise, sur l'enseignement donné par Lacapère à la Bastide de Beau-Soucy. M. Royer dit ceci (23 décembre 1949) :

« Je regrette que M. Lacapère n'ait pas dans cette maison une pleine **autonomie** (1) et qu'il n'en soit pas l'**unique directeur.** »

Et plus loin:

« Je lui demande de s'affirmer et de « maintenir » car il est dans la bonne voie, étant au service total de l'enfance malheureuse. »

LE COUP DE POIGNARD

C'est au début de juillet dernier que le coup de poignard dans le dos a été donné à la Bastide. Le conseil d'administration des A.F., nouvellement élu, tenait sa première réunion. Rappelons sa composition : C.G.T. 10 ; C.F.T.C. 9 ; Familiaux 3 ; Mutualistes 2 ; F.O. 1.

A la fin d'une séance qui avait duré quatre heures, dans le brouhaha et l'indifférence des questions diverses, M. Liénart, président C.F.T.C., présenta « à la sauvette » le rapport maison sur la Bastide, la définit comme une entreprise déficitaire et ne donnant pas satisfaction aux enfants. Beslard (C.G.T.) et plusieurs administrateurs approuvèrent. Le rapport, par un honteux tour de passe-passe, était adopté. La Bastide était condamnée, le personnel licencié, les enfants répartis à droite et à gauche. Il n'était tenu aucun compte des « cas sociaux » dont nous parlions plus haut. L'œuvre admirable qui avait valu à la Bastide la visite de très nombreux éducateurs venus de Suède, du Danemark, du Canada, de Grande-Bretagne, d'Egypte, de Suisse, des Etats-Unis, ainsi que des professeurs d'écoles normales de Belgique, cette œuvre était anéantie en quelques minutes parce que ces bons messieurs de la C.F.T.C. et des associations familiales n'approuvaient pas la tenue des moniteurs en short, parce que les enfants allaient nu-pieds en été, parce qu'ils apprenaient l'esperanto, et pour d'autres arguments du même tonneau.

Pendant un an, la Bastide a été sous le contrôle des A.F. de la rue Viala. Celle-ci n'a rien fait pour elle. Les enfants allaient en ville avec des vêtements mille fois ravaudés, usés jusqu'à la corde, à tel point que, souvent, les grandes filles étaient vêtues avec des effets appartenant aux monitrices. Une fois, une seule, la Caisse a fait preuve de sollicitude : **elle a habillé des pieds à la tête les enfants qui faisaient leur première communion.** Là s'est bornée sa munificence.

***

La destruction brutale de la Bastide a soulevé une tempête d'indignation parmi ses nombreux amis. Des militants, des journaux syndicalistes ont protesté avec véhémence. Devant cette levée de boucliers, certains administrateurs ont compris qu'ils avaient « gaffé ». Dans sa réponse à une lettre de protestation d'un de nos amis, une déléguée cégétiste a prétendu que le conseil avait été placé devant un fait accompli. C'est à voir ! La triste vérité, c'est que les cégétistes n'ont pas voulu rompre des lances avec la C.F.T.C. sur une question que, mal informés, ils jugeaient sans importance. A peine élus, ils se sont fait « posséder » de main de maître. Voilà ce que nous, syndiqués cégétistes, fervents amis de la Bastide, nous leur reprochons amèrement. Ce n'était pas la peine de faire tant de tam-tam pendant la campagne électorale pour se faire, à peine élus, si magistralement « couillonner ». Que sera-ce après cinq ans de mandat ?... Qu'ils le veuillent ou non, par leur incroyable légèreté, les cégétistes ont été, dans cette lamentable histoire, les complices de la réaction en soutane dont la C.F.T.C. et les Familiaux sont les organes d'exécution.

BOURBON CIRCUS

Le 6 septembre dernier, le conseil des A.F. tenait une nouvelle réunion. Devant la vague de protestations, certains administrateurs, au moment des questions diverses — l'enfance malheureuse, comme chacun sait, n'est qu'une insignifiante question diverse — soulevèrent de nouveau l'affaire de la Bastide. Alors on vit un spectacle écœurant qui, jusqu'ici, n'était réservé qu'à ces messieurs du Palais-Bourbon : la majorité fit une obstruction systématique, frappant la table à coups de poing pour imiter les claquements de pupitres du Bourbon-Circus. Le spectacle aurait été comique si le sort d'une soixantaine de pauvres gosses n'avait été l'enjeu de cette bourbonnade. Finalement, par 14 voix contre 10, le conseil refusait d'entendre Lacapère, comme celui-ci le réclamait légitimement, pour défendre son œuvre. La Bastide avait vécu. Pour du beau travail, il était difficile de faire mieux.

J.-A. CHILAND.

P.-S. — Nous avons omis de mentionner qu'avant la réunion du 6 septembre, une déléguée de la C.G.T., J. Aimot, a tenu à visiter la Bastide et qu'elle a constaté l'inanité des arguments contenus dans le rapport accusateur. Sa protestation tardive n'a pas eu de poids. Que pouvait faire cette femme de bonne foi que ses propres amis ont mollement épaulée (c'est le moins qu'on puisse dire) et qui avait, devant elle, des adversaires bien décidés à étrangler la Bastide ?

---

(1) Les mots soulignés l'ont été dans le rapport de M. Royer.

NOS CONFERENCES

Dimanche 15 octobre, à 14 h. 30, salle du Musée Social, 5, rue Las Cases, Paris (métro : Solférino), conférence de Jean Maitron, qui parlera de son livre : « Histoire du Mouvement anarchiste en France, 1880-1914 », et notamment de : « La Propagande par le fait », 1880-1894 ; Les anarchistes et les syndicats.

Cette conférence sera suivie d'un débat. Entrée libre.

En novembre, conférence par Roger Hagnauer et Gilbert Walusinski sur leur séjour aux Etats-Unis.

Notes d'économie et de politique

PUISSANCE DES ETIQUETTES

Chez la plupart des gens la fidélité aux étiquettes l'emporte de beaucoup sur la fidélité aux idées.

Le maintien des anciennes étiquettes est l'un des grands secrets de la puissance stalinienne. On a laissé subsister les expressions de « soviets », de « communisme », de « marxisme », etc., si bien qu'innombrables sont ceux qui pensent qu'il y a encore en Russie des soviets, du communisme, du marxisme.

Le soviet était l'expression de la dictature du prolétariat, c'était l'organe par lequel le peuple exerçait le pouvoir aussi directement que possible ; le soviet, maintenant, n'a plus aucun pouvoir politique et il n'est plus en aucune manière l'expression de la volonté populaire puisqu'il est, en fait, nommé par le pouvoir central et non par le peuple ; n'importe ! Le mot « soviet » demeure, vous trouvez donc encore des gens de bonne foi qui vous parlent candidement de la Russie comme du pays de la « dictature du prolétariat », alors qu'il n'y a pas un pays au monde où le prolétariat soit privé aussi totalement, non seulement de la possibilité de faire prévaloir sa volonté, mais même seulement de l'exprimer !

Staline est un monarque absolu, non seulement le plus absolu de tous ceux qui règnent actuellement, mais même de tous ceux dont l'histoire a conservé le souvenir ; n'importe ! il ne porte pas le titre de czar, mais tout simplement celui de membre du bureau politique du parti communiste russe et de président du Conseil des « Commissaires du peuple », donc il n'est point czar !

Les contrastes de classe sont aussi accusés dans la Russie d'aujourd'hui que dans celle d'il y a cinquante ans. Un fossé plus profond que celui qui sépare en Occident le bourgeois du prolétaire se creuse chaque jour davantage entre les privilégiés de l'appareil et l'immense masse de ceux qui travaillent, mais l'on continue à dire : le « camarade » Un tel, donc il n'y a pas de classes, l'égalité règne, et c'est le communisme !

Or, dans un autre domaine, nous voyons cette même fidélité aux étiquettes sévir dans nos propres rangs.

Les pacifistes, j'entends par là non point les adversaires systématiques de toute violence, les pratiquants de la non-résistance au mal, dont l'attitude contre la guerre dans tous les cas est parfaitement logique, mais les pacifistes révolutionnaires, ceux qui, loin de condamner la violence, la considèrent comme un facteur nécessaire et décisif du progrès social, et qui ne sont pacifistes que parce qu'ils distinguent la violence révolutionnaire, dont le rôle est de transformation sociale, de la violence guerrière qui a pour seul but l'attribution à un groupe de profiteurs de la plus grosse part du butin en provenance de l'exploitation des travailleurs, ces pacifistes-là me paraissent être pour la plupart victimes aujourd'hui, eux aussi, de la fidélité aux étiquettes, qui remplace chez eux la fidélité aux idées.

Le conflit qui oppose présentement les deux parties du monde est, en effet, un conflit dont les conséquences sociales ne peuvent être niées. Si la Russie triomphe, nous serons soumis au régime russe, à l'ancien régime de despotisme politique et d'esclavage économique, sous sa pire forme ; si, au contraire, l'Amérique est victorieuse, c'est ce qu'on peut appeler du terme général de « régime moderne », le régime issu, en gros, de la Révolution française, qui demeurera.

Le contraste entre les deux régimes est éclatant ; c'est un contraste qui touche à l'organisation même de la société, c'est donc une affaire **sociale** au premier chef. Comment, dès lors, ceux qui ont consacré leur vie à la lutte sociale, ceux qui ont donné le plus clair de leur activité aux luttes tendant à obtenir une transformation du régime social vers le mieux, ou à s'opposer à sa transformation vers le pire, comment ceux qui se sont toujours déclarés prêts à la guerre civile pour s'opposer au fascisme par exemple, pourraient-ils se désintéresser et rester en dehors du conflit mondial présent, sous le prétexte qu'il se présente, non sous la forme d'une guerre civile, mais sous celle d'une guerre étrangère ?

Si nous nous affirmions partisans de la guerre civile et adversaires de la guerre étrangère, ce n'était pas que nous ressentions un désir particulier de nous battre avec nos compatriotes plutôt qu'avec les ressortissants d'autres Etats, c'était et c'était uniquement parce que, jusqu'ici, les guerres civiles étaient avant tout des **guerres sociales,** tandis que les guerres étrangères n'étaient avant tout que des **guerres de conquête.** Mais lorsqu'on est en présence, comme dans le cas actuel, d'une guerre étrangère qui présente un caractère social indéniable, la fidélité aux idées ne commande-t-elle point d'y participer, puisqu'elle est **sociale,** bien qu'elle présente les mêmes caractères extérieurs, qu'elle porte la même étiquette de « guerre étrangère », que les guerres que nous honnissions, à juste titre, parce qu'elles n'étaient que de conquête ?

Qu'on y prenne part du côté russe, si l'on est de ces mystiques qui trouvent leur satisfaction dans le renoncement, la soumission et la disparition de leur personnalité (avec le régime russe, ils seront servis !) ou qu'on y prenne part dans l'autre camp si l'on est fanatique d'un progrès humain qui ne peut s'accomplir que par un épanouissement toujours plus complet de l'individu. Mais s'abstenir sous prétexte qu'il s'agit d'une « guerre » et d'une guerre entre pays différents, c'est démissionner, en un des moments les plus critiques pour l'évolution des sociétés humaines, de toute activité **sociale.**

UNE PROPOSITION : L'INTERNATIONALISATION DES TAXES SPECIFIQUES

Tout vient de la nécessité, disaient les Grecs. Et ils avaient bien raison. L'Europe ni l'Occident ne naîtront certainement pas de palabres parlementaires du genre de celles de Strasbourg, mais ils vont naître de nécessités militaires.

La formation d'une Europe, et même d'une Europe élargie à l'échelle du monde occidental, est en train de débuter par la constitution d'une armée occidentale. Les décisions prises à New-York, par les puissances du pacte atlantique, et qui leur ont été dictées par la nécessité de devoir résister militairement d'une manière efficace à la Russie, n'aboutissent, en effet, à rien d'autre qu'à la disparition des armées nationales et à leur remplacement par une armée internationale.

Et cela d'ailleurs est très régulier. L'armée étant l'élément constitutif fondamental des Etats, ce n'est que par la création d'une armée internationale qu'un Etat international peut voir le jour. On peut dire que la décision de New-York a sonné le glas, au moins en ce qui concerne notre hémisphère, des vieux Etats nationaux ; le premier pas, décisif, a été fait ; il n'y a plus qu'à poursuivre.

L'unification politique se trouve donc en avance sur l'unification économique. Politique d'abord !

Mais le politique ne saurait subsister longtemps si l'économique ne vient pas lui donner rapidement un solide fondement. A l'unité militaire doit correspondre, dans un bref délai, l'unité économique. Or, précisément, la première peut aider à la seconde, sous une forme très concrète et très précise.

Unité économique, cela veut dire libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux entre les pays intéressés. Donc, suppression des droits de douane, et aussi suppression, ou bien égalisation, des taxes qui frappent spécifiquement telles et telles marchandises déterminées dans les différents Etats. On sait, en effet, que, dans presque tous les pays, certains produits, généralement de large consommation, comme le sucre, le tabac, l'essence, etc., sont soumis à des taxes fiscales qu'on dénomme, je crois, dans le langage du ministère des Finances, des « taxes spécifiques ». Il va de soi que dans des pays qui ont formé entre eux une union douanière, ces taxes doivent être toutes identiques, car sinon, il faudrait établir une barrière à l'entrée de chaque pays de l'Union pour faire payer aux produits venant des pays avec lesquels on est en union douanière, non plus des droits de douane, mais les taxes fiscales auxquelles ils sont soumis dans le pays dans lequel ils entrent, de telle sorte que malgré l'union douanière les produits ne circuleraient pas librement d'un pays à l'autre. L'unification des taxes fiscales est donc aussi nécessaire que la suppression des droits de douane. Or l'expérience montre que cette unification rencontre souvent de plus grandes difficultés que l'unification du régime douanier. Ainsi c'est sur cette question qu'accroche depuis un an au moins la réalisation du Benelux. Si l'unité économique entre la Belgique et la Hollande n'est pas encore un fait accompli, bien que les deux pays se soient mis d'accord pour supprimer tous droits de douane entre eux et établir un tarif douanier identique envers les autres pays, c'est que l'accord n'a encore pu être réalisé pour l'unification de leurs taxes fiscales, si bien que les poteaux de douane subsistent toujours entre Belgique et Hollande. Il est à présumer que les difficultés que rencontrera l'unification des taxes fiscales dans l'ensemble des pays de l'Europe occidentale, condition nécessaire pour que se réalise entre eux l'unité économique, seront encore plus grandes. Or l'unification militaire pourrait fournir l'occasion de résoudre dès maintenant cette question, en même temps que serait effectué un autre pas dans l'internationalisation politique des Etats.

Pour financer l'armée internationale qu'on est en train de constituer, il faudra de l'argent, et puisque l'armée est désormais internationale, il est tout indiqué de fournir cet argent d'une manière internationale (c'est l'idée qui inspire la proposition Schuman d'un « pool financier » pour les dépenses de réarmement). Or le plus simple moyen de fournir cet argent, ne serait-il pas d'attribuer aux dépenses militaires internationales le produit des taxes spécifiques qui frappent dans presque tous les pays certaines marchandises ?

En même temps que chaque Etat serait délivré, en tout ou en partie, de ses dépenses militaires, il abandonnerait les recettes qui lui viennent jusqu'ici des taxes sur le sucre, le tabac, l'essence, etc., tandis que, d'autre part, un organisme international serait chargé d'établir et de percevoir ces taxes dans tous les pays européens du pacte atlantique (où naturellement elles devraient être partout identiques) et d'affecter le produit de cet impôt international aux dépenses de l'armée internationale.

On ferait ainsi coup double. D'une part, on enlèverait aux Etats nationaux, après leur armée, une partie de leurs finances, ce second élément essentiel des Etats, et l'on créerait une seconde fonction, un second organe pour l'Etat international en formation — d'autre part, on préparerait les voies à l'union douanière en enlevant l'un des principaux obstacles à sa constitution.

MAO TSE JUGULE L'INFLATION

On connaît très peu l'essentiel de ce qui se passe en Chine. Cependant, un fait, visible à l'observateur le plus superficiel, vient de s'y produire qui a sidéré tout le monde : **il n'y a plus d'inflation en Chine,** les prix y sont stables, et l'on recherche maintenant la monnaie plutôt que les marchandises !

C'est pour les Chinois un événement absolument extraordinaire, car je ne sais depuis combien de décades, l'inflation n'avait pas cessé de sévir en Chine, et sur quelle échelle ! Les dépréciations et les dévaluations se succédaient sans arrêt. Pendant ces dernières années, Washington avait eu beau fournir à Chiang Kai Shek des dollars en quantités massives pour le soutien de sa monnaie, autant en avait emporté le vent ! Et voici que maintenant, sans aucun soutien de l'Amérique, sans aucun apport de dollars ou d'autres monnaies-or, nos communistes, qui se sont évidemment rendu compte que l'inflation avait depuis longtemps dépassé ce que j'ai appelé son « point critique » et qu'en conséquence elle ne présentait plus d'avantages économiques ou sociaux, ont réalisé, tout seuls, ce que non seulement le gouvernement de Chiang, mais les gouvernements européens eux-mêmes ont été incapables de réaliser jusqu'ici avec l'aide de l'Amérique.

En outre, si depuis mars dernier, les prix chinois sont stables et même ont légèrement diminué, si les dépôts en banque, réduits auparavant à presque rien, ont colossalement augmenté, si les taux d'intérêt ont diminué de 50 pour cent en un mois, si les paysans acceptent à nouveau d'être payés en papier monnaie, au lieu de ne vouloir l'être qu'en marchandises selon le procédé du troc que nous avons bien connu en France il y a quelques années, et si le mois dernier la monnaie chinoise a été réévaluée pour la quatrième fois en quatre mois par rapport au dollar de Hong-Kong, c'est parce que le gouvernement de Mao Tse a employé pour cela le moyen le plus classique et le seul efficace : il a équilibré son budget en réduisant les dépenses et en augmentant impôts et emprunts, de telle sorte qu'il ne lui est plus nécessaire d'émettre des billets non gagés, de la fausse monnaie, pour boucher les trous.

EGALITE

Un fait important que je relève dans les articles posthumes du journaliste Armorin sur l'Extrême-Orient : dans l'armée de Ho Chi Minh, tout le monde, **officiers et soldats,** reçoit la même paye.

Voilà qui nous change d'avec les mœurs russes et qui nous confirme que si Ho Chi Minh est peut-être communiste au vrai sens du mot, il est à l'opposé de Staline. Tout comme Mao Tse Tung est, lui aussi, à l'opposé du régime russe, lorsqu'il crée une monnaie honnête, et assure par là une mesure exacte des valeurs, ce que l'Etat russe s'est toujours refusé à faire puisqu'il décrète arbitrairement la valeur du rouble. Or une mesure exacte des valeurs est une base fondamentale du véritable communisme, car le communisme exige que le travail de chacun soit exactement rémunéré et cela n'est possible que si chacun peut vendre le produit de son travail à sa vraie valeur.

Moscou vit sur le mensonge, sur le mensonge économique, comme sur les mensonges de sa propagande. Mao Tse s'empresse, au contraire, de rétablir en Chine la vérité économique.

Staline se maintient en assurant à son régime un rempart de privilégiés. Ho Chi Minh établit dans son armée — et sans doute ailleurs — l'égalité.

Le contraste est saisissant. L'Asie n'a pas dit son dernier mot.

Robert LOUZON.

La renaissance du syndicalisme

Avec l'Alimentation Force Ouvrière

Cette salle du 198, avenue du Maine, où s'est réuni les 16 et 17 septembre le congrès constitutif de la Fédération Force Ouvrière de l'Alimentation, éveille invinciblement en moi un souvenir et un regret.

Souvenir de la première séparation confédérale. Ici même, en 1923, s'était assemblé le premier congrès convoqué après la scission par la vieille C.G.T., celle « qui continuait ». La cassure était toute fraîche. Pourtant, Jacquemin et Humbert n'avaient pas craint de poser, au nom de la Meurthe-et-Moselle, le problème de la reconstitution de l'unité. Quelles clameurs ! les plaies étaient encore à vif.

C'est en observateur que j'assistais à ces débats. J'étais là comme rédacteur de **l'Humanité... Oh** ! je ne regrette pas d'avoir quelques mois plus tard, aux premières tentatives de bolchevisation de mai 1924, abandonné le quotidien communiste. Sous la houlette de Pierre Monatte, nous avions essayé d'y faire une « Vie sociale » à la fois passionnée, vivante et honnête. L'essai ne fut pas long, mais concluant.

Ce qu'il m'arrive de regretter, c'est, je l'avoue, le métier. Le métier de rédacteur social. Ce métier qui vous fait suivre avec patience et scruter avec attention les manifestations syndicales, les grèves, les assemblées, les congrès — et qui vous astreint à en fixer l'essentiel, en quelques lignes, dans la feuille du jour, vite, très vite, avant que l'émouvant débat, la grève virile ou le vote sensationnel ne sombrent dans l'oubli.

Quand passent jours et semaines, les impressions s'affadissent, les faits s'estompent, l'essentiel n'apparaît plus. S'il est advenu quelque chose d'exceptionnel, comment le faire sentir au lecteur un mois après ?

Je vais pourtant essayer. Car il me fut donné de découvrir ici, à ce congrès F.O. de l'Alimentation, trois choses rares pour l'époque, qui valent d'être consignées.

UN RAPPORT MORAL SANS BLUFF

Une centaine de délégués dans cette salle fleurie. Cela fait clairsemé. Mais cela s'explique par le fait que la jeune Fédération est incapable de rembourser le déplacement. Seuls sont venus les délégués dont les syndicats ont pu assurer les frais. La commission des mandats nous apprendra plus tard que, sur 200 syndicats inscrits, 90 seulement sont représentés, 56 directement et 34 indirectement.

Ce petit nombre de délégués nous vaut, d'ailleurs, une innovation : un président unique pour toutes les séances. Sans offenser le camarade Gastal désigné pour ce rôle, on peut avancer que ce n'est pas le moyen d'apprendre aux jeunes militants à organiser les débats syndicaux. Quand on manque de présidents, eh bien ! on en forme !

L'hommage rituel aux disparus est éclairé par une évocation inattendue d'Auguste Savoie. Gastal a su rendre justice à la mémoire de ce vétéran en disant que, dans l'épuration, la distribution des peines ne fut pas toujours équitable.

Puis le toujours jeune secrétaire fédéral André Charlot commence l'exposé de ce qu'on est toujours convenu d'appeler le rapport moral, mais qu'il nomme, lui (ô réminiscences !) rapport d'activité. (On entendra aussi quelques « au travers de... » expression également courante dans la défunte C.G.T.U.)

La caractéristique du rapport présenté par Charlot, c'est qu'il est absolument dénué de bluff.

Certes, la vingtaine de militants qui, le 18 janvier 1948, ont décidé de créer la Fédération F.O. de l'Alimentation sont parvenus, malgré les lâchages, à mettre debout une organisation groupant 200 syndicats. Mais que d'efforts ! que de difficultés ! que de déboires !

Je cite un morceau qui suffit à donner une idée du ton de l'ensemble :

> Les problèmes qui se posent aujourd'hui à l'attention des militants fédéraux sont de plus en plus nombreux et compliqués.
>
> Le malheur c'est que rien, absolument rien, n'a été fait pour faciliter leur tâche, d'abord parce qu'il ne vient à l'esprit de personne que certaines méthodes pourraient être révisées et ainsi chaque Fédération, chaque Union départementale, la Centrale syndicale elle-même continuent à fonctionner comme il y a trente ans.
>
> Ensuite, parce que les responsabilités qu'a demandé à endosser le mouvement syndical n'ont pas été de pair avec le développement de ses moyens matériels, l'empêchant ainsi d'avoir une organisation interne en fonction de ses responsabilités nouvelles.
>
> L'autre fait à souligner, c'est l'absence de plus en plus marquée de bonnes volontés. Les concours bénévoles sont de plus en plus rares et l'on arrive à ce paradoxe c'est qu'au moment où l'on demande le plus au mouvement syndical, on lui accorde le moins.
>
> Le résultat de tout cela c'est que les responsables en « place » sont pour la plupart surchargés de besogne et que leur « race » est en voie de disparition parce que l'on trouve difficilement ceux qui pourraient et qui voudraient les remplacer.
>
> Ce qui précède sera peut-être accueilli par un sourire sceptique par le lecteur et pourtant ce n'est pas là un des moindres dangers qui menacent notre mouvement syndical libre. Si un remède n'y est pas apporté, ou il risque de disparaître pratiquement ou il deviendra un jour ou l'autre un organisme d'Etat.
>
> Les militants de la Fédération F.O. de l'Alimentation, où qu'ils se trouvent, se doivent de n'en rien ignorer.

Serait-ce dire que rien ne fut fait ? Non pas.

Plusieurs conférences nationales professionnelles furent organisées. C'est indispensable dans une Fédération qui compte trente-deux professions différentes. Les sucriers-distillateurs, les H.C.R. (hôtels, cafés, restaurants), les boulangers, les gérants de magasin se sont réunis à plusieurs reprises pour dresser leurs cahiers de revendications.

Pour recruter, il faut de la propagande. Nous en avons fait, dit Charlot. Plus de 150 réunions ont été tenues. Mais il a été impossible de prendre contact avec tous les syndicats. On n'a pas touché réellement les principales branches alimentaires.

La presse corporative n'a pas été négligée. Pourtant, l'organe national n'a paru que trois fois, à tirage limité. L'exemple des boulangers, qui font vivre, en partie par abonnements, un journal mensuel, **l'Echo des Fournils**, n'a pas été généralisé. Il y eut des journaux ronéotypés pour les sucreries, pour les gérants, pour les usines, pour les laitiers. Mais il arrive, dans d'autres branches, que les responsables syndicaux ne fournissent même pas la copie nécessaire.

La Fédération s'est occupée des revendications, petites et grandes. Elle s'est inquiétée, dès sa création, des conventions collectives. Son idée d'une convention nationale **interprofessionnelle** n'a pu aboutir. Elle n'a pu triompher « d'oppositions inconciliables existant entre employeurs et employés ». Il s'agit, maintenant que les salaires sont « libérés », d'établir, à l'exemple des sucriers, des

accords et des conventions collectives nationales professionnelles. Un large champ d'action s'ouvre devant les militants.

Conclusion des plus sobres : « Nous pensons avoir fait, dit Charlot, ce que nous pouvions faire. Mais il reste beaucoup à faire ! »

Ainsi dépouillée d'artifice verbal, cette présentation du rapport moral eut une conséquence curieuse mais prévisible : un seul délégué demanda la parole ! Pour approuver ! Tant bien que mal, plutôt mal que bien, une discussion essaya de s'amorcer. Peine perdue. Les délégués avaient le souffle court. Peut-être Charlot le leur avait-il coupé ?

Cela signifie-t-il que les militants de l'Alimentation F.O. sont écrasés par les insuffisances du passé et par l'ampleur des tâches qui les attendent ? Il semble plutôt qu'ils aient jugé inutile de laïusser à perte de vue sur des difficultés qu'ils connaissent tous.

Le pessimisme peut être revigorant, mais à condition qu'il ne conduise pas au découragement. Il est bien de voir les obstacles exactement comme ils sont. Mais il faut savoir garder la volonté de les vaincre. Et ne pas brider les initiatives qui peuvent se faire jour hors des limites du « plan prévu ».

L'INDEPENDANCE FINANCIERE

L'usage des congrès ouvriers est de n'accorder que peu d'attention au rapport financier.

C'est une habitude regrettable, entrée dans les mœurs parce que, bien souvent, il faut le dire, ledit rapport est incomplet et obscur.

Ici, recettes et dépenses sont présentées clairement.

On ne pêche pas par excès d'optimisme, au contraire, puisqu'on calcule le nombre des cotisants sur douze mois, alors que plusieurs des branches professionnelles n'ont qu'une activité saisonnière.

Mais ce qui dépasse les détails, c'est l'affirmation que l'on trouve dans le texte suivant, à savoir que la vie fédérale n'aurait pas été possible si la trésorerie avait été réduite à ses seules ressources. Lisez :

> Le bilan financier que nous présentons à nos syndicats pour les deux exercices 1948 et 1949 se solde par un très léger excédent des recettes sur les dépenses.
>
> Mais cela n'autorise aucun responsable syndical à se méprendre sur l'état réel de nos finances et surtout des ressources apportées par les syndicats à la trésorerie fédérale.
>
> Les chiffres inclus dans nos bilans 48 et 49 indiquent clairement que sans l'aide généreuse de nos amis des Fédérations sœurs de Suisse, du Danemark, de Suède et de Norvège, nous n'aurions pu faire l'effort de propagande que nous avons fait depuis deux années.
>
> La C.G.T.-F.O. de son côté nous a également aidés du mieux qu'elle a pu, compte tenu qu'elle a elle-même à faire face à de lourdes obligations financières.
>
> Aussi il est bon que chacun de nos responsables syndicaux de la Fédération, à quelque échelon qu'il se trouve, sache qu'à défaut de l'aide internationale et de notre Centrale nous n'aurions pu avoir aucune activité syndicale, même réduite comme a été la nôtre jusqu'à maintenant, ou alors nous aurions compté au 31 décembre 1949 un déficit de : **deux millions cent cinquante six mille trois cent soixante dix sept francs** (2.156.377 fr.).
>
> Cette somme apparaîtra sans doute imposante à bien de nos camarades et pourtant elle ne représente pas grand-chose en regard des sommes que nécessiteraient aujourd'hui une vaste propagande tant verbale qu'écrite auprès de tous nos corporants.

La conclusion mérite surtout d'être retenue.

Elle vaut pour l'ensemble du mouvement F.O. Celui-ci sera-t-il capable de vivre par lui-même ?

L'Alimentation F.O. s'exprime ainsi :

> **Le problème financier pour notre jeune Fédération, comme pour tout le mouvement F.O. est des plus angoissants.**
>
> **Il faut le dire franchement : on ne pourra pas toujours vivre de la solidarité internationale. Nous devons alimenter et équilibrer nos budgets avec nos propres ressources sinon nous ne serons jamais viables.**

Voilà un langage digne de militants soucieux de leur indépendance. Il est bien, dans des circonstances difficiles, de recevoir l'aide des organisations des autres pays. Mais il sera beaucoup mieux de vivre enfin par ses propres moyens.

UN « RAPPORT ECONOMIQUE »

La troisième rareté de ce congrès, c'est le Rapport économique qu'a présenté le camarade Le Rai et dont la discussion s'est trouvée naturellement liée avec le rapport sur les tâches d'avenir. C'est un inventaire économique du domaine fédéral. Il participe de cette idée qu'il faut connaître avant d'agir.

Que cette préoccupation assez exceptionnelle ait trouvé son écho dans une Fédération purement ouvrière comme la Fédération de l'Alimentation, cela mérite d'être signalé.

Ça vaut même mieux.

Aussi bien reproduisons-nous ci-après le rapport présenté par Le Rai.

CONCLUSION

Je me limite.

Mais il faut tout de même noter un débat sur les statuts fédéraux qui a tranché sur l'atonie générale du congrès.

L'équipe fédérale, émue par la précarité de la situation financière de nombreux syndicats, avait cru y porter remède en proposant d'inscrire dans les statuts fédéraux l'obligation pour les syndicats de percevoir une cotisation mensuelle égale au minimum à une heure du salaire de base de la catégorie professionnelle.

— Pardon ! ont objecté de nombreux syndicats. Vous décidez pour la Fédération. Vous fixez la cotisation fédérale. Vous ne pouvez vous substituer aux syndicats pour fixer leur propre cotisation. Les syndicats sont maîtres chez eux.

Cette opposition fut telle qu'elle obtint le remplacement de l'obligation prévue par une simple recommandation. La volonté d'autonomie des syndicats n'est pas morte.

***

J'ai entendu avec plaisir l'exposé du camarade Veillon, secrétaire de la C.G.T.-F.O. Exposé sans effets oratoires, compréhensible pour tous.

Lui reprocherai-je d'avoir dit : « Nous sommes l'organisation réformiste » ? Non ! C'est de la franchise. Mais on a le droit de souhaiter une autre orientation pour F.O. Et il faut remercier Veillon de s'être déclaré prêt à faire un certain nombre de concessions pour que les hésitants et les autonomes viennent à F.O.

Le vide dans les discussions du congrès fédéral de l'Alimentation F.O. pourrait être rapidement comblé.

Le contenu purement syndical de ce congrès aurait offert aux militants qui se sont réfugiés dans l'inaction de grandes possibilités.

Puisse le congrès confédéral dégager clairement cette conclusion : Il y a place, dans les organisations Force Ouvrière, pour tous les courants révolutionnaires non totalitaires !

Maurice CHAMBELLAND.

P.-S. — Impossible de donner dans ce numéro la conclusion (annoncée) du débat soulevé par Jean Régany : « Notre titre est-il absurde ? » Cette conclusion n'est, en effet, pas encore rédigée. La raison est majeure. Mais, même si l'article avait pu être écrit en temps voulu, la copie est si abondante qu'il n'aurait pu trouver place ce mois-ci. Donc, au mois prochain.

Les Industries de l'Alimentation

Ce court rapport, traitant le plus simplement possible de l'aspect économique des entreprises de nos branches professionnelles, a pour but de montrer les conditions dans lesquelles peuvent être présentées et discutées les revendications formulées dans notre résumé des tâches d'avenir.

Nos entreprises présentaient dans l'ensemble de l'économie française les particularités suivantes :

1° **Forme juridique des entreprises.** — Peu de grosses sociétés anonymes, en majeure partie des sociétés à responsabilité limitée, des sociétés en nom collectif, des entreprises à direction et à capitaux individuels et familiaux et enfin des activités spécifiquement artisanales par rapport à l'évolution industrielle moderne.

2° **Par l'importance numérique en main-d'œuvre.** — En principe, petites et moyennes entreprises ayant très souvent un chiffre de salariés inférieur à 50.

3° **Par la durée continue du temps de travail annuel.** — Un nombre important de nos industries et commerces emploient une main-d'œuvre saisonnière qui dépasse l'effectif sédentaire des entreprises.

4° **Par la qualité technique des travailleurs.** — Une grande partie de nos salariés sont des manœuvres; leur proportion atteint un chiffre élevé relativement à celui des professionnels.

5° **Par leur emplacement géographique.** — Dispersées dans l'ensemble du pays, il n'y a pas spécifiquement de régions déterminées, à l'exception de quelques industries.

6° **Dans leurs débouchés.** — Elles dépendent presque exclusivement du pouvoir d'achat intérieur; les débouchés extérieurs sont difficiles à retrouver par suite des prix et de la qualité.

7° **Dans leur développement.** — Elles présentent les caractéristiques du patronat français en général, savoir : produire peu le plus cher possible en payant la main-d'œuvre le moins cher possible, c'est-à-dire réactionnaires au point de vue technique comme au point de vue social, les deux aspects étant intimement liés.

***

Les industries de l'Alimentation comptaient comme effectif au mois d'avril 1939 le chiffre de 368.000 venant au cinquième rang des industries de transformation après le terrassement et la construction, le textile, les métaux et le vêtement. Le chiffre actuel doit osciller entre 326.000 et 330.000 salariés, en légère diminution, de même que celui des employés de commerces alimentaires doit marquer une légère régression par rapport à 1947.

Nous étudierons successivement divers industries et commerces :

INDUSTRIE SUCRIERE

Il y avait, en 1913, 214 sucreries et distilleries, 109 en 1929 et, en 1949, 100 dont 49 sucreries et 51 sucreries-distilleries.

Le plan Monnet a permis des investissements réalisés en 1947 et 1948 consistant surtout en perfectionnements techniques d'usines existantes, les travaux en cours ou devant être prochainement exécutés intéressent 54 usines, la création d'une sucrerie à Sillery et la transformation de distilleries en sucreries-distilleries. La production devra atteindre 1.300.000 tonnes au lieu de 850.000 en 1948-1949 pour un traitement de 5.826.000 tonnes de betteraves (4.846.000 sucreries, 980.000 distilleries).

Sans doute, la consommation intérieure, considérée comme très faible avec 25 kg. par an et par habitant en 1939 — descendue à 12 kg. sous l'occupation — peut être augmentée ; néanmoins, la situation du marché international avant les derniers événements laissait prévoir la conclusion d'un accord limitant les possibilités d'exportation de chaque pays. La campagne actuelle doit fournir une production de 1.100.000 tonnes environ.

MEUNERIE

En 1946, il y avait 18.500 salariés en meunerie. Le classement des moulins par capacité d'écrasement était le suivant :

	1938	1946
	—	—
Moins de 5.000 quintaux	4.441	4.162
de 5.000 à 20.000 quintaux	2.839	2.661
de 20.000 à 40.000 quintaux	836	777
de 40.000 à 50.000 quintaux	468	427
de 150.000 à 400.000 quintaux	42	39
plus de 400.000 quintaux	43	12

Il y avait :

Moulins de moins de 10 ouvriers	21.900
Moulins de 11 à 100 ouvriers	12.680
Moulins de plus de 100 ouvriers	4.420

La capacité de production était évaluée à 108 millions 800.000 quintaux en 1946 et l'écrasement en blé était de 48.000.000 de quintaux. En juin 1950, pour le mois, 4.285.000 quintaux avaient été écrasés.

Nous sommes loin de rejoindre la capacité théorique de production. Toutefois, nous croyons utile de signaler deux choses :

1° Le nombre beaucoup trop élevé de petits moulins nuit à l'amélioration des conditions de vie des salariés de l'ensemble de la profession ;

2° Les petits moulins à frais généraux élevés servent de base au calcul de la prime de mouture, au profit des grandes entreprises ;

3° Le trust de la meunerie, lié à la fois aux professions agricoles et aux professions de la boulangerie-pâtisserie, est singulièrement puissant et il nous appartient d'étudier sérieusement son organisation.

PATES ALIMENTAIRES

En 1946, il y avait 370 usines de pâtes alimentaires contre 316 en 1938 et l'effectif atteignait 10.000 personnes dont 6.000 femmes, représentant une production de 2.070.000 quintaux.

En juin 1950, la production atteignait 198.000 quintaux après avoir atteint 284.000 quintaux en octobre 1949.

Le pourcentage de main-d'œuvre féminine (60 %), ainsi que les variations de production, doivent nous inciter à rechercher les éléments nécessaires pour aboutir à une stabilisation des effectifs et éviter une exploitation bien facile à comprendre.

CONSERVES ALIMENTAIRES

En 1945, la structure des entreprises était la suivante :

201 salariés et plus	13
de 101 à 200 salariés	32
de 51 à 100 salariés	54
de 21 à 50 salariés	82
de 11 à 20 salariés	61
de 1 à 10 salariés	1.354
	1.596

Effectif de 16.765 hommes, 29.962 femmes, dont 5.560 saisonniers hommes et 18.798 saisonniers femmes.

A remarquer que dans l'industrie des pâtes, le nombre de femmes et de main-d'œuvre saisonnière est considérable. Il doit donner lieu à étude approfondie de la convention collective, surtout depuis l'apparition de contrats à durée déterminée.

En 1949, nous avons importé 65.110 tonnes pour 10.202 millions et exporté 62.895 tonnes pour 9.623 millions.

Pour 1950, nous ignorons les chiffres ; toutefois, il nous apparaît que cette industrie traverse quelques difficultés, tant sur le marché extérieur que sur le marché intérieur par suite :

1° des prix trop élevés,

2° de la qualité.

Les habitudes contractées sous l'occupation par les capitalistes (peu de matières premières, beaucoup de profits) semblent mettre en péril une industrie susceptible de grand avenir, surtout au regard de l'exportation.

BISCUITERIE

Les matières premières employées se chiffraient en 1938 à 140.000 tonnes ; pour 1948 à 80.000 ton-

nes seulement ; pour 1950 le chiffre de 1948 semble être dépassé.

Il y a environ 1.100 entreprises occupant 25.000 ouvriers.

Industrie concentrée dans le Nord, à Paris, Bordeaux, Nantes, Marseille, Dijon, Reims, Grenoble. Toutefois, la région de Bordeaux semble avoir connu un ralentissement marqué au début de cette année. La cherté des produits en comparaison du pouvoir d'achat de la grande masse des consommateurs créera une évolution de la production vers les qualités inférieures, nuisibles à la présence sur les marchés étrangers.

BRASSERIE

En 1929, il y avait 1.465 brasseries, employant 18.000 ouvriers. L'importation atteignait 7 millions, l'exportation 26 millions ; en 1948 l'importation était de 6 millions de francs et l'exportation de 11 millions.

La consommation intérieure, après avoir atteint 11.204.000 hectolitres en 1946, descendait en 1948 à 10.856.000 hectolitres.

Depuis quelque temps, une concentration des entreprises est opérée au moyen d'opérations financières. La diminution de la consommation est surtout imputable à la qualité, le consommateur étant obligé d'acheter un produit supérieur plus cher pour avoir le produit similaire à celui d'avant guerre.

Nous devons étudier les perspectives de concentration afin de défendre efficacement les intérêts des salariés et conclure une convention collective satisfaisante.

INDUSTRIE FRIGORIFIQUE

Industrie d'avenir qui doit retenir toute notre attention. En effet, notre retard se révèle, dans cette branche, assez important. On estime à 100 milliards de francs la perte annuelle résultant du manque d'équipement de cette industrie.

Les travaux en cours doivent porter la contenance totale à 660.000 mètres cubes.

Les principaux centres sont : Paris (Clichy, Vaugirard, Bercy, Ivry, les Halles), Bordeaux, Lille, Lyon, Valence, Avignon, Toulouse, Marseille, Le Mans, Le Havre, Toulon.

En 1949, il existait 90 entrepôts publics et 450 fabriques de glace.

L'importance de cette industrie nécessiterait un rapport très détaillé et nous pensons qu'avec les renseignements des camarades, nous pourrons l'établir très prochainement.

CONFITURERIES ET CHOCOLATERIES

Il y a actuellement 640 confitureries occupant 12.600 salariés.

En chocolat, les importations atteignent 256 tonnes et les exportations 3.013 tonnes.

L'évolution du marché intérieur est essentiellement liée au pouvoir d'achat et il nous semble qu'après une fin d'année remarquable une nette régression s'est fait sentir.

INDUSTRIE LAITIERE

En 1950, 8.000 entreprises occupaient 100.000 salariés, dépendant de 1.300.000 producteurs.

Le morcellement de cette industrie donne lieu à une exploitation aggravée par les difficultés syndicales inhérentes à cet état.

Un sérieux efffort doit être fait, une concentration de financiers s'est opérée, aboutissant à une liquidation des dépôts de vente.

Une convention collective nationale aurait pour effet de simplifier et de supprimer les différentes rémunérations en vigueur. Précisons que le plan Monnet doit porter de 50 millions à 64.500.000 hectolitres la quantité de lait traitée dans les usines.

BOULANGERIE

Corporation artisanale dont nous devons souligner l'évolution depuis 1938 :

La moyenne mensuelle des farines utilisées en boulangerie atteignait 3.700.000 tonnes ; et en mai 1950 : 2.965.000 tonnes, soit une consommation ayant diminué d'un cinquième.

Le problème de la marge de panification n'est pas notre objet ; néanmoins, une étude sérieuse devrait porter sur :

1. Les gérances et les ouvertures de nouvelles boulangeries ;
2. Les conditions d'hygiène et la cadence rapide du travail aboutissant à une rationalisation nuisible à la condition ouvrière et que rien ne justifie.

ENTREPOTS
(Commerces alimentaires, épiceries de gros)

Les renseignements nous manquent pour examiner sérieusement l'état des sociétés à succursales multiples, dont certaines sont dans une situation difficile. On ne saurait trop rappeler que la politique de stocks, appliquée dans le deuxième trimestre 1948, en liaison avec la vague inflationniste déclenchée malgré nous, aurait eu, sans la sécheresse de 1949, des effets désastreux pour les grosses sociétés d'alimentation.

L'évolution du chiffre d'affaires se présente comme suit :

Base 100 1938 :

Sociétés à succursales multiples : mai 1949, 1.366 ; mai 1950, 1.608.

Sociétés coopératives de consommation : mai 1949, 1.482 ; mai 1950, 1.860.

Les conditions de travail de ces entreprises, à l'exception des coopératives, sont les plus misérables de toutes les corporations françaises : salaires anormalement bas (59,40) ; manque d'hygiène.

Une action sérieuse devrait mettre un terme aux profits honteux des requins qui sont nombreux dans ces corporations et forment les troupes de choc de l'aventurier Gingembre.

VINS ET SPIRITUEUX

Il y a en France environ 1.000 entreprises.

Cette branche exportatrice traverse une crise où la bêtise du patronat a la plus large part. Les années de pénurie ont conduit les propriétaires producteurs à considérer la spéculation comme une activité créatrice ; la qualité, la présentation, le scandale des appellations contrôlées ont abouti à un marasme dans la corporation. La multiplication des intermédiaires fait que les conditions de travail sont beaucoup plus mauvaises qu'en 1938.

Nos efforts doivent porter sur les classifications et le retour aux avantages professionnels existant en 1937.

HOTELLERIE

Une brochure ne suffirait pas à étudier à la fois l'activité de cette branche industrielle, devenue vitale pour le pays, et les conditions de travail qui résultent des particularités de l'industrie hôtelière.

Nous remarquerons simplement que les pouvoirs publics ont trop souvent été influencés par la rentrée des devises provenant de la clientèle étrangère sans tenir compte du problème humain, de la condition du personnel employé dans les établissements.

Le nombre de touristes a atteint en 1949 : 2.800.000 contre 2.028.000 en 1948 et 1.150.000 en 1937.

Néanmoins, nous avons l'impression que la politique à courte vue des dirigeants d'hôtels nous réservera de cruels mécomptes. La pratique du coup de masse finira par reporter vers d'autres pays les estivants soucieux d'avoir, à leur départ du pays d'origine, le coût exact de leur séjour.

Signalons que les installations luxueuses abritent des cuisines taudis qui bénéficient de la complicité volontaire des pouvoirs publics et de l'inspection du travail.

Nos efforts se sont heurtés, dans ce domaine, à la toute-puissance de la fameuse mutuelle des cuisines, organisation paternaliste à la remorque de politiciens douteux.

CONCLUSIONS

Ce rapide exposé, trop court et insuffisamment fouillé, doit néanmoins nous permettre d'affirmer que :

1. La revendication ouvrière est un élément de progrès, dans la mesure où elle modifie les structures capitalistes et profite au consommateur dans l'amélioration des produits ;

2. Ces tâches revendicatives ne doivent pas nous faire oublier le rôle économique des comités d'entreprise, afin que chaque adhérent de nos syndicats soit pénétré de cette formule de Merrheim : « Le courage, c'est de dire et de répéter que tout individu est à la fois producteur et consommateur et que la révolution qui est à faire et qu'il faut faire c'est la révolution économique, et que celle-là ne se fait pas dans la rue. »

LE RAI.

LES CROYANCES
viennent-elles du Saint-Esprit ?

Louzon. — « Le patriotisme est une croyance, certes. Mais elle nous vient de la citoyenneté ou de la propriété. La patrie, c'est la réunion pour une défense commune de propriétaires qui ne peuvent se défendre efficacement qu'en s'unissant. »

Louzon. — « La religion est une croyance, certes. Mais cette fois, basée sur une réalité toute contraire. C'est parce que les hommes n'avaient ni droit ni propriété à défendre qu'ils ont cru au royaume de Dieu, dans le ciel. »

Louzon. — « Le communisme ? Autre croyance, à un paradis aussi irréel que le Dieu et le paradis des chrétiens, havre de salut du prolétariat. »

Dans le premier cas croyance basée sur quelque chose de tangible. Dans le deuxième cas croyance basée sur des nuées, sur rien.

Ça ne doit donc pas venir en effet du Saint-Esprit. Les philosophes de tous les temps se sont appliqués à chercher une origine aux idées philosophiques ou morales (elles sont toujours des croyances). Ils n'y sont jamais parvenus. Et Leibnitz, Kant, Spinoza, surtout Leibnitz, s'y sont pas mal empêtrés.

Je remarque que pour leur patrie ou leur prince (car avant 89 on ne se battait pas pour la nation, mais pour un prince ou une foi) les non-propriétaires se sont battus aux côtés des propriétaires. Que dans les guerres religieuses, les nantis se sont battus autant que les déshérités, ou inversement. Que pour le communisme, stalinien ou non, des intellectuels bien pourvus d'argent et d'honneurs dans le monde démocratique bourgeois se battent — au moins avec la gueule pour l'instant. Tous ces hommes-là croyaient ou croient à quelque chose. Louzon veut me persuader que ça leur vient d'une réalité économique. En tout cas, j'observe que dans le monde il y a beaucoup de passions et de croyances désintéressées. Je ne sais pas si c'est le diable ou le Saint-Esprit qui les suscite. Et je me refuse à employer un système d'argumentation qui élimine toutes les difficultés par une affirmation gratuite : « **Le non-déshérité, le nanti n'éprouve pas, lui, le besoin d'une religion au moins pour lui. Il possède les biens de ce monde et ça lui suffit. Chez le bourgeois la religion n'est jamais qu'un masque, une nécessité sociale.** » Dirigisme égale crétinisme, croyance religieuse égale imposture. Et allez donc ! C'est simple.

C'est aussi simple que de me rétorquer que mon dirigisme est un **système** aussi. Alors que j'ai eu soin de parler de dirigisme intelligent, pour bien marquer que je ne suis pas **dirigiste à tout prix.** Je crois même, pour compléter ma pensée, que Louzon a raison de montrer où peut conduire un dirigisme idiot. C'est affaire de bon sens et je ne suis nullement systématique. Mais son système à lui, c'est de prendre parti contre tout dirigisme dans la société présente et puis de nous dire qu'il ne sait rien de la société de demain, par conséquent que la question ne se pose plus. Mais il ne s'est jamais vu, Louzon, de sociétés qui ne devaient absolument rien à leur devancière. Et qui se sont établies, comme ça, par l'opération du Saint-Esprit cette fois, sans que personne n'ait eu la moindre idée des principes qui devaient leur servir d'assises morales ou juridiques, sans que personne n'ait tracé au moins un plan grossier de leurs institutions, même de celles qui devaient régir leur économie.

Si Marx a dit que quiconque fait des plans pour la société future est un réactionnaire, réactionnaires sont les encyclopédistes, réactionnaires sont les marxistes de la première phase de la Révolution russe, y compris Lénine nourri de Marx.

Je prétends que si un dirigisme même autoritaire arrivait non point à brimer l'esprit d'invention, mais à établir un mode de répartition plus équitable des fruits du travail collectif dans la société actuelle cette réalisation ne pourrait plus être abandonnée comme exemple sans valeur dans une société socialiste future. La vie sociale n'est faite que d'empirisme, toute expérience sert à des entreprises futures.

Pour en revenir aux croyances, qu'elles aient leur fondement n'importe où, elles sont des forces, des forces qui comptent. Mais je n'ai pas dit que ce sont les seules, j'ai dit **qu'elles ont joué dans l'évolution des sociétés un rôle plus considérable que l'économie.** Nul doute que les conditions économiques n'aient à leur tour influencé les idées et les croyances dans une certaine mesure qui n'est pas niable.

Je suis sans doute un réactionnaire, puisque je crois qu'il y a surtout et avant tout des problèmes moraux et qu'il faut, par toutes sortes de mesures, même autoritaires, et dans la société actuelle, introduire une moralité, de la justice, de l'honnêteté au lieu de laisser les forces aveugles du capitalisme s'opposer, s'entrechoquer dans un chaos où le monde du travail est invariablement broyé. Pour moi, qui ne fréquente point du tout le Saint-Esprit, je crois que l'idée, ou la croyance en la justesse d'une idée précède toujours l'action, la réalisation. L'homme n'a rien créé sans être illuminé par une idée et sans croire, non point à la réussite certaine de ce qu'il avait préalablement pensé à entreprendre, mais **à la possibilité de cette réussite.**

Ainsi, pour ce qui est de mettre au premier plan de notre action la construction de l'Europe, il faut d'abord penser l'Europe, croire **à la possibilité de la faire**, croire à sa vertu de bien-être pour tous, croire qu'elle est une solution pour empêcher la guerre. Je pense me retrouver d'accord avec Louzon — en gros — sur le problème européen. Mais je lui fais remarquer que si la création de l'Europe rencontre tant d'écueils, ce n'est pas tant à cause des différents intérêts des nations en jeu, c'est parce qu'il n'y a pas une foi suffisante, une croyance assez répandue que l'idée de l'Europe est bien supérieure à la considération de tous les intérêts en cause. C'est parce qu'il n'y a que méfiance partout au lieu de cette croyance qui serait capable d'infléchir ou de briser tous les obstacles. L'idée est encore en enfance. C'est à nous de la faire grandir. Je renvoie Louzon et les lecteurs que la question Europe passionne à un article paru le 25 septembre dans **Combat**, sous une signature inconnue de moi et intitulé : **L'Europe, un problème de foi.** Je ne suis pas le seul à accorder aux croyances la primauté sur les choses de l'économie.

Je suis heureux, en tout cas, que la question de l'Europe prenne une large place dans la **Révolution prolétarienne.** C'est elle qui domine à l'heure actuelle le destin des masses ouvrières et le sort de la paix.

VALLET-SANGLIER.

LIVRES REVUES JOURNAUX

A. CILIGA : Dix ans derrière le rideau de fer (1926-1936).

La librairie Plon réédite un livre paru la première fois en 1938 : « **Au pays du mensonge déconcertant** ». Mais l'auteur a voulu développer son expérience de la vie de déporté en un deuxième volume : « **Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation** » (1).

En lisant le premier livre ce n'est pas sans mélancolie — et quelque lassitude aussi — que je retrouvais sous la plume d'un militant communiste étranger — (né en Istrie (Autriche) en 1898, devenu Italien en 1919, adhérent d'abord au P.S. de Croatie en 1918, puis au P.C. yougoslave en 1919, membre du Bureau balkanique du Komintern par la suite) — les réflexions critiques que de jeunes communistes français faisaient à la même époque sur l'évolution de la politique communiste internationale. Les mêmes expériences que relate l'écrivain américain noir, Richard Wright dans un numéro des « Temps Modernes » (juillet 49) sous le titre : « J'ai essayé d'être communiste ».

C'est dire que son livre représente, pour des militants, ou d'anciens militants politiques, un intérêt humain, pour tant du moins que l'action politique est restée pour eux un cas de conscience et une raison de vivre. Pages sans littérature d'un militant qui s'interroge, et découvre lentement — derrière la façade des expressions révolutionnaires, des actes de foi dans la technique, et des succès dans la collectivisation ou l'industrialisation de l'immense Russie — le renforcement « des méthodes capitalistes et bureaucratiques d'exploitation » des masses.

Entré en Russie en 1926, Ciliga milite d'abord dans le P.C. russe avec l'opposition. En 1930, il est arrêté pour trotskisme et condamné à trois ans de réclusion. Et soudain les portes de la liberté s'ouvrent devant lui. « **C'est bien simple : la prison est le seul endroit en Russie soviétique où les gens s'expriment d'une façon plus ou moins sincère et ouverte.** » Plus tard à l'isolateur de Verkhné-Ouralsk il entre à... « **la seule université indépendante de l'U.R.S.S.** » et se demande avec anxiété : « **Où étais-je ? Dans une île de liberté perdue dans l'océan de l'esclavage, ou simplement dans une maison de fous ?** »

Le « docteur Anton Antonovitch Ciliga », historien de formation, professeur à l'Université communiste de Léningrad en 1929-1930, est le seul détenu qui ose se déclarer ouvertement adversaire du régime sur les quatre ou cinq cents hommes de la prison de Léningrad où il entre le 21 mai 1930 ! « **Si telle était l'attitude des gens en prison, que dire de ceux qui vivaient en liberté ?...** »

Souhaitons que ce livre tombe dans les mains de quelque jeune communiste 1950. Quoique rien ne remplace l'expérience directe de la vie ! Cette humanité des prisons soviétiques, au demeurant, atteint rarement à la véritable humanité. Ces opposants qui s'excluent mutuellement, et dont les groupes se subdivisent à l'infini, de sorte qu'on finit par trouver une nuance pour chaque individu, ou presque, — ces victimes qui ne cherchent qu'à se faire réintégrer, et y parviennent — ces intellectuels pour qui, trotskistes ou staliniens, la masse reste un instrument, une victime nécessaire, incapable de démocratie ouvrière — apparaissent tour à tour grotesques, inconscients, ou criminels.

« **Le mythe de la Russie Soviétique** — écrit l'auteur dans son avant-propos de 1937 — **est le plus tragique malentendu de notre temps... Pendant mes dernières huit années en Russie je me suis pénétré de plus en plus d'esprit critique envers le régime et même envers Trotski, et même envers Lénine... L'expérience a prouvé, j'en suis certain, que tous les moyens ne sont point permis, même au service de la révolution** ; les moyens inavouables finissent par compromettre la meilleure des causes. »

A partir de 1932, Ciliga, quitte le groupe trotskiste : « **Trotski, écrit-il, ne veut pas comprendre que les « déviations » et les laideurs contre lesquelles il proteste ne sont que la conséquence logique et inévitable du système tout entier qu'il défend avec acharnement. Trotski est, au fond, le théoricien d'un régime dont Staline est le réalisateur.** »

Mais les groupes de l'opposition russe d'extrême gauche avec lesquels il collabore par la suite — toujours en prison — osent s'attaquer à la politique de Lénine. Ces pages, qui avaient été fortement réduites (« à la demande de l'éditeur en 1938 ») respirent un certain pathétique et le militant, froid et obstiné, qui pénètre « sur la pointe des pieds » dans le « Saint des Saints du communisme et de sa propre idéologie », après avoir compris que « **Lénine aussi...** » a trahi la classe ouvrière laisse enfin parler son cœur et s'abandonne au désespoir et à la solitude... « **Mon âme est solitaire... Je porte le deuil de Lénine...** » De Lénine premier responsable de la dictature bonapartiste sur le parti, la classe ouvrière et le pays : « **Je fus anéanti, note Ciliga, lorsque je découvris que les chefs eux-mêmes du parti communiste en avaient pleinement conscience (de cette dictature bonapartiste). Dans son ouvrage « L'Economie de la période de transition » Boukharine formulait en 1920 (p. 115 de l'édition russe) la théorie du bonapartisme « prolétarien » (« le régime personnel »). Et Lénine notait à ce passage (Recueils de Lénine, Tome XI, édition russe de 1930) : « C'EST VRAI... MAIS LE MOT N'EST PAS A EMPLOYER ». On peut le faire, mais il ne faut pas le dire, c'est tout le Lénine de l'époque où il quitte le prolétariat pour la bureaucratie...** »

Ah ! comme de cette terrible déception un « artiste » aurait pu tirer des pages « émouvantes » : tant d'années d'action, toute une jeunesse perdue, et pour finir la prison, les grèves de la faim, la solitude...

Après avoir jeté le portrait de Lénine dans la boîte à ordures, Ciliga écrit simplement — et c'est à quelques lignes près la **conclusion** de son premier livre :

« **...La cellule était sombre. Dehors, il faisait nuit. Les monts Ourals et la steppe étaient plongés dans un sommeil sinistre. Et moi j'avais mal et le cœur lourd. Pendant six mois, il me fut impossible d'ouvrir la bouche, de dire ou d'écrire la moindre chose concernant la politique, mes nouvelles conclusions sur le grand chef révolutionnaire, tant j'étais déprimé, tant je souffrais de me séparer à jamais du mythe tant chéri de Lénine.** »

***

« **Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation** », raconte la découverte de la réalité sibérienne, de l'homme russe vivant, de 1933 à 1935, au cours de trois années de déportation, suite « logique » imposée par la Guépéou à ceux qui croyaient être libérés à l'issue de leurs peines « légales ».

« **Après mes trois années de sévère isolement dans la prison politique de Verkhné-Ouralsk, où ne vivaient en vase clos que des professionnels de la politique et où, au milieu de la discussion la plus intéressante, on avait soudain le sentiment qu'on était totalement en dehors de la vie, je me trouvais tout à coup plongé dans ses contradictions et dans sa dure réalité...** »

Sans doute, depuis quinze ans, bien des choses ont changé. Au dire de l'auteur lui-même, dans sa préface de 1949, les prisons et les « détenus politiques » ont disparu et il n'y a plus en Russie que des travaux forcés du droit commun. Mais cette humanité soviétique, nous sommes prêts à l'accueillir, à l'aimer, à la soutenir dans sa lutte silencieuse contre les nouveaux exploiteurs. Ce titre d'un livre de Gorki paru en France vers 1932, « **Eux et nous** », les ouvriers russes, hélas ! l'appliquent d'une bien différente façon : « **Chez nous il n'y a plus de classes,** disent-ils avec humour, **mais seulement des catégories différentes de citoyens (...) La terre est à « nous » et le blé est à « eux », Bakou est à « nous » et le pétrole à « eux », les usines sont à « nous » et ce**

(1) Il est regrettable que l'éditeur n'ait pas précisé s'il s'agissait d'une traduction (et son auteur) comme certaines « Notes du traducteur » le laissent penser. Nous n'avons pas ici à nous préoccuper essentiellement de la « forme ». Cependant il faut bien noter — dans le premier livre — certaines maladresses de style dont on se demande s'il ne s'agit pas en réalité de fautes de traduction. La valeur « littéraire » du deuxième volume est bien supérieure.

qu'elles produisent à « eux » (...) **Maintenant nous ne sommes plus des ouvriers mais des patrons. Les ouvriers ce sont Staline, Kaganovitch, Molotov (...) A l'arrivée du Transsibérien, qui ne transportait que des bureaucrates, des spécialistes, les membres de leur famille, le nouveau gratin, les cheminots disaient : « Le train ouvrier « est en gare ». Et quand arrivait le train ouvrier, sale, bondé, avec des gens sur les marchepieds, ils disaient solennellement : « le train des patrons est arrivé. »**

Cet « amer désenchantement », cette sorte d'humour noir, s'il prouve que les masses soviétiques ne sont pas prosternées devant Staline en une muette adoration, traduit également « **l'impossibilité absolue pour la classe ouvrière de mener un combat de masse, son impuissance totale.** »

Que sont devenues ces masses — et ces rares individus qui ne renoncent pas à la lutte — après ces années de souffrances nouvelles et la victoire de 1945 ? La peur de la guerre qui hante — au dire de témoins dignes de foi — le peuple américain, pousse-t-elle la pointe empoisonnée de son angoisse au cœur de l'homme russe ? Ou bien la propagande nationaliste menée par les dirigeants a-t-elle fanatisé les jeunes communistes, comme elle avait égaré en 1940 les jeunes Allemands ?

Tous ceux qui refusent l'épithète absurde « d'antisoviétique » ou « d'anticommuniste » parce qu'ils gardent à l'égard de la Russie d'aujourd'hui la même attitude critique qu'à l'égard de toute autre nation du monde, devraient lire ce livre d'un militant qui parvient, au moins dans « **Sibérie** », en nous ouvrant, par instant l'esprit et le cœur du vrai peuple soviétique à nous le rendre essentiellement sympathique.

***

Ces types d'hommes et de femmes russes que l'auteur nous présente, nous n'avons guère d'efforts à faire pour les retrouver chez nous.

Voici l'étudiant soviétique : « démocratique par son allure extérieure, dédaigneux du peuple par son idéologie, à genoux devant la technique, et sportif par surcroît. Sûr de lui, amoral, prêt à tout... »

Voici l'employé de chemin de fer débrouillard : « il achète des denrées et des produits de toutes sortes dans les endroits où ils sont les moins chers, et comme il peut les transporter gratuitement, il les revend dans les régions où ils coûtent le plus cher... »

L'ouvrier moyen, comme le « Français moyen », se désintéresse de la politique : « **Mon ami le forgeron n'éprouvait aucun intérêt pour la politique, dans le sens strict du terme. Il n'était pas du parti, ni aucun des membres de sa famille. Ils étaient loin de vouloir entreprendre quoi que ce soit d'hostile aux communistes, au régime, mais ils leur étaient totalement opposés. Pour eux, les communistes, c'étaient les chefs, les exploiteurs, la police ; le communiste du rang, l'ouvrier communiste y compris, un mouchard qui espionnait ses camarades de travail, ou un imbécile qui voulait imposer un rythme de travail inhumain. Celui qui s'imaginerait que cette attitude de l'ouvrier du rang envers les communistes est un fait exceptionnel et isolé ferait une erreur profonde. Il y a un fossé entre le parti communiste et la masse ouvrière russe. Un jour, à l'improviste, le monde entier en aura la révélation et sera surpris de sa profondeur.**

» La vie familiale du forgeron était quelque peu patriarcale. Les enfants obéissaient au chef de famille sans discuter. Le fils aîné lui-même remettait l'intégralité de son salaire à sa famille. La femme se tuait à la tâche et avait tous les soucis du ménage. Son unique plaisir, à ce que je vis, consistait à organiser de petits dîners intimes. Le mari ne se refusait pas certains plaisirs et rentrait parfois ivre. Avec sa femme il était tout à la fois rude et attentionné, parfois même tendre... »

En reconnaissant ici la description d'une vie « de famille » propre à bien des foyers français, un sourire vient aux lèvres. Sont-ce là les nouveaux « Barbares » ?

« **Malgré toute sa pauvreté et la médiocrité de sa vie, le peuple russe est d'une gaîté et d'une vitalité surprenantes. Quoique je fusse un intellectuel et un étranger (nous ajoutons : un déporté), tout le monde m'acceptait sans me manifester ni embarras ni méfiance. La révolution a appris aux masses à ne pas avoir honte devant les classes supérieures. Le démocratisme des mœurs est l'un des traits caractéristiques de l'expérience soviétique. Et le peuple russe est particulièrement accueillant, particulièrement fraternel envers les étrangers, qu'ils appartiennent ou non à la fédération soviétique. On peut détester le pouvoir et le régime des Soviets, mais quand on a connu le peuple russe, on ne peut pas ne pas l'aimer.** »

Non, on ne peut dire du livre de Ciliga qu'il soit nourri d'une haine irraisonnée et de parti pris contre l'U.R.S.S. Poursuivant la réalité, au travers de mille rencontres, il ne cesse de réviser son jugement, de se poser des questions.

« **Une de mes rencontres avec les ouvriers de Sibérie fut telle que j'en vins à me poser un véritable cas de conscience : j'en vins à me demander si mon estimation de l'essence sociale de la Russie actuelle n'était pas trop pessimiste. Mes conclusions n'étaient-elles pas trop catégoriques ?**

» Il y avait parmi les fonctionnaires locaux de la Guépéou... un jeune tchékiste particulièrement antipathique, avec un vrai visage de dégénéré. Voilà, me disais-je, un descendant des classes déchues qui a trouvé la place qui lui convenait. Ma conviction fut encore renforcée le jour où j'appris qu'il écrivait des pièces de théâtre pour les troupes locales, qu'il faisait des vers, des poèmes lyriques (...) Le hasard, toujours plus capricieux en U.R.S.S. que partout ailleurs, voulut que je fusse reçu un jour dans la maison de ce tchékiste. »

Or, la mère du tchékiste est une ancienne ouvrière, femme d'ouvrier, « d'esprit large, une femme vraiment intelligente... » Ciliga lui raconte son histoire de déporté « en partie devant tout le monde, mais avec plus de détails quand nous fûmes seuls. » Elle finit par dire : « **Je me demande pourquoi il y a tant de déportés en Sibérie maintenant. Jamais il n'y en eu autant (...) Je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi maintenant que nous avons le pouvoir soviétique, le peuple a tant de peine à vivre. Mon mari et moi, en 1905, étions toujours du côté des pauvres, mais leur vie n'est pas meilleure qu'autrefois (...) Quand mon mari est mort, je n'ai pu avoir de pension bien que ce'ût été rendu obligatoire par la loi. Je ne l'ai reçue que lorsque mon fils est entré à la Guépéou... J'aurais préféré qu'il restât à l'usine, mais il avait plusieurs camarades à la Guépéou... Ils ont fini par le persuader d'y entrer...** »

Et Ciliga termine ainsi le chapitre de son livre intitulé : « **Les Maîtres du Pays** » :

« **Le visage si honnête, si bon, de cette ouvrière qui faisait à un étranger une confession si douloureuse, et le jugement qu'elle portait sur le régime social me firent tout à coup trouver que toutes les clameurs des bonzes du Kremlin étaient pitoyables et vaines, comme étaient ridicules, pitoyables et vains leurs congrès innombrables, leurs résolutions, leurs intrigues, leurs journaux, leur T.S.F. Devant le jugement de l'Histoire, les paroles de cette vieille ouvrière auront plus de poids que tous leurs discours et leurs millions de résolutions « unanimes ».**

Mais c'est la vieille génération ! Que penser de la nouvelle, et des enfants, élevés dans cette atmosphère d'hypocrisie, de méfiance, et de « système D » ?

Dans son premier livre, Ciliga note : « **Quant aux enfants, ils étaient avant tout choqués par l'hypocrisie de leurs parents. Ils voulaient qu'on appelât les choses par leur nom. « Nous sommes les maîtres, pourquoi le cacher ? » (...) La phraséologie révolutionnaire leur faisait mal au cœur, ils ne pouvaient souffrir qu'on usât à tort et à travers du mot « prolétariat ». Ces enfants n'allaient qu'à contre-cœur chez les Pionniers et au Komsomol : la plupart d'entre eux ne faisaient même pas partie de ces organisations dont l'activité leur paraissait conventionnelle et ennuyeuse. Un gamin de quinze ans, dont le père, vieux bolchevik et membre du Comité Central exécutif, était l'un des dix personnages les plus importants de Léningrad, me tint ce propos : « Je ne suis ni pour ni contre la révolution, je suis pacifiste ». C'était pourtant un garçon très réfléchi à sa façon, mais il préférait offrir des fleurs à une étoile du théâtre de Léningrad...** »

Il s'agissait là d'enfants de hauts fonctionnaires, des « nouveaux riches » et il est intéressant de savoir que ce gamin de 15 ans a aujourd'hui — s'il n'a pas disparu dans la guerre — 40 ans.

Comment réagissent les enfants du peuple ? Ciliga raconte :

« **Une petite fille de treize ans dans une famille :**
— **Aïe, s'écrie-t-elle un soir. Demain il y a catéchisme et je n'ai pas eu le temps d'apprendre ma leçon.**
— **Comment, on vous donne des leçons d'instruction religieuse à l'école ? m'écriai-je, stupéfait.**
(. . . .)
— **Le catéchisme, me dit-elle, c'est le surnom que nous avons donné aux leçons de matérialisme historique, du marxisme-léninisme.** »

« **...L'esprit d'opposition, chez les enfants, revêt un caractère social. Les écoliers soviétiques, à ce qu'il me semble, se sont engoués du banditisme et des bandits romanesques (...) La chanson qui célèbre Maroussia, la femme-bandit et son amant, qui lui trancha la gorge parce qu'elle avait livré le secret de la bande à la Tchéka pour obtenir sa libération, retentit dans toutes les écoles soviétiques en dépit des interdictions et des punitions.** »

Ceux de nos camarades qui ont au moins une fois participé aux sorties organisées par les Auberges de Jeunesse retrouveront un écho de leurs joies dans le chapitre « **Week-end dans la taïga** » dont voici la conclusion :

«**Mais, beaucoup plus que ce spectacle fascinant (l'horizon découvert après une ascension), ce qui m'impressionnait quand j'allais à Stolby, c'était la fraternité, l'amitié, la simplicité, la gentillesse de tous. On aurait dit que l'étroit passage de la civilisation contemporaine en Sibérie et à Krasnoiarsk était suffisant pour que l'homme ressentit le besoin, non seulement physique, mais aussi moral, de retrouver le contact avec la nature. Et cela avait un effet surprenant. L'arrivant donnait l'impression d'échapper enfin à l'enfer. Une atmosphère nouvelle enveloppait immédiatement et sans difficulté quiconque accédait à Stolby. Les conventions tombaient comme sous le coup d'une baguette magique. Les gens se sentaient tous frères. Ce n'étaient plus des loups mais des hommes...** »

Après de terribles « **querelles avec la Guépéou** », grèves de la faim, tentative de suicide, interventions auprès de l'ambassade d'Italie, la maladie, le froid, l'hôpital, enfin, un jour de l'hiver 1935, Ciliga recevra, aux frontières de la Pologne, son passeport des mains d'un tchékiste.

En écrivant son dernier « **Adieu Russie, pays cruel et jeune** », notre camarade lance un appel à la « Vieille Europe » :

« **En descendant les crêtes occidentales de l'Oural je croyais entendre dans la rumeur que font les forêts la prophétie faite en janvier 1918 par le poète Alexandre Blok, dans les « Scythes », complément opportun et puissant des « Douze ».**

» **C'était un appel désespéré, qu'il adressa à l'Europe pour qu'elle adhère à la Révolution russe, un appel plein de menaces :**

« **Après les horreurs de la guerre**
Voyez nos bras ouverts.
Remettez votre glaive au fourreau
Pendant qu'il est temps encore.
Jadis camarades, demain nous serons frères

Et c'est pour la dernière fois qu'on te le dit :
Prends garde, vieux monde !
Le barbare trouvère
T'invite pour la dernière fois
Au fraternel festin du travail et de la paix.
(. . . .)

Et si tu me réponds non ! sache que nous aussi
Nous savons ce qu'est la perfidie !
Nous nous disperserons dans les futaies et les (forêts
Et nous vous montrerons soudainement
Notre visage asiatique.
(. . . .)

Oui nous sommes des Scythes, oui, nous sommes (des Asiates
Et nos yeux sont bridés,
Et nos yeux sont avides,
Avides comme ceux des Vandales et des Goths,
Le jour où ils parvinrent à Rome. »

» **J'avais envie de crier à l'Europe, du haut de l'Oural, tout près de Tchéliabinsk où travaille à plein rendement l'usine géante qui construit les chars blindés les plus modernes et les plus grands du monde :**
— **Vieille Europe aux cheveux gris, vieille femme épuisée, que de surprises tu vas avoir de ces jeunes barbares boréaux, de ces nouveaux Scythes, adorateurs de machines.** »

Dans sa préface écrite en 1949, huit ans après les dernières pages de son livre, A. Ciliga donne la conclusion d'un militant qui ne désespère pas :

« **Ce n'est pas au nom d'un impérialisme, d'un égoïsme occidental quelconque, ce n'est pas en voulant faire de la Russie une deuxième Allemagne (...) qu'on pourrait combattre avec efficacité l'impérialisme stalinien (...) et détacher de lui le peuple russe, les peuples de l'Asie et les ouvriers de l'Occident... Cela ne peut se faire qu'en se réclamant, au contraire, de l'union du monde sur la base de la fraternité et de l'égalité réelles des peuples, de la solidarité sociale universelle, et la liquidation de tout impérialisme, et en les réalisant.** »

Il est bon de relire ces lignes au moment où, même parmi nous, la « guerre des deux blocs » a déjà trouvé ses résignés.

J. REGANY.

LES FAITS DU MOIS

1er **SEPTEMBRE 1950.** — La **Grande-Bretagne** va porter à 2 ans la durée du service militaire obligatoire.

2 **SEPTEMBRE.** — Offensive générale des **Nord-Coréens** sur le front occidental.
La **Belgique** porte à 2 ans la durée du service militaire.

3 **SEPTEMBRE.** — Le **gouvernement français** demande au parlement de porter le service militaire à 18 mois.

5 **SEPTEMBRE.** — Le 82e congrès des **Trade Unions** s'est ouvert ce matin à Brighton.

6 **SEPTEMBRE.** — Un **avion des Nations Unies** abat un **bombardier russe** qui l'aurait attaqué à la hauteur du 38e parallèle.

8 **SEPTEMBRE.** — Vaste opération de police contre les **communistes étrangers en France.**

9 **SEPTEMBRE.** — Des torrents de boue bloquent au fond d'une mine **128 mineurs écossais.**

12 **SPTEMBRE.** — La **Turquie** ferme sa frontière avec la Bulgarie.

14 **SEPTEMBRE.** — Le **gouvernement belge** décide d'éliminer les fonctionnaires communistes.

15 **SEPTEMBRE.** — Le **Syndicat des instituteurs** proteste contre les mesures d'économies administratives.

16 **SEPTEMBRE.** — Débarquement des « **marines** » qui avancent vers **Séoul**, après s'être emparés d'Inchon.

17 **SEPTEMBRE.** — Grève des **laitiers**, à Paris.
Entrée des **Américains** dans Séoul.

19 **SEPTEMBRE.** — Manifestations à **Paris** en faveur de **l'Algérie libre.** 1.127 personnes arrêtées à Paris. Bagarre à Marseille.

20 **SEPTEMBRE.** — **L'Inde** demande à l'O.N.U. l'admission de la **Chine communiste.**

21 **SEPTEMBRE.** — Le Han est franchi à l'ouest de **Séoul** par les troupes américaines.

22 **SEPTEMBRE.** — Des grévistes assiègent le quartier général du **Labour party.**

24 **SEPTEMBRE.** — La **Chambre américaine** approuve la loi réprimant les activités communistes ; malgré le veto de M. Truman.

27 **SEPTEMBRE.** — **80 mineurs** sont brûlés vifs au fond d'une mine anglaise.
Les **ouvriers viennois** manifestent violemment contre la hausse du coût de la vie.
Prise de **Séoul** par les troupes de débarquement américaines.

30 **SEPTEMBRE.** — **L'Indonésie** est admise à l'O.N.U.
Mac Arthur remet Séoul à **Syngman Rhee.**

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE SEPTEMBRE 1950

RECETTES

Abonnements :			
Ordinaires	15.690		
De soutien	3.850	=	19.540
Souscription			940
Vente au numéro			6.805
Publicité :			
Librairie F. O.			4.800
Remboursement téléphone			2.000
Total des Recettes			34.085
En caisse et au Chèque Postal le 1er septembre			148.216
			182.301

DEPENSES

Impression :			
Numéro de septembre			58.608
Routage, affranchissements, expéditions			9.775
Location de salle			2.410
Téléphone			3.642
Annulation de recette :			
Sur vente au numéro d'août			1.120
Total des dépenses			75.555
Reste au 30 septembre :			
En caisse	825		
Au chèque postal	105.921	=	106.746
Balance			182.301

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 1er septembre	1.482
Abonnements nouveaux	19
	1.501
Désabonnements	4
Au 30 septembre	1.497

Abonnements nouveaux reçus dans le mois : Paris, 9 ; Seine-et-Oise, 1 ; Aisne, 1 ; Creuse, 1 ; Haute-Garonne, 1 ; Basses-Pyrénées, 1 ; Pyrénées-Orientales, 1 ; Rhône, 2 ; Belgique, 1 ; Suisse, 1. — Total : 19.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Felletin (Creuse) 1.000 ; Hélène Brion (Paris) 500 ; René Estève (Gard) 1.000 ; A.-V. Jacquet (Paris) 1.350. — Total : 3.850 francs.

LA SOUSCRIPTION

J. Bracops (Belgique) 500 ; G. Thomas (Indre) 50 ; Pocthier (Doubs) 20 ; Chantepie (Var) 50 ; Ardisson (Var) 100 ; Le Bot (Seine) 20 ; Santoni (Paris) 100 ; Le Rai (Seine) 100. — Total : 940 francs.

LA VENTE AU NUMERO

Librairie F. O., 1.200 ; Laffont (Bordeaux) 720 ; Franc (Loire) 1.320 ; Faucier 100 ; Le Bot (Seine) 1.080 ; Le Camée (Paris) 150 ; « Libertaire » 1.200 ; Divers, au bureau 1.035. — Total : 6.805 francs.

●

Merci à toutes et à tous !